

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ACTION EN JUSTICE

DES

ASSOCIATIONS DÉCLARÉES

(Art. 6, § 1^{er} de la loi du 1^{er} Juillet 1901)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 8 Mars 1929, à 2 heures

PAR

Edmond SAUVANET

JURY DE LA THÈSE

Président : M. HÉMARD.

Suffragants : MM. MOREL;

JULIOT DE LA MORANDIÈRE.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

—
1929

L'ACTION EN JUSTICE
DES
ASSOCIATIONS DÉCLARÉES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551507_0032

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ACTION EN JUSTICE

DES

ASSOCIATIONS DÉCLARÉES

(Art. 6, § 1^{er} de la loi du 1^{er} Juillet 1901)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 8 Mars 1929, à 2 heures

PAR

Edmond SAUVANET

JURY DE LA THÈSE

Président : M. HÉMARD.

Suffragants : MM. MOREL;

JULIOT DE LA MORANDIÈRE.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

1. — Aux termes de l'article premier de la loi du 1^{er} juillet 1901, « l'Association est la Convention par laquelle
« deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une
« façon permanente leurs connaissances ou leur activité
« dans un but autre que de partager des bénéfices ». L'Association ainsi définie s'oppose, comme on l'a souvent fait remarquer, à la Société qui tend à l'exploitation d'apports mis en commun en vue d'un partage de bénéfices entre les associés. Si théoriquement donc, la distinction apparaît simple entre la Société et l'Association, il n'en va pas de même en pratique. On discute beaucoup sur le sens qu'il convient d'attribuer au mot *bénéfice* inséré dans les textes qui viennent d'être cités. Certains auteurs tendent à considérer comme bénéfice tout intérêt patrimonial et comme société tout groupement intéressé, alors même que le but ne consisterait pas dans le partage de bénéfices en argent; une autre partie de la doctrine estime au contraire qu'il faut s'en référer strictement à la loi et soumettre les groupements à la forme qui leur est légalement imposée selon le but qu'ils se proposent. La loi appelle Société celle où l'on doit partager des bénéfices, et ce n'est pas partager des bénéfices que de défendre par exemple à frais communs des intérêts même pécuniaires; toutes les fois donc qu'il n'y aura pas partage de bénéfi-

ces proprement dits, alors même que l'objet d'un groupement serait de nature patrimoniale, il y aura Association ¹.

2. — Quoi qu'il en soit, il est admis par tous que l'Association trouve une limite certaine à son activité dans le fait qu'elle ne peut pas se constituer pour des fins exclusivement lucratives. Mais son domaine reste largement ouvert pourvu, ainsi que le spécifie l'art. 3 de la loi du 1^{er} juillet 1901, d'une part qu'elle ne soit pas fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite contraire aux lois, aux bonnes mœurs, et d'autre part qu'elle n'ait pas pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement. Les Associations peuvent ainsi avoir des buts très variables; on les classe, d'après une distinction qui tend à devenir traditionnelle, en deux catégories selon l'objet qu'elles se sont proposées d'atteindre : 1^o celles qui sont formées pour la défense d'intérêts privés communs; 2^o celles qui sont à but parfaitement désintéressé.

Parmi les premières, nous pouvons citer les Sociétés d'agrément, telles que les Cercles, les Sociétés de Chasse, de Musique, les Sociétés d'Etudes artistiques, littéraires, sociales, les Sociétés de Sports ; celles qui ont pour objet la défense des intérêts spéciaux de leurs membres, telles que les Associations de Fonctionnaires constituées pour la défense de leurs membres ²; celles qui ont pour objet la

1. Voir pour la distinction conçue en ce sens entre la Société et l'Association, une note de M. Nast au D. 1911-1.473 et une note de M. Wahl, au S. 1910-1.393. Conférer avec un arrêt des Chambres réunies S. 1918-1919-1.103. *Contra* une note de M. Gaudemet au S. 1913-1.481.

2. On admet qu'un groupement comprenant des individus exerçant la même profession et formé pour la défense des intérêts qui leur sont communs à ce titre, ne doit pas, pour être légal, emprunter nécessairement les formes prévues par les lois du 21 mars 1884 et 12 mars 1920, sur les Syndicats professionnels, mais qu'il lui est loisible de se constituer en Association déclarée, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901.

défense des intérêts de famille, telles que les Associations de Pères de Famille, les Ligues de familles nombreuses; enfin, en dernier lieu, les Ligues de Consommateurs.

Parmi les Associations altruistes, nous indiquerons les Associations ayant pour objet de favoriser la culture intellectuelle ou physique, les Associations philanthropiques, charitables, les Sociétés d'Aide morale, de Patronage; nous y rangerons également les Associations ayant un but politique, pourvu qu'elles ne tombent pas sous la prohibition de l'art. 3 *in-fine* de la loi du 1^{er} juillet 1901, puisque chacune d'elles prétend travailler, selon ses conceptions personnelles bien entendu, à l'amélioration du sort de la masse des citoyens du pays.

Cette rapide énumération suffit à donner une idée du vaste champ d'action dont disposent les groupements constitués sous l'empire de la loi de 1901, puisque, somme toute, presque tous les domaines leur sont ouverts.

3. — Quels vont être les moyens d'action de ces Associations ?

Elles ont à leur disposition pour atteindre le but qu'elles se sont fixé, tout d'abord des moyens extra-juridiques, tels que l'action par la propagande, soit par la plume, soit par la parole. Elles ont également des moyens juridiques prévus et précisés dans la loi du 1^{er} juillet 1901, et qui consistent surtout dans l'octroi de la personnalité morale à celles d'entre elles qui se soumettent aux formalités indiquées par les art. 5 et 10 de ladite loi.

4. — Ce n'est pas ici le lieu de faire une étude ou une critique des diverses théories émises au sujet de la Personnalité morale. Précisons simplement pour le moment que, suivant l'opinion la plus courante, la Personnalité morale est une fiction de la loi d'après laquelle une collectivité d'individus groupés en Société ou Association est censée être représentée par une Personne irréelle ayant au moins dans une certaine mesure la capacité ju-

ridique d'une personne physique; ainsi, comme celle-ci, la Personne morale peut accomplir des actes juridiques, en particulier être propriétaire, créancière, débitrice, agir en justice¹.

5. — C'est à l'étude du dernier de ces actes qu'est consacré cet ouvrage, étude bornée d'ailleurs à l'exercice de l'action en justice par les Associations déclarées. C'est l'art. 6 apparemment très simple et très clair qui leur accorde ce droit². Cependant il n'est guère de disposition législative qui ait soulevé en doctrine autant de controverses et près des tribunaux autant de difficultés d'interprétation.

6. — La question présente d'ailleurs un intérêt primordial si on considère l'essor considérable pris de nos jours par les Associations à la suite du réveil de l'esprit corporatif. Non seulement, comme nous l'avons vu, l'Association a un domaine très vaste, mais le nombre même des Associations de toute tendance est aujourd'hui très important. C'est une vérité banale à force d'avoir été répétée que l'homme, être éminemment sociable, ne peut en effet donner satisfaction à l'infinie variété de ses aspirations et de ses besoins qu'en combinant ses efforts avec ceux des autres hommes. Conscient de sa faiblesse et aussi de la courte durée de son existence, il est instinctivement porté à s'unir à ses semblables en vue de fins communes que ses propres facultés ne lui permettent pas de réaliser seul; aussi, du haut en bas de l'échelle sociale, dans tous les ordres de l'activité humaine, on s'associe, qu'il s'agisse de sport, de science, d'art ou de morale. Et ainsi, grâce à

1. Nous faisons toute réserve sur la doctrine de la personnalité morale, telle que la conçoivent les auteurs ralliés à la doctrine de la personnalité fictive. Nous aurons l'occasion de donner dans la deuxième partie de cet ouvrage notre sentiment à ce sujet.

2. « Toute Association régulièrement déclarée peut... ester en justice..... ».

la loi de 1901, des intérêts d'ordre collectif et généralement d'ordre moral peuvent avoir une représentation puissante qui leur manquait jusqu'alors. L'Association, plus forte que les individus pris en particulier, va rendre plus perceptibles les intérêts que chacun d'eux possède mais qu'il ne peut pas faire valoir isolément. Elle a, d'autre part, sur le particulier, l'avantage de ressources plus grandes, une hardiesse moins aisée à arrêter et enfin une permanence qui assure la continuité dans l'action; là où l'individu isolé hésite à agir parce qu'il craint soit d'échouer, soit de s'attirer des représailles, soit enfin le tracas d'un long procès, là au contraire l'Association n'hésite pas; son rôle est de donner une conscience plus nette des intérêts qu'elle a groupés; en substituant à l'isolement des individus la concentration du groupe, elle procure aux intérêts qu'elle réunit une réalité plus visible et leur assure une représentation plus active.

7. — Mais cette activité du groupement, cette concentration des intérêts seront sans effet si l'Association ne tient pas de la loi le pouvoir de les faire respecter devant la justice ; si, comme le simple particulier, elle n'a pas le moyen de se faire rendre justice. On saisit par là l'importance du problème et l'intérêt de l'étude des solutions qui ont été proposées par la doctrine pour le résoudre et des décisions que les Tribunaux ont cru devoir adopter et qui feront, comme on dit, jurisprudence dans l'avenir. Ces opinions doctrinales et ces décisions jurisprudentielles ont été assez nombreuses depuis 1901 pour qu'il soit possible d'en faire aujourd'hui utilement un examen d'ensemble; l'art. 6, alinéa premier, de la loi du 1^{er} juillet, a maintenant un passé, une histoire juridiques; c'est ce passé et cette histoire que nous nous sommes donné pour but de retracer ici.

8. — Dans une première partie nous étudierons les différentes décisions de justice intervenues à propos de

l'exercice de l'action en justice par les Associations, en même temps que nous relaterons les exposés doctrinaux survenus à l'occasion de ces décisions; dans une seconde partie nous nous efforcerons de tracer les règles que nous estimons devoir être suivies pour déterminer les cas dans lesquels les Associations peuvent exercer l'action en justice.

PREMIÈRE PARTIE

L'exercice des actions en justice des Associations déclarées dans la jurisprudence et devant la doctrine

9. — Notre sujet doit en premier lieu être nettement délimité. Nous nous sommes rallié provisoirement pour la commodité de l'exposé à la théorie de l'Association personne morale fictive, et comme telle, capable d'avoir un patrimoine, d'être créancière, débitrice ou d'être titulaire de droits réels. Il n'a jamais fait de doute pour aucun des interprètes de la loi de 1901, que les Associations peuvent ester en justice pour la défense de leurs intérêts patrimoniaux¹. Il est certain que l'Association douée de la per-

1. Dans une thèse récente (M. Cestan, Toulouse 1927), l'auteur appelle ces intérêts les intérêts corporatifs par opposition aux intérêts collectifs de l'Association, en l'espèce un syndicat professionnel. L'intérêt corporatif pour lui est l'intérêt propre au corps érigé en personne morale, non plus en tant que représentant une profession mais en tant que personne et au point de vue soit de ses biens, soit de sa réputation, soit de sa constitution, soit enfin de son fonctionnement. C'est ainsi, ajoute M. Cestan, qu'un syndicat pourra agir pour défendre sa légalité, la régularité de sa constitution, son patrimoine et aussi pour exiger l'exécution d'obligations contractées envers lui par des

sonnalité civile aura le droit d'agir en justice toutes les fois que sa personnalité même sera en jeu, que par exemple la légalité de son existence ou la régularité de sa constitution seront contestées; elle pourra également prendre l'initiative d'intervenir dans la répression des attaques qui pourraient se produire contre sa réputation ou son patrimoine. Ce sont là en effet des actions qui, comme disent les partisans du système de la personnalité fictive, ne naissent point dans le patrimoine individuel des associés, mais dans le patrimoine collectif lui-même; leur exercice appartient à l'Association en tant qu'elle forme une personne distincte de celle de ses membres et nul à sa place n'aurait qualité pour s'en prévaloir. Au surplus l'action en justice des Associations pour la défense de ces intérêts n'a jamais été contestée; les rédacteurs de la loi de 1901 et ses interprètes sont toujours tombés d'accord pour en admettre l'exercice au profit des Associations; leur étude ne présenterait donc aucune particularité juridique intéressante; aussi nous ne nous en occuperons pas.

10. — Mais la possession d'un patrimoine n'est pas le but pour lequel la personnalité morale et par conséquent le droit d'ester en justice ont été reconnus aux Associations; le patrimoine n'est pas la raison d'être de leur existence et ce n'est pas pour la seule protection de ce patrimoine, de faible importance d'ailleurs, que la loi a investi les Associations de la capacité juridique. Reconnaître à une Association le droit d'ester en justice seulement dans ce cas, serait prendre l'accessoire pour le principal, puisque le patrimoine social n'est pour elle qu'un moyen de poursui-

tiers ou par ses membres. On le voit, il s'agit ici d'un intérêt d'ordre particulier, c'est l'intérêt individuel de la personne morale qui est en jeu. Par nature, il est donc tout différent de l'intérêt collectif de la profession représentée par le syndicat; sa sphère est beaucoup plus restreinte (Cestan, *opin., cit.*, page 133). On peut remarquer que le même raisonnement peut être tenu à l'égard des Associations prévues par les articles 5 et 10 de la loi de 1901.

vre son but, autre, aux termes mêmes de la loi, que l'accroissement de ce patrimoine. En réalité, les Associations sont constituées en vue de la défense d'intérêts communs aux individus qui les composent et quand on pose la question de l'exercice de l'action en justice des Associations on se propose de déterminer si elles ont qualité pour exercer cette action en vue de la défense des intérêts en question. C'est, en effet, dans ce domaine que se manifeste leur activité, et qu'il est intéressant de connaître à quelle occasion elles pourront exercer le droit d'ester en justice que leur a accordé la loi. Il s'agira de savoir si par cela seul qu'il y aura eu lésion des intérêts qu'elles sont censées représenter, et dont elles se sont constituées gardiennes, elles auront le droit de se dire lésées et seront dès lors recevables et fondées à intenter une action ou à intervenir dans une instance déjà pendante. Et c'est ainsi que les Tribunaux ont vu se présenter devant eux des Associations se plaignant d'atteintes apportées à ce qu'elles appelaient leurs droits, c'est-à-dire aux intérêts qu'elles prétendaient personnifier et exerçant l'action civile pour obtenir réparation. Certains groupements sont même allés jusqu'à prétendre qu'ils avaient le droit d'agir en justice pour la défense des intérêts particuliers de leurs membres qui arguaient d'un préjudice par eux éprouvé. C'est à ces deux questions que les juridictions saisies ont dû répondre; nous allons examiner dans les chapitres qui vont suivre quelles ont été leurs solutions.

11. — Nous diviserons la première partie en deux chapitres; dans le premier nous étudierons l'action en justice des Associations devant les Juridictions administratives, dans le second nous examinerons l'exercice de cette action devant les Juridictions civiles.

CHAPITRE PREMIER

L'ACTION EN JUSTICE DES ASSOCIATIONS DEVANT LES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES

12. — Dans ce domaine l'action en justice des Associations s'est manifestée par l'exercice du Recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat et elle a été influencée bien entendu par la nature juridique de ce Recours et les conditions requises pour l'exercer. Nous devons rappeler brièvement pour mieux saisir les conditions dans lesquelles les Associations ont pu être amenées à utiliser cette voie contentieuse, quelles en sont les caractéristiques. Le Recours pour excès de pouvoir doit être surtout regardé comme un instrument de bonne administration mis à la disposition des particuliers en vue d'inviter l'Administration à contrôler elle-même ses actes; il a pour but principal non pas d'assurer la défense d'un intérêt individuel ou collectif ¹ mais de sanctionner l'intérêt général à l'observation de la légalité; il a donc avant tout un caractère objectif et produit en conséquence ses effets *erga omnes* puisque, lorsqu'il aboutit, il réforme ou annule un acte qui produisait des effets également *erga omnes*. Aussi puisqu'il s'agit avant tout de provoquer par cette voie contentieuse un examen par l'Administration de ses actes et de ses décisions, sa recevabilité doit être largement

1. Bien entendu, ce résultat peut se produire accessoirement et, en fait, c'est ce que recherche la personne physique ou morale qui intente le recours.

ouverte et elle n'est en effet subordonnée qu'à la justification d'un simple intérêt en la personne de celui qui la met en mouvement. Une réglementation existait imposée par le droit objectif à la puissance publique et celle-ci par un acte ou une décision a nui aux intérêts d'un administré, cela suffit pour permettre à celui-ci de demander, grâce à l'arme du Recours pour excès de pouvoir, l'examen de la légalité de cet acte ou de cette décision et le cas échéant d'en obtenir le retrait. Dans ces conditions « il devient évident, dit M. Hauriou, que le recours est une sorte d'action publique ou populaire et que l'individu qui le met en mouvement agit dans l'intérêt de tous. Il faut toujours qu'il ait un intérêt personnel à agir, mais il n'est plus soutenable que cet intérêt doive lui être exclusivement particulier. Ce peut être un intérêt qui lui soit commun avec tous les membres d'une collectivité, il suffit qu'il se réalise en sa personne comme en la personne des autres, ni plus, ni moins ». Mais il est à remarquer qu'une fois la recevabilité du recours jugée par l'examen de l'intérêt requis chez le demandeur, le jugement au fond de l'affaire est tout à fait indépendant de cet intérêt puisqu'il s'agit uniquement d'apprécier la régularité d'un acte de l'Administration pris en lui-même indépendamment des effets qu'il peut produire à l'égard du réclamant. Néanmoins si, considéré d'un peu haut, le Recours pour excès de pouvoir apparaît comme une mesure de contrôle de l'Administration par elle-même, il n'en reste pas moins, du point de vue de celui qui l'introduit, un moyen de faire annuler un acte préjudiciable à ses intérêts et c'est ce point de vue qu'il ne faut pas oublier en étudiant le Recours pour excès de pouvoir exercé par les Associations. Cette facilité donnée à l'administré de faire réformer les actes contraires à ses intérêts n'a pas tardé à être entrevue des groupements, syndicats et associations; nous n'avons à étudier ici que les recours exercés par les dernières; ceci nous amènera à examiner de quels intérêts elles ont dû justifier pour faire admettre la recevabilité de leur action.

SECTION PREMIÈRE

Du recours pour excès de pouvoir exercé par les Associations d'habitants de quartier

13. — Le premier recours qui ait été engagé par une Association est celui qui fut présenté par le Syndicat constitué entre les propriétaires et contribuables du quartier Croix-de-Seguey-Tivoli à Bordeaux¹ groupés « en vue de pourvoir à la défense des intérêts de ce quartier et d'y poursuivre toutes les améliorations de voirie, d'assainissement et d'embellissement » et qui se plaignaient d'un remaniement du réseau des tramways effectué dans ledit quartier par la Compagnie exploitante; en raison de ce remaniement en effet, la ligne de tramways qui jusqu'alors desservait directement le quartier Croix-de-Seguey-Tivoli avec le centre de la ville devait cesser d'être exploitée par un service direct; le tronçon de ligne traversant le quartier devait désormais former une ligne distincte et un transbordement avec une ligne nouvelle comportant paiement d'un billet supplémentaire devenait nécessaire pour permettre aux habitants de gagner le centre de Bordeaux. L'Association représentant les intéressés prétendant que la Compagnie avait violé le cahier des charges, avait adressé une réclamation au Préfet de la Gironde tendant à ce qu'il usât des pouvoirs qu'il tient de la loi pour obliger la Compagnie à rétablir l'état de chose

1. L'expression « Syndicat », employée par les fondateurs du groupement, ne doit pas tromper ; il ne pouvait s'agir d'un syndicat au sens de la loi du 21 mars 1884, puisque les personnes associées exerçaient des professions dissemblables et ne se proposaient nullement comme objet la défense d'intérêts professionnels. Au surplus, les fondateurs du groupement avaient effectué les formalités prévues par l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901; on se trouvait donc, sans aucun doute, en présence d'une Association.

primitif. Le Préfet déclara ne pouvoir faire droit à la réclamation et l'Association déféra cette décision au Conseil d'Etat pour excès de pouvoir.

14. — Ceci soulevait au préalable la question de la recevabilité du pourvoi en tant que présenté au nom d'une Association de la loi de 1901, avant que se posât au fond celle du droit des intéressés isolés ou associés d'exercer une action contentieuse à l'effet d'obtenir de l'Administration qu'elle fasse respecter par la Compagnie les clauses de son contrat. La première question est seule susceptible de nous intéresser puisqu'elle concerne tout particulièrement les conditions de l'exercice du Recours pour excès de pouvoir par une Association et principalement l'intérêt dont elle doit justifier à cet effet.

15. — Il est étonnant de constater que l'arrêt du Conseil d'Etat (D. 1907-3.41 et S. 1907-3.33), tout en admettant la recevabilité du recours et par là même implicitement que l'intérêt dont l'Association justifiait était suffisant pour agir, n'ait pas jugé utile d'en donner les raisons. « Considérant, lisons-nous, que les objets en vue desquels s'est constitué le Syndicat sont au nombre de ceux qui peuvent donner lieu à la formation d'une Association aux termes de l'article premier de la loi du 1^{er} juillet 1901, qu'ainsi l'Association requérante qui s'est conformée aux prescriptions des art. 5 et suivants de cette loi a qualité pour ester en justice... ».

Ainsi le Conseil d'Etat se borne dans cet attendu à constater que l'Association a un but licite et conforme à ceux que prévoit la loi de 1901 et que de plus elle a la capacité d'ester en justice, mais il est extrêmement laconique sur la question de l'intérêt dont elle doit nécessairement justifier pour être recevable à agir et si elle en a effectivement justifié.

16. — Heureusement le rapport présenté sur cette affaire par M. le Commissaire du Gouvernement Romieu est

plus explicite et nous renseigne suffisamment à cet égard. « L'Association, écrit-il, a été formée entre propriétaires et contribuables d'un quartier à périmètre déterminé pour défendre les intérêts du quartier »; il s'agit bien d'un intérêt collectif et permanent. Il ajoute : « l'Association groupe non seulement les propriétaires mais aussi les contribuables, ce sont donc en réalité les habitants du quartier qui poursuivent à ce titre un but commun, d'amélioration, de facilité, de commodité pour leur existence commune »; voici nettement défini et dégagé l'intérêt sur lequel l'Association va s'appuyer pour agir. Et M. Romieu de le distinguer également de l'intérêt individuel et différent de chacun des membres du groupement. « L'Association ne se propose ni par ses statuts, ni dans l'affaire actuelle, de se substituer aux citoyens pour exercer d'office en leur lieu et place les actions qui touchent à leurs droits individuels; elle poursuit un *but collectif*, dans l'espèce *le service d'un tramway auquel tous les habitants d'un quartier sont intéressés*. On se trouve donc bien dans le cas de l'article premier de la loi de 1901, et l'Association peut valablement ester en justice d'après l'art. 6 *en vue de la défense des intérêts communs*, qu'elle s'est donnée pour mission de protéger, comme pourrait le faire d'après la loi de 1884 un syndicat sur le terrain professionnel... ». M. Romieu conclut en terminant à la recevabilité du pourvoi en tant que formé par une Association de propriétaires et de contribuables et demande qu'on reconnaisse à l'Association le droit de déférer en Conseil d'Etat par la voie du Recours pour excès de pouvoir, un acte administratif qui léserait ses intérêts collectifs.

Ainsi l'Association sera recevable à agir en justice toutes les fois que les intérêts communs de ses membres seront lésés et à condition bien entendu que ses statuts lui aient assigné la défense de ces intérêts. L'arrêt reconnaît le droit pour un groupe d'administrés d'obtenir collectivement au moyen de l'Association le résultat que chacun d'eux eut pu obtenir individuellement par les mêmes voies contentieuses.

17. — Indiquons toutefois que le Conseil d'Etat après avoir admis la recevabilité de l'action du Syndicat des Propriétaires et Contribuables du quartier de Croix-de-Seguey-Tivoli, rejetait au fond sa requête parce qu'elle soulevait une question préjudicielle d'interprétation du cahier des charges, interprétation qui est de la compétence du Conseil de Préfecture qui n'en avait pas été saisi 1.

SECTION II

Du recours pour excès de pouvoir exercé par les Associations de Fonctionnaires

18. — Cette interprétation jurisprudentielle de l'art. 6 de la loi de 1901 devait se confirmer quelques années plus tard à propos d'un recours intenté par l'Association Professionnelle des Employés civils de l'Administration centrale des Colonies, relativement à une nomination effectuée dans cette Administration contrairement aux règlements établis.

19. — Ici se posait en premier lieu la question de la légalité des Associations de Fonctionnaires qui a été assez vivement controversée 2. Les interprètes des lois des 21 mars 1884 sur les Syndicats professionnels et de la loi du

1. Voir pour le développement de cette idée le rapport de M. le Commissaire du Gouvernement Romieu, au D. 1907-341. Conférer également une note de M. Hauriou, sous le même arrêt, au S. 1907-333, où le savant professeur a recherché et précisé la situation juridique des usagers d'un service public et la base juridique de leur action pour obtenir le respect des clauses du Cahier des charges.

2. Voir, à ce sujet, la thèse de M. A. Philip, Paris, 1924. *Le recours pour excès de pouvoir et l'activité corporative*, pages 74 et suivantes, où l'auteur démontre la légalité des Associations de Fonctionnaires, tout en ne voyant pas d'objection décisive à la légalité des syndicats qu'ils peuvent constituer.

1^{er} juillet 1901, sont presque unanimement d'accord pour déclarer que les fonctionnaires ne peuvent pas se grouper sous la forme de syndicats ¹. D'autre part, la question de savoir si les Associations de Fonctionnaires sont licites, semble réunir également la quasi-unanimité des auteurs pour l'affirmative, à part quelques exceptions dont les plus représentatives sont MM. Berthélemy et Chavegrin ². C'est l'opinion des premiers qui l'a emporté sans discussion devant le Conseil d'Etat ainsi que devant la Cour de Cassation.

20. — Quoi qu'il en soit d'ailleurs, cette légalité admise, une autre question s'est posée immédiatement devant le Conseil d'Etat, celle de savoir si une Association de ce genre, ayant la capacité d'ester en justice, était qualifiée pour intenter un recours pour excès de pouvoir, à propos d'un acte administratif lésant les intérêts dont elle se prétendait gardienne. Autrement dit comme précédemment la Haute Juridiction administrative allait avoir à rechercher si l'Association requérante justifiait d'un intérêt suffisant pour agir.

21. — L'arrêt Depasse du 11 décembre 1908 relaté au S. 1909-3.17 avec une note de M. Hauriou et au D. 1909-3.49

1. Conférer en ce sens un arrêt du Conseil d'Etat au S. 1922-3.1 et une note de M. Hauriou approuvant l'arrêt. Deux arrêts récents du Conseil d'Etat, des 20 février 1925 et 18 décembre 1925, (Rec. des Arr. du Cons. d'Etat 1925, pages 180 et 1037), statuent encore dans le même sens, preuve d'une grande fermeté dans la jurisprudence du haut tribunal administratif, si l'on se souvient que les gouvernements d'alors étaient assez favorables aux Syndicats des Fonctionnaires. Il existe, comme on le sait, de nombreuses propositions de loi tendant à accorder « le droit syndical » aux fonctionnaires. Mais il semble peu probable, si ce droit leur est jamais octroyé, qu'il soit aussi étendu que pour les salariés des exploitations privées.

2. Voir, à ce sujet, plusieurs notes de M. Chavegrin, au S., sur lesquelles nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir lorsque nous étudierons l'action des Associations devant les juridictions civiles, et une note de M. Berthélemy, au D. 1923-3.33.

avec le rapport de M. le Commissaire du gouvernement Tardieu, déclarait fondé le recours de l'Association Professionnelle des Employés civils de l'Administration centrale des Colonies, et s'exprimait ainsi :

« Considérant qu'aux termes de l'art. 10 § 3 du décret du 23 mai 1896, peuvent être nommés rédacteurs à l'Administration centrale, des fonctionnaires des diverses Administrations coloniales, comptant au moins deux ans de services dans les colonies et ayant un traitement d'Europe d'au moins 2.000 francs... que le sieur Depasse n'était pas un fonctionnaire d'une Administration coloniale au sens du décret susvisé, que dès lors l'Association Professionnelle des Employés civils est fondée à demander l'annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté du Ministre des Colonies en date du qui a nommé le sieur Depasse rédacteur à l'Administration centrale ».

22. — Cet arrêt fort laconique, comme celui que nous avons déjà cité, trouve les raisons de ses considérants dans le rapport établi par M. Tardieu, au sujet de la réclamation contentieuse effectuée par l'Association qui nous occupe. M. Tardieu après avoir rappelé tout d'abord que la loi de 1901 est par sa nature applicable à tous les citoyens, « aux fonctionnaires comme aux autres donc » et qu'il est dès lors impossible de contester la légalité de l'Association requérante; d'autre part, que rien dans la loi en question ne s'oppose à ce que les Associations constituées en vertu de ladite loi aient un caractère professionnel, pose nettement la question sur laquelle le Conseil d'Etat doit inévitablement statuer puisque seule l'Association des Fonctionnaires du ministère des Colonies est partie à l'instance, savoir si ladite Association peut intenter l'action dont le Conseil d'Etat est actuellement saisi. Pour le Commissaire l'affirmative ne fait pas de doute. L'art. 6 de la loi de 1901 donne le droit à toute Association déclarée d'ester en justice. M. Tardieu rappelle que le Conseil d'Etat a admis l'action d'un syndicat lorsqu'il s'est agi de sou-

tenir les intérêts collectifs de la corporation tout entière, et non l'intérêt d'un ou plusieurs membres du syndicat. Il rappelle encore que M. Romieu a écrit de son côté que « l'Association est absolument recevable à exercer les actions ayant un intérêt professionnel collectif et à attaquer l'acte lésant les intérêts que l'Association a pour but de défendre ». Or, ajoute M. Tardieu, c'est le cas de l'es-pèce, *car la mesure attaquée porte un préjudice certain à tous les membres de l'Association*, et celle-ci qui s'est constituée pour la défense des intérêts de carrière de ses adhérents, exerce une action qui tend à assurer les garanties promises à l'ensemble du personnel par le décret du 23 mai 1896; une nomination qui n'est pas faite en conformité de ce règlement peut avoir en effet pour conséquence de créer des droits éventuels à l'avancement, au profit de ceux qui en ont injustement profité, *au grand préjudice des intérêts de carrière des autres fonctionnaires* que représente l'Association; c'est donc le cas pour celle-ci d'intervenir.

Dans le cas particulier que nous venons d'analyser, le Conseil d'Etat reconnaît ainsi qu'une nomination illégale lèse les intérêts collectifs d'une Association groupant les fonctionnaires du Service Public auquel cette nomination est imposée; la surveillance des règles présidant au recrutement rentre dans l'intérêt professionnel que l'Association s'est donnée pour mission de défendre, et l'inobservation de ces règles donne à l'Association un intérêt suffisant pour agir.

23. — Remarquons qu'à plus forte raison dès lors une mesure prise par un acte collectif visant un ensemble de fonctionnaires sera susceptible du Recours pour excès de pouvoir, de la part de l'Association groupant ces fonctionnaires. Le Conseil d'Etat n'allait pas tarder à l'admettre par son arrêt du 14 juin 1912 (S. 1916-3.36) rendu sur un pourvoi formé par l'Association des Professeurs de Lycée contre un décret du Ministre de l'Instruction Publique.

désignant certains certificats ou diplômes qui devaient permettre à des étudiants non bacheliers de s'inscrire aux Facultés.

« Considérant, dit l'arrêt, que les conditions requises pour les inscriptions dans les Facultés, sont au nombre de celles qui touchent directement l'aptitude à recevoir des grades conférés à la suite d'études poursuivies devant elles; que les décrets attaqués, en instituant une équivalence non seulement entre les divers baccalauréats, mais même entre les baccalauréats et d'autres diplômes, certificats et titres, a modifié les sanctions attachées au diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire par le décret du 22 juillet 1902 ». Le Conseil déclara l'Association recevable à contester la légalité de ces décrets. En effet ces décrets pouvaient avoir pour conséquences de détourner les élèves des études secondaires; *or, les professeurs de l'enseignement secondaire ont un intérêt moral à la prospérité de cet enseignement; ils ont également un intérêt matériel, la diminution du nombre des élèves étant susceptible d'entraîner la diminution du nombre des emplois de professeurs.* Il s'agissait bien là d'intérêts collectifs professionnels en vue de la défense desquels leur Association s'était constituée; elle devait dès lors avoir qualité pour agir.

24. — Mais faute d'intérêt collectif professionnel la même Association a vu rejeter (même référence que ci-dessus) comme non recevable le pourvoi qu'elle avait formé également contre les décrets du Ministre de l'Instruction Publique qui avait fixé l'équivalence des licences ès-sciences ou ès-lettres en vue des doctorats ès-sciences ou ès-lettres parce que « les dispositions desdits décrets n'intéressaient pas l'enseignement secondaire ni la collectivité des professeurs préposés à cet enseignement ». En effet, la licence est un grade auquel prépare l'enseignement supérieur et les équivalences à ce grade qui peuvent être insti-

tuées ne présentent pour les professeurs de l'enseignement secondaire, ni l'intérêt moral, ni l'intérêt matériel dont nous avons parlé plus haut.

25. — Le célèbre arrêt Fédel du 17 janvier 1913 (D. 1916-3.67) devait marquer le plein épanouissement du très large esprit avec lequel le Conseil d'Etat entendait admettre les recours pour excès de pouvoir intentés par les Associations de Fonctionnaires en même temps que d'une très large compréhension de la notion d'intérêt collectif. Il s'agissait d'un pourvoi formé par la Fédération des Professeurs de Lydée contre une décision ministérielle relative à la liquidation d'une pension de retraite. Des doutes pouvaient s'élever sur la question de la recevabilité de ce pourvoi. La liquidation d'une retraite c'est une décision administrative intéressant, semble-t-il, exclusivement la personne appelée à en bénéficier puisqu'il s'agit là d'une mesure strictement individuelle. S'il doit y avoir recours parce que le fonctionnaire mis à la retraite est lésé par suite d'une mauvaise application du règlement faite à son égard, il semble bien que c'est à lui seul qu'il appartienne de l'exercer. Le Conseil d'Etat ne l'a cependant pas admis et a déclaré que l'Association avait qualité pour intervenir parce que la décision qui avait été prise, quoique visant seulement une individualité déterminée, avait été motivée par des raisons d'ordre général, susceptibles de s'appliquer à plusieurs individualités faisant partie de ladite Association. Ainsi que le disait M. Corneille, Commissaire du gouvernement en l'affaire, *si l'intérêt collectif est dans les motifs de la décision, cela suffit* pour faire admettre la recevabilité du recours de l'Association sans que l'on doive s'arrêter à ce fait que le dispositif a pour l'instant une portée individuelle seulement. C'est autrement dit, en langage plus simple, admettre l'intérêt simplement éventuel comme base de l'action de l'Association par laquelle elle va pouvoir ainsi éviter qu'une mauvaise interprétation donnée par l'Administration à un règlement, constitue un redoutable précédent.

dont on pourrait peut-être se servir ultérieurement contre tout ou partie de ses membres.

26. — Cet arrêt est très important car, en se basant sur les principes qu'il a posés, les Associations de Fonctionnaires vont désormais pouvoir déférer au Conseil toutes les décisions administratives, même si elles doivent aboutir seulement à léser pour l'instant des intérêts individuels, lorsque ces décisions intéresseront la carrière d'une catégorie de fonctionnaires, c'est-à-dire ainsi que s'exprime M. Jèze ¹ « quand le Ministre donnera à une loi ou à un règlement une interprétation qui sera jugée illégale ». Seules, donc, seront déclarées non recevables les décisions basées sur des motifs exclusivement relatifs à l'individualité visée par la décision qu'elle seule aura qualité pour attaquer. On ne doit donc pas s'y tromper; si une Association paraît prendre en mains des intérêts particuliers, et si le Conseil d'Etat la déclare qualifiée pour intervenir, ce n'est qu'une apparence. En réalité, en effet, ce sont les intérêts généraux de ses membres qu'elle défend, parce qu'elle redoute de les voir lésés éventuellement comme nous l'avons déjà dit, par la constitution d'un précédent basé sur une mauvaise application des règlements qui constituent le statut juridique de tous ses membres. En un mot, toutes les décisions des chefs de services, relatives au statut de fonctionnaires déterminés, touchent à l'intérêt professionnel; leur Association a donc le pouvoir de les critiquer par le recours pour excès de pouvoir; il y a là comme une sorte de ministère public exercé par elle et c'est une innovation capitale car l'Association va désormais pouvoir contrôler n'importe quel agissement de l'Administration publique.

27. — Une fois les principes de la recevabilité posés par les arrêts que nous avons cités, de nombreux recours

1. M. Jèze (*Revue de Droit public*), 1913.

furent intentés par des Associations de fonctionnaires contre des actes portant atteinte aux intérêts de carrière de leurs membres; des arrêts rendus consacrèrent à plusieurs reprises les solutions qui viennent d'être indiquées, principalement en matière de nominations illégales ¹ et également contre des décisions collectives de l'Administration ou même des décisions individuelles ².

28. — Mais il semble que nous assistions depuis quelque temps à un revirement de la Jurisprudence du Conseil d'Etat dans des cas où cependant la recevabilité des recours des Associations de fonctionnaires paraissait indiscutable si on s'en rapporte aux règles que le Haut Tribunal administratif avait précédemment posées.

29. — Tout d'abord un arrêt du 13 mai 1921 (Rec. des arr. du Cons. d'Etat 1921, page 491), a déclaré non recevable le recours formé par l'Union des Associations professionnelles du personnel civil de l'Administration centrale, contre un arrêté du Ministre du Commerce nommant des sous-directeurs, chefs et sous-chefs de bureau à l'Administration centrale du Ministère du Commerce :

« Considérant, dit l'arrêt, que l'Union... n'a pas qualité pour contester les nominations auxquelles il a été procédé dans le personnel du Ministère du Commerce, qu'ainsi son recours n'est pas recevable ».

Un autre arrêt du 14 mars 1924 (S. 1925-3.68) a statué dans le même sens en rejetant pour défaut de qualité un recours introduit par la même Union :

« Considérant, dit l'arrêt, que l'Union... n'a pas qualité pour se substituer aux fonctionnaires de l'une des Admi-

1. Voir l'énumération des arrêts de cette espèce, rendus par le Conseil d'Etat, dans la thèse de M. Philip, pages 103 et suivantes.

2. Enumération également donnée par M. Philip, pages 108 et suivantes.

nistrations centrales groupés en Association ou agissant isolément en vue de la défense en justice d'intérêts communs qui sont propres au personnel de l'Administration ».

M. le Commissaire du gouvernement Mazerat avait soutenu la thèse qui fut adoptée par le Conseil d'Etat en se basant sur le fait que la capacité juridique d'une Union d'Associations est définie comme celle de toute Association par son objet. Or, l'Union avait pour but « l'étude des questions professionnelles d'intérêt commun aux Associations adhérentes, notamment l'avancement, la discipline, les traitements et les retraites ». M. Mazerat indique qu'à son sens le mot « intérêt » ne peut avoir dans ce texte qu'un sens vague et banal et non la signification juridique précise qu'il revêt en procédure car, remarque-t-il, les diverses Administrations centrales forment des cadres indépendants les uns des autres et les règles relatives à l'organisation de chacune d'elles ne sauraient toucher aux intérêts des fonctionnaires des autres Ministères; elles ne constituent plus une matière d'intérêt commun. D'ailleurs, ajoute-t-il, on peut soutenir que l'Union serait sans qualité pour attaquer un acte lésant les intérêts des membres de toutes les Associations adhérentes. En effet ces membres ne sont pas les individus qui composent ces Associations, mais les Associations elles-mêmes. Dès lors la capacité de l'Union et sa qualité pour agir en justice doivent être limitées au cercle des intérêts communs à ces Associations considérées comme telles. Les seuls actes que l'Union sera dès lors recevable à attaquer, sont ceux qui touchent au régime des Associations dont elle est formée (par exemple, un décret qui soumettrait à l'approbation des Ministres la nomination des bureaux de ces Associations, ou qui interdirait à certaines catégories d'agents d'en faire partie). Mais les questions d'avancement, de discipline, de rémunération du personnel des Administrations centrales concernent les individus et non les Associations, l'Union n'a donc pas d'intérêt pour en discuter en justice; la solution contraire, conclut M. Mazerat, serait à la fois anti-juridique et inopportune.

In cauda venenum, serions-nous tenté de dire; ce qui inspire le Commissaire du gouvernement et la raison pour laquelle le Conseil d'Etat l'a suivi, c'est une question d'opportunité. Ce qu'on a voulu éviter, comme l'a écrit M. Philip¹, c'est la création d'un groupement central des fonctionnaires, C. G. T. administrative, qui ne tarderait pas à rejoindre bientôt la C. G. T. ouvrière. Quant aux raisons juridiques, elles ne semblent pas suffisantes. S'il est établi que vraiment l'Union ne peut avoir pour objet la défense des intérêts professionnels des membres des Associations, c'est-à-dire de leurs traitements, de leurs pensions, etc., c'est non seulement affirmer qu'elle ne peut ester en justice pour les défendre, mais encore déclarer qu'elle a un objet illicite, si ses statuts ont précisément, comme c'était le cas, prévu cet objet. Or, on n'est pas allé jusque-là et la doctrine du Conseil d'Etat à ce sujet se trouve dès lors quelque peu flottante. Ramener, d'autre part, l'exercice de l'action en justice de l'Union à la défense des intérêts des Associations qui la composent, c'est peut-être pousser jusqu'à l'extrême la théorie de la personnalité morale du groupement à qui cette personnalité a été reconnue. C'est surtout perdre de vue que le groupement n'est qu'un mot, une façade, et qu'en réalité ce sont les fonctionnaires qui le composent et leurs intérêts qui sont en jeu; il est très normal qu'ils aient éprouvé le besoin de se sentir plus forts encore en unissant leurs Associations, non pas pour défendre simplement les seuls intérêts de ces Associations, ce qui eut été un but bien insignifiant, mais surtout pour défendre leurs droits et leurs intérêts propres, soit devant la Juridiction administrative, soit devant les Juridictions civiles.

30. — Les deux arrêts qui précèdent peuvent toutefois s'expliquer par la considération d'opportunité qu'a soulignée M. Philip, considération sans valeur, semble-t-il, au

1. Philip, *opin. cit.*, pages 131 et 132.

regard d'une simple Association agissant en justice pour défendre les intérêts de carrière de ses membres, dans des conditions analogues à celles où précédemment le Conseil d'Etat avait admis la recevabilité des actions de cette nature. Cependant un arrêt Fedel du 17 février 1922 (Rec. des Arr. du Cons. d'Etat 1922, p. 166), déclarait non recevable le recours exercé par l'Association des Professeurs de Lycée contre une décision du Ministre qui avait lésé les intérêts pécuniaires d'un de ses membres, alors que l'intéressé n'avait lui-même exercé aucun recours.

« Considérant, dit l'arrêt, que le litige ne pouvait avoir qu'un caractère individuel et que le sieur G... ne s'est pas pourvu devant le Conseil d'Etat, que s'il l'avait fait l'Association requérante aurait pu intervenir au procès *en raison de l'intérêt présenté pour beaucoup de ses membres par la solution des questions de droit dont il comportait l'examen*, mais que cet intérêt n'était pas de nature à lui permettre de demander elle-même au Conseil d'Etat l'annulation de la décision ministérielle que le sieur G... ne lui avait pas déférée ».

Même solution appuyée des mêmes arguments dans un arrêt du 13 juillet 1923 (D. 1923-3.56), qui rejette comme irrecevable pour défaut d'intérêt, le recours pour excès de pouvoir formé par une Association de fonctionnaires contre une décision du Préfet de la Seine refusant de modifier le rang de classement d'un commis de l'octroi de Paris, membre de l'Association, qui n'avait pas jugé utile d'exercer lui-même un recours contre cette décision.

Enfin un arrêt du 25 novembre 1925, relaté au D. H. 1926, p. 120, rejette encore pour les mêmes motifs le recours d'une Association qui s'était saisie d'une affaire où, comme précédemment, le principal intéressé ne s'était pas pourvu.

31. — Ces arrêts marquent un revirement complet d'une jurisprudence dont l'évolution dans un sens libéral avait été couronnée par le premier arrêt Fedel du 17 jan-

vier 1913. Ce revirement est approuvé par le rédacteur de la note relatée au Dalloz sous l'arrêt du 13 juillet 1923, qui estime que la recevabilité du recours pour excès de pouvoir, quel que soit le caractère objectif de ce recours, repose sur un intérêt qui doit être apprécié dans la personne même du requérant, et que, dans l'espèce, la décision attaquée se présentant dans des conditions de fait absolument individuelles, l'Association ne pouvait avoir qualité pour la déférer au Conseil d'Etat.

32. — Ceci ne semble pas convaincant; le Conseil d'Etat ne reconnaît-il pas lui-même que l'Association aurait pu intervenir à l'instance, si le principal intéressé l'avait engagée, en raison de l'intérêt que présentait pour beaucoup de ses membres la solution des questions de droit dont elle comportait l'examen. Pourquoi donc, dans ces conditions, l'Association n'a-t-elle pas le droit d'introduire elle-même le recours, surtout si l'intéressé ne juge pas nécessaire de le faire. « L'acte qu'elle estime illégal est, par son existence même, écrit M. Philip¹, par le précédent qu'il constitue, par le fait qu'un acte semblable pris envers un autre fonctionnaire aurait nettement lésé les intérêts de ce dernier, *une atteinte aux intérêts moraux et matériels dont le groupement a la garde*, et celui-ci devrait être recevable à agir directement pour leur défense ». Peut-être encore ici, le Conseil d'Etat s'est-il laissé déterminer par des considérations d'opportunité, peut-être a-t-il craint l'influence exagérée que pourraient exercer les groupements de fonctionnaires contre la hiérarchie administrative, s'il leur était permis de se pourvoir devant lui à propos de toutes les décisions qu'ils estimeraient illégales, et qu'il était temps dès lors de donner un coup de frein à leur activité débordante.

1. Philip, opin., cit., p. 134.

33. — Pourtant par un arrêt du 16 juin 1922 (Rec. des Arr. du Cons. d'Etat 1922, p. 520), dans une affaire qui rappelle les interventions des Unions d'Associations jugées non recevables, la Haute Juridiction administrative a admis le recours de l'Association amicale des Fonctionnaires et Employés de Préfectures et de Sous-Préfectures, contre un règlement édicté par le Préfet des Alpes-Maritimes, contrairement à la loi du 1^{er} avril 1920 sur le statut des employés de Préfecture, et contre des nominations faites conformément à ce règlement. Ici cependant il s'agissait des seuls intérêts des employés de la Préfecture des Alpes-Maritimes, et le Conseil aurait pu débouter l'Association de sa demande faute pour elle d'intérêt suffisant pour agir, la plus grande partie de ses membres n'étant pas intéressés. Il décida cependant que « l'Association requérante a qualité pour faire respecter le statut commun de tous les fonctionnaires et employés de bureau des Préfectures et Sous-Préfectures... à l'encontre des mesures prises en faveur d'une certaine catégorie du personnel, qu'elle jugerait contraires aux dispositions législatives et réglementaires, que son pourvoi tend à ces fins, qu'il est donc recevable ¹ ».

34. — On le voit, la jurisprudence du Conseil d'Etat a tout d'abord été très nette, en même temps que progressivement très libérale à l'égard des interventions des Associations de fonctionnaires; la recevabilité des recours de

1. M. Philip (opin. cit., p. 135), pense que cet arrêt marque néanmoins un recul sur les idées passées du Conseil d'Etat, en matière de l'exercice du recours pour excès de pouvoir par une Association de Fonctionnaires. L'arrêt, dit-il, légitime l'action de l'Association, si elle a pour but de faire respecter le statut commun de tous ses membres, alors que, précédemment, le groupement pouvait agir pour réaliser tous les buts licites qu'il s'était fixé ; aujourd'hui, c'est seulement un de ces buts et le Conseil d'Etat n'admettra l'action de l'Association que là où il existe un statut commun ; le but du groupement au lieu d'être

ces Associations a été admise en effet toutes les fois que, même à propos de mesures individuelles, elles pouvaient justifier d'un *intérêt, même éventuel, pourvu qu'il fut commun à tous ses membres*. Le Conseil d'Etat avait considéré que c'était la fonction même de l'Association de prendre les intérêts de ce genre sous sa garde et il avait volontiers reconnu qu'il n'y avait pas de raison pour repousser un recours introduit par elle à ces fins, estimant qu'entre ses mains la réclamation prendrait un caractère tout objectif, et qu'elle serait comme une sorte de réquisition d'appliquer la loi. Toutefois, depuis 1921, cette jurisprudence semble tendre à devenir plus restrictive; le Conseil n'admet plus l'intérêt commun là où il l'admettait autrefois, et il devient difficile en présence de décisions contradictoires de fixer exactement la nature et le but de l'intérêt dont doit justifier une Association de fonctionnaires pour pouvoir exercer le recours pour excès de pouvoir. Nous pensons que le Haut Tribunal administratif, guidé uniquement en ses derniers arrêts par des considérations d'opportunité, reviendra prochainement à sa jurisprudence libérale, le recours étant à nouveau largement ouvert aux Associations par une interprétation très étendue de la notion d'intérêt, base de leur action. Il n'apparaît pas, en effet, qu'il y ait un danger sérieux pour l'Administration de permettre aux groupements de fonctionnaires de veiller à la stricte application des lois et règlements qui régissent leur carrière.

choisi par ses membres sera fixé, soit par la loi, soit par le Conseil d'Etat lui-même. Il nous semble que c'est déduire un peu hâtivement de la rédaction de cet arrêt des conséquences trop impérieusement restrictives ; nous estimons le ramener à ses justes proportions en disant que si le Conseil d'Etat a déclaré recevable l'action des Associations pour la défense du statut commun à tous ses membres, c'est précisément parce que c'était une question relative à ce statut qui lui était soumise et qu'il eût pu vraisemblablement déclarer l'action de l'Association recevable pour la défense d'un autre objet prévu dans ses statuts, si une question relative à cet objet lui avait été soumise.

SECTION III

Du recours pour excès de pouvoir exercé par les Associations de Pères de famille.

35. — Il nous reste pour en terminer avec la question de l'exercice de l'action en justice par les Associations devant le Conseil d'Etat, à dire quelques mots des recours pour excès de pouvoir exercés par les Associations de Pères de famille. Nous aurons l'occasion d'examiner plus en détail ces groupements dans le chapitre II de cet ouvrage. Bornons-nous à dire pour l'instant que les Associations de Pères de famille comprennent indifféremment des parents ou des personnes sans enfants, d'opinion catholique, qui se sont donné mission de veiller au maintien dans les écoles publiques de la neutralité scolaire et de défendre la foi religieuse. En conformité de ce but, ces Associations avaient prétendu, en particulier, surveiller l'emploi des manuels mis entre les mains des enfants et, au besoin, obtenir le retrait de ceux d'entre eux qu'elles jugeaient offensants pour le culte catholique.

36. — Il serait oiseux d'entrer dans le détail des arrêts du Conseil d'Etat qui, seul point intéressant pour nous, admit toujours sans discussion la recevabilité des recours pour excès de pouvoir intentés par les Associations contre les décisions ministérielles refusant d'interdire les livres qu'elles avaient cru devoir signaler comme contraires à la neutralité scolaire; c'était implicitement reconnaître l'existence de l'intérêt collectif de l'Association. Citons deux arrêts très significatifs à cet égard, l'un du 17 janvier 1913 (Rec. des Arr. du Cons. d'Etat 1913, p. 81), et l'autre du 14 janvier 1916 (Rec. des Arr. du Cons. d'Etat 1916, p. 30); sur le fonds, d'ailleurs, les Associations demanderesses

n'obtinrent pas satisfaction : dans le premier cas, en raison d'une question de procédure; dans le second, parce que la demande du groupement fut jugée mal fondée, la preuve de la violation de la neutralité scolaire dans le manuel incriminé n'ayant pas été faite.

37. — Signalons en terminant un arrêt très récent du Conseil d'Etat du 20 janvier 1928 (S. 1928-3.49), où l'action de l'Association des Pères de famille fut couronnée de succès. Il s'agissait cette fois d'un recours exercé contre une décision du Ministre de l'Instruction Publique qui avait autorisé la création d'une école mixte dans une commune où existaient des locaux séparés pour l'instruction des garçons et des filles; l'école mixte n'étant prévue dans la loi du 30 octobre 1886 que comme une mesure d'économie et non comme un système pédagogique, la décision ministérielle fut annulée. Comme précédemment, la recevabilité du recours n'avait pas été mise en doute. Nous aurons l'occasion de voir que ce n'est pas sans résistance que les Juridictions civiles ont admis la possibilité de l'exercice de l'action en justice par les Associations de Pères de famille.

CHAPITRE II

L'ACTION EN JUSTICE DES ASSOCIATIONS DEVANT

LES JURIDICTIONS CIVILES

38. — Une action en justice devant les Juridictions civiles n'a pas les mêmes caractères que le recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat. La mission des Tribunaux civils consiste à trancher les litiges touchant aux intérêts des particuliers et supposant un conflit entre ces intérêts. Il ne s'agit donc plus ici d'apprécier objectivement la légalité d'un acte, soit en la forme, soit au fond, mais de rechercher subjectivement, en la personne même des parties à l'instance, celle dont la situation est conforme à la légalité, de prendre ensuite une décision qui ait pour objet, à la fois, de préciser la situation juridique respective des parties et, comme conséquence, de la réaliser conformément à la loi. Dire le droit du demandeur et du défendeur, tel est en définitive le but que doit se proposer le juge.

L'action en justice devant les Tribunaux d'ordre civil suppose donc l'existence d'un droit; par elle on demande au tribunal la protection de son droit; soit de le reconnaître s'il est contesté, soit de le faire respecter s'il est violé, ce droit pouvant d'ailleurs être un droit quelconque, soit un droit pécuniaire, soit un droit de famille, soit un droit réel ou de créance.

39. — Toutefois, pas plus devant les Juridictions civiles que devant les Juridictions administratives, une personne n'a la faculté de soulever des contestations qui ne lui importent pas et d'occuper les juges, dont le temps est précieux, de questions qui lui sont indifférentes. L'action en justice suppose donc également un intérêt, conformément aux maximes de base que le bon sens a imposées comme règles impérieuses : « Pas d'intérêt, pas d'action », ou « l'intérêt est la mesure des actions ». C'est encore une façon d'exprimer la même règle que de dire que l'intérêt pour ester en justice doit être personnel, car il est bien évident que le défaut d'intérêt personnel équivaut tout simplement au défaut d'intérêt.

40. — L'intérêt et le droit sont les deux colonnes maîtresses sur lesquelles doit nécessairement reposer toute action en justice civile.

Les Associations qui ont voulu exercer cette action ont donc dû, comme les particuliers, faire la preuve de l'un et de l'autre ¹. Mais cette preuve n'est pas aussi facile à faire pour elles que pour des personnes physiques; la difficulté est souvent très grande de distinguer les droits et les intérêts des Associations des intérêts individuels et des droits particuliers des membres qui les composent. La distinction est très importante cependant, car l'action en justice d'un groupement pour la défense des intérêts particuliers de quelques-uns de ses membres n'est pas recevable ² en raison de la maxime : « nul ne plaide en France

1. Bien entendu, nous négligeons, en ce qui concerne les Associations, la question de la capacité d'ester en justice, puisque nous ne nous occupons que de l'action en justice des Associations déclarées, lesquelles aux termes de l'article 6 de la loi sont précisément investies de cette capacité.

2. La Cour de Caen, par un arrêt du 29 mai 1908 (S. 1910-2.75) a rejeté une demande de la Ligue de défense sacerdotale des prêtres de Bayeux agissant aux lieu et place de quelques-uns de ses membres :

« Attendu, dit l'arrêt, que la Ligue..., a été régulièrement dé-

par procureur ». Si ce point est certain, il ne donne qu'une précision négative sur l'intérêt ou le droit collectif; il dit ce qu'ils ne sont pas, il ne dit pas ce qu'ils sont.

41. — L'étude des diverses décisions jurisprudentielles rendues en la matière va permettre de constater que les Tribunaux ont eu beaucoup de difficultés à définir exactement la portée des intérêts et des droits collectifs. Nous observerons des hésitations, des revirements qui auront leur écho dans les commentaires doctrinaux de ces décisions. Après plus de vingt-cinq ans de Jurisprudence, d'études doctrinales, nous ne pensons pas qu'une définition satisfaisante et, en tout cas, acceptée par la majorité des auteurs, ait pu être trouvée de l'intérêt collectif.

SECTION PREMIERE

De l'action exercée par les Associations d'usagers des services publics

42. — Une des premières affaires que les Tribunaux aient eu à juger en matière de défense des intérêts collectifs par le moyen du groupement organisé, est celle qui est relative à une action intentée par un Syndicat d'abonnés d'une Société d'Eclairage électrique pour la défense des intérêts sociaux contre la Société en question. Ce Syn-

clarée, qu'elle a le droit d'ester en justice aux termes de l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 ;

» Attendu que la loi de 1901, pas plus que celle de 1884, n'a déterminé les actions qui appartiendraient aux Associations légalement formées ; qu'une jurisprudence importante reconnaît aux Associations, en tant que personnes morales, le droit d'agir en justice, non seulement pour la défense du patrimoine social, mais aussi pour soutenir les intérêts généraux des membres de l'Association, conformes au but poursuivi en commun ; mais

dicat s'était constitué en Société civile pour jouir de la personnalité morale et ne pas s'exposer, le cas échéant, à se voir refuser toute capacité juridique; à cet effet il s'était donné, entre autres buts, celui de partager éventuellement les indemnités qui lui seraient payées par la Compagnie d'Eclairage, ces indemnités étant considérées comme les bénéfices de l'entreprise. Son action put dès lors être déclarée recevable par la Cour de Cassation à qui l'affaire avait été déférée sous ce rapport et qui estima qu'on se trouvait bien en présence d'une Société civile; si la Cour n'avait pas admis ce point de vue, l'action du Syndicat aurait dû être rejetée pour défaut de personnalité et, partant, de capacité, car il n'avait pas effectué la déclaration prévue à l'art. 5 de la loi de 1901. Nous pensons qu'on se trouvait plutôt en présence d'un groupement qui ne pouvait pas être une Société civile, les indemnités reçues en cas de condamnation de la Société d'Eclairage ne pouvant être considérées comme des bénéfices au sens légal du mot, mais seulement comme de simples réparations ou dommages-intérêts consécutifs au préjudice causé¹. D'ailleurs, par son objet même qui était de veiller à l'intérêt de ses membres et de poursuivre la réalisation de toutes réformes utiles le Syndicat se classait dans les Associations proprement dites et c'est pourquoi il est intéressant de rechercher les raisons données en faveur de la recevabilité de son action.

qu'il est impossible d'aller jusqu'à les admettre à exercer de leur chef les actions purement personnelles appartenant à l'un ou à une fraction des sociétaires ; que, dans ce cas, l'instance doit être suivie au nom de l'intéressé ou des intéressés, pris individuellement, et que l'Association n'y peut figurer qu'au titre de mandataire *ad litem*, qu'autrement serait violée la règle : « Nul ne plaide par procureur » ; que l'Association personne morale n'a point qualité, alors qu'elle ne défend pas la généralité des membres de l'Association »

1. Voir, à ce sujet, les arguments donnés par M. Nast, dans sa note au D. 1911-1.473, sous l'arrêt de la Cour de Cassation, du 25 avril 1910, relatif à cette affaire.

43. — La question sur ce point n'a pas été formellement tranchée par la Cour de Cassation qui s'est bornée à constater que le Syndicat n'exerçait pas les actions individuelles de ses membres, et qu'il n'y avait dès lors pas eu violation de la maxime : « Nul ne plaide... » ; mais le premier juge de l'affaire, en l'espèce le Tribunal de Commerce d'Aubenon, a estimé que le groupement avait un intérêt suffisant pour agir et s'est prononcé nettement en faveur de la recevabilité.

« Attendu, dit le Tribunal, que les abonnés à l'éclairage électrique se sont précisément groupés en Société en vue de réunir leurs actions individuelles en une seule action collective, que c'est là un des buts de la Société; qu'il en est si bien ainsi que pour ne pas entraver l'action du Syndicat, ils se sont interdits toute réclamation individuelle. »

44. — Cette partie du jugement fut diversement appréciée et commentée par MM. Gaudemet et Nast. Le premier, dans une note au S. 1913-1.481, se félicite de la solution apportée à l'affaire tant par la Cour de Cassation que par le Tribunal de Commerce. « Refuser aux membres du groupement, écrit-il, une action collective pour la défense de leurs intérêts communs, ce serait en fait les priver de tout recours utile, car le préjudice individuellement éprouvé par chacun d'eux sera presque toujours trop faible pour déterminer celui qui en souffre à l'exercice d'une action judiciaire. Réduit à son action individuelle le membre du groupe est désarmé et le groupement demeure lui-même inefficace ». Et M. Gaudemet estime que les Unions des consommateurs destinés à surveiller et réprimer les écarts de la production seront des agents essentiels de progrès. A ces considérations pratiques et extra-juridiques, le rédacteur de la note ajoute pour appuyer sa thèse des considérations juridiques. Aux arguments de la Société concessionnaire qui soutenait que le groupement d'abonnés n'avait pas qualité pour agir parce que son action en dommages-intérêts tendait à la réparation du préjudice causé

à certains abonnés pour insuffisance d'éclairage et qu'il ne pouvait s'agir dès lors que d'actions individuelles que le Président du Syndicat, à défaut de mandat, ne pouvait exercer, M. Gaudemet oppose les raisons du tribunal qui a eu soin en effet de rappeler que les abonnés s'étaient précisément groupés en Société en vue de réunir leurs actions individuelles en une seule action collective. Ces raisons, M. Gaudemet les trouve cependant un peu insuffisantes, car à son avis il ne saurait dépendre de la libre volonté des associés de transformer, par convention, en action sociale, une action qui serait individuelle par sa nature et par son but. Mais il croit pouvoir justifier l'argument du jugement en remarquant que l'action en indemnité, bien qu'elle se fonde sur un préjudice éprouvé par certains individus, présente cependant un intérêt collectif, puisqu'elle tend au moins indirectement à assurer pour l'avenir une meilleure exécution des obligations du concessionnaire et des prestations par lui dues. Elle répond donc bien, pour l'auteur de la note, au but même de la constitution du groupe et il n'est pas douteux que le représentant de ce groupe ait qualité pour l'exercer.

45. — M. Nast, dans sa note déjà citée au D. 1911-1.473, est d'un avis tout à fait opposé. Non seulement il n'admet pas qu'il puisse en l'espèce s'agir d'une Société civile, mais il conteste que, cette question mise à part, le groupement, Société civile ou Association, ait eu intérêt pour agir et que son action fut en conséquence recevable. Un groupement, constate M. Nast, peut exercer en son nom les actions qu'il possède, mais il faut qu'il s'agisse d'actions sociales, c'est-à-dire appartenant aux associés en tant qu'associés et dont le but soit de protéger les intérêts de la collectivité; mais le groupement ne peut exercer les actions individuelles de ses membres, c'est-à-dire celles qui n'ont d'autre but que d'assurer le respect des droits que ceux-ci n'ont pas voulu soumettre à la direction commune et dont ils ont entendu conserver toute la maîtrise; la Société ne peut exercer que les actions fondées sur un intérêt collec-

tif. Or, il semble à M. Nast que, dans l'espèce, l'action exercée n'était que la réunion de plusieurs actions individuelles; les associés avaient personnellement subi un préjudice du fait que la Compagnie d'Eclairage ne leur avait pas fourni la quantité d'éclairage à laquelle ils avaient droit. C'est leur patrimoine propre qui avait été lésé et la somme accordée comme réparation avait précisément été calculée d'après les préjudices individuels; c'est donc chacun des abonnés lésés qui aurait dû percevoir ces indemnités, puisque ce n'était pas la Société mais ces abonnés qui avaient payé à la Compagnie des taxes trop élevées. Cela ne veut pas dire, ajoute M. Nast, qu'il n'y avait pas aussi un préjudice collectif et que la Société ne pouvait pas elle-même se prévaloir de la jurisprudence si favorable aux actions syndicales. Mais dans les termes où l'instance était engagée il semble bien qu'il s'agissait d'actions individuelles en réparation du préjudice causé à certains abonnés. Ils auraient donc pu, conclut M. Nast, donner mandat au Président d'agir en leur nom, mais alors ce seraient les actions individuelles et non l'action sociale, et le jugement semble avoir confondu les deux.

46. — Ce jugement n'est pas resté isolé. Dans une affaire très récente les Tribunaux ont eu à juger une action tout à fait analogue, intentée cette fois par une Association régulièrement constituée et où se posait également la question de l'intérêt collectif de l'Association, base de son action en justice. Il s'agissait de la Ligue des consommateurs de Gaz et de l'Electricité de Poitiers, qui intervenait contre la Compagnie Générale du Gaz pour la France et l'étranger, en raison du préjudice causé à ses adhérents par une interruption de courant. La demande a été déclarée recevable par la Cour de Poitiers dans son arrêt du 28 décembre 1925 (S. 1926-1.65 et D. 1927-2.37); voici en quels termes :

« Attendu qu'aux termes des art. 1, 3 et 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901, il est loisible aux Associations réguliè-

ment déclarées d'ester en justice, dès que l'objet en vue duquel l'action a été intentée et qui a été prévu aux statuts, n'est pas prohibé par l'art. 3 de cette loi;

« Attendu... que la Ligue a pour but la défense des intérêts des consommateurs du Gaz et de l'Electricité, but à la fois d'une précision et d'une généralité absolues qui comprend tous les moyens légaux pour le réaliser, sans aucune restriction;

« Que l'Association a vu son existence juridique consacrée par la loi du 1^{er} juillet 1901, qui fixe et délimite l'étendue de ses droits et de ses obligations, qu'il en résulte que, lorsqu'elle agit en justice, elle le fait en son nom personnel et l'intérêt de son action ne doit pas chercher sa justification dans une sorte de confusion et d'identification avec l'intérêt individuel collectif de ses adhérents, mais que sa légitimité doit être proclamée dès lors qu'il correspond au but qui est l'objet de l'Association, telle qu'elle est définie par l'article premier de la loi du 1^{er} juillet 1901;

« Attendu que le but de la Ligue est parfaitement licite; que, par suite, son action même sous forme d'intervention est recevable ;

« Déclare l'intervention de la Ligue des consommateurs recevable en la forme ».

Au fond :

« Attendu que la Ligue fonde son action en condamnation de la Compagnie au paiement à son profit de dommages-intérêts sur la réparation du préjudice que cette Compagnie lui a personnellement causé en portant atteinte par ses agissements à des droits qu'elle est chargée de défendre et en l'obligeant ainsi à lui intenter une action en justice;

« Attendu qu'aucun contrat de fourniture d'électricité n'est intervenu entre la Compagnie du Gaz et la Ligue, que, par suite, la faute civile sur laquelle la Ligue fonde

sa demande en dommages-intérêts n'est pas une faute contractuelle vis-à-vis d'elle, mais une faute quasi-délictuelle dont la sanction trouve sa signification dans les dispositions de l'art. 1382 du Code civil... »

47. — La doctrine de cet arrêt est très claire; à deux reprises il indique qu'une Association a le droit d'ester en justice, toutes les fois que l'intérêt en vue de la défense duquel elle s'est constituée est en jeu, soit qu'il soit menacé, soit qu'il soit lésé; mais nous pouvons observer tout de suite que ceci posé, la solution du problème n'a pas fait un pas, car on a oublié de définir exactement par quel procédé on reconnaîtra que l'intérêt en vue duquel l'Association a été formée, est en jeu; comment le distinguera-t-on en particulier des intérêts individuels des membres de l'Association? Pour déclarer l'Association recevable à agir, il faut précisément prouver qu'il y a eu lésion de l'intérêt collectif qu'elle entend défendre et non pas simplement constater qu'elle a pleine capacité pour défendre cet intérêt, ce dont personne ne doute. Les rédacteurs de l'arrêt indiquent également que lorsque l'Association agit en justice, elle le fait en son nom personnel. Ceci n'est nullement démontré; il n'est pas du tout certain que l'Association n'agit toujours qu'en son nom et telle Association pourra, au contraire, vouloir agir au nom de ses membres en vue de la défense de leurs intérêts propres et non des siens, ce qui lui est interdit par la règle : « Nul ne plaide par procureur. »

Cet arrêt qui admet l'action d'une Association sans l'appuyer — à notre sens — d'aucun argument probant, a donné lieu à deux commentaires relatés au Recueil Sirey, 1926-2.65, et au Recueil Dalloz, 1927-2.37, le premier émanant de M. Paul Esmein, le second de M. J. Devaux.

48. — Dans sa note au S. 1927-2.37, M. Jean Devaux constate que le problème juridique soumis à la Cour d'appel de Poitiers soulevait deux questions : celle de la vali-

dité de l'intervention de la Ligue à l'instance déjà pendante entre la Compagnie et l'usager, et ensuite celle du bien-fondé au fond de cette intervention par laquelle l'Association des consommateurs du Gaz et de l'Electricité demandait la condamnation de la Compagnie à son égard à des dommages-intérêts.

49. — Sur le premier point, M. Devaux constate que c'est avec raison que la Cour a admis l'intervention de la Ligue, puisque celle-ci, créée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, régulièrement déclarée, a toute capacité pour ester en justice; puisque, d'autre part, elle prétend agir en son nom personnel et que son action est étrangère à celle de ses adhérents qui se croiraient lésés par la Compagnie concessionnaire. M. Devaux pense qu'il est également possible de souscrire même dans sa généralité à l'attendu suivant lequel « la légitimité de l'intérêt de l'action doit être proclamée dès lors qu'il correspond au but qui est l'objet de l'Association telle qu'elle est définie par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901 ».

50. — Mais sur le second point, c'est-à-dire sur le fond de l'affaire, le rédacteur de la note ne croit pas fondée l'action de la Ligue. Sur le fond se trouve, en effet, posée la question de la responsabilité de la Compagnie à l'égard de la Ligue et cette responsabilité ne peut être démontrée, selon M. Devaux, que par l'existence d'un lien juridique d'ordre contractuel ou légal l'unissant à la Compagnie et que cette dernière aurait méconnu ou violé.

Il n'y a certainement pas de liens contractuels, car ce n'est pas comme abonnée que la Ligue intervient dans l'affaire. Reste le lien légal et c'est là le point capital, remarque M. Devaux, puisque la Cour admet, pour recevoir la demande de l'Association intervenante, l'existence d'une faute quasi-délictuelle à la charge de la Compagnie dont la sanction, ajoute-t-elle, trouve sa justification dans les dispositions de l'article 1382 du Code civil.

D'où naît donc l'obligation qui, d'après la Cour, lie la Compagnie à la Ligue et que la première n'a pas remplie.

51. — Ce n'est pas une obligation légale générale résultant des principes généraux du droit, sans sanctions particulières et à laquelle s'appliquerait le texte général de l'article 1382 ci-dessus visé, car, remarque M. Devaux, les obligations légales se caractérisent toutes par l'idée d'abstention, alors qu'en l'espèce il s'agit d'une obligation de faire, celle de fournir le courant, qui n'a pas été exécutée, ce dont se plaint précisément la Ligue.

52. — Mais peut-on soutenir qu'il y avait une obligation légale spéciale, résultant d'une disposition légale expresse, en particulier, par exemple, de la loi du 1^{er} juillet 1901, qui se trouverait précisément être cette disposition que l'on pourrait invoquer pour engager la responsabilité de la Compagnie, aux termes de l'article 1382, à l'égard de la Ligue. On serait tenté d'y songer, observe M. Devaux, car dans un domaine voisin, celui des Syndicats professionnels, on a décidé que l'action de ceux-ci trouvait son fondement dans les dispositions de la loi du 21 mars 1884 et dans l'article 5 de la loi du 12 mars 1920 qui permettent à tout Syndicat de demander réparation du préjudice direct ou indirect affectant les intérêts collectifs de la profession qu'il représente.

Mais il est à remarquer que la loi de 1901 n'exprime rien d'aussi précis et d'aussi formel; en effet, l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 s'est borné à donner la capacité d'ester en justice, sans spécifier nettement, comme l'a fait la loi du 12 mars 1920, que cette action pouvait s'exercer pour la défense des intérêts collectifs, objet de l'Association; c'est d'ailleurs faute d'indication légale précise à ce sujet, que les actions en justice des Associations soulèvent tant de difficultés et de controverses. On ne peut donc soutenir que la loi de 1901 puisse justifier dans l'espèce actuelle l'application de la sanction de l'article 1382 et servir de base à cette sanction.

53. — En définitive, M. Devaux constate que la Ligue ne pouvait invoquer, ni une obligation contractuelle, ni une obligation légale de la Compagnie à son égard, et que, faute du lien obligatoire, elle était mal fondée à soutenir l'existence d'une responsabilité quelconque de la Compagnie vis-à-vis d'elle. De ce fait, il est possible que l'action de la Ligue se trouve singulièrement réduite au point de vue de son efficacité. Il paraît impossible à M. Devaux d'aller au delà en l'état actuel de la législation, jusqu'à ce qu'un texte habilite les ligues à demander réparation du préjudice direct et indirect affectant les intérêts collectifs des adhérents.

54. M. Esmein, dans une note fortement documentée, a procédé à un examen d'ensemble des conditions d'exercice de l'action en justice des Associations. Après avoir rappelé que cette action ne leur a jamais été contestée lorsqu'il s'est agi de défendre leurs intérêts patrimoniaux, M. Esmein aborde de front la difficulté en posant nettement le problème. Il s'agit de savoir si la loi permet à une Association d'agir en justice pour la défense du but qu'elle s'est assignée et, dans l'affirmative, dans quelles limites et à quelles conditions.

55. — *L'action normale d'un groupement*, remarque M. Esmein, *est celle par laquelle il défend les intérêts de ses membres, lorsque ceux-ci ou certains d'entre eux souffrent un préjudice en cette qualité qu'ils ont en commun et qui les a fait s'associer, préjudice de nature à leur ouvrir une action individuelle*. Pourquoi, dès lors, leur refuserait-on l'action en justice lorsqu'on l'accorde à des Syndicats professionnels qui, en réalité, défendent moins l'intérêt général de la profession que *les intérêts de leurs membres*. Permettre aux gens de se grouper pour la défense de certains intérêts qu'ils ont en commun et leur défendre de le faire, au besoin par voie judiciaire, équivaldrait à interdire à une Société commerciale d'agir en justice pour la défense de ses intérêts patrimoniaux.

Donc, *l'action doit être ouverte en principe aux Associations lorsque leurs adhérents souffrent d'un préjudice par la lésion des intérêts pour la défense desquels ils se sont associés*. C'est ainsi, d'après M. Esmein, qu'une Association sportive, un cercle, une société savante, pourront agir en justice contre ceux qui, par des actes illicites, empêcheraient leurs membres de se réunir ou trouble-raient leurs réunions. Et lorsque les associés se sont groupés pour la défense de certains intérêts pécuniaires, comme dans l'espèce envisagée, l'action du groupement comportera normalement la défense par la voie judiciaire de ces intérêts pécuniaires lorsqu'ils seront lésés.

En bref, M. Esmein pense que *les limites de l'action de l'Association sont fixées par les limites dans lesquelles évolue l'action individuelle s'exerçant elle-même pour la défense de l'intérêt mis en commun*.

56. — Ceci lui permet de répondre aisément à la seconde question : à quelles conditions pourra-t-elle exercer son action ? Dans l'espèce envisagée, sur quoi se fondera la Ligue des consommateurs du Gaz et de l'Electricité pour demander des dommages-intérêts. On a dit que son action ne pouvait pas être fondée sur l'inexécution du contrat de fourniture d'électricité, car elle n'est pas abonnée au secteur, ou, du moins, ce n'est pas comme telle qu'elle prétend agir, mais comme porte-parole d'un groupe d'abonnés; incapable de faire état du contrat passé entre ceux-ci et le concessionnaire, elle ne peut davantage invoquer l'idée de faute de la part de celui-ci à laquelle certains auteurs ont songé. Il semblerait donc en définitive que l'Association n'ait point d'action ¹.

Un pareil raisonnement constitue aux yeux de M. Esmein, une erreur, une méconnaissance du caractère de

1. Voir plus haut le commentaire de la note de M. J. Devaux, p. 48 ; c'est bien à cette conclusion que cet auteur aboutit, comme nous l'avons vu.

l'Association et de son action. Pour lui, *l'action de l'Association ne doit ou ne peut être envisagée comme complètement distincte de l'action individuelle des associés ; il n'y a pas entre l'action individuelle et l'action sociale la différence radicale que l'on suppose*. On pourrait dire, écrit-il, paraphrasant par inversion une expression employée dans le droit des Sociétés, que *l'action de l'Association est l'action individuelle exercée socialement*. Comment dès lors la situation pourrait-elle être différente du point de vue de la preuve. « Plus d'un, constate M. Esmein, n'acceptera sans doute pas sans résistance ce qui lui apparaîtra comme l'abandon d'une distinction fondamentale; nous croyons pourtant fermement que la conception exposée est la conséquence certaine de la notion même de l'Association. Celle-ci comporte l'exercice en réunion des droits individuels de ses membres, rien de plus ni de moins. Elle est personne morale, mais elle reste liée à eux. De même que lorsque les membres se rassemblent matériellement pour agir, l'action de l'Association n'est constituée que par des actions individuelles, de même lorsqu'elle agit judiciairement, elle reste dans le plan de l'action individuelle. L'action qu'elle exerce ne peut être regardée comme d'une autre nature que l'action individuelle ».

Et M. Esmein conclut : « En définitive, le bon sens commande que l'Association, si elle est admise à agir en justice pour défendre ses adhérents et assurer l'observation des engagements du concessionnaire, soit dans la même situation que les abonnés qui l'ont constituée ».

57. — La thèse de M. Esmein se résume donc ainsi : L'Association a pour objet la défense des intérêts *individuels communs* des associés; c'est donc en se plaçant dans le plan de ces intérêts, que l'on appelle par habitude ou par simplification les intérêts de l'Association, que l'on pourra apprécier si celle-ci est recevable à ester en justice et c'est toujours de ce point de vue que devront être réso-

lues les questions de fond que soulèveront les litiges où des Associations seront engagées.

SECTION II

De l'action exercée par les Associations de propriétaires et d'habitants

58. — Une affaire qui rappelle celle que nous venons d'étudier avait été soumise à la Cour de Cassation qui, bien avant que la Cour de Poitiers ait rendu son arrêt, avait donné une solution identique à celle que devait prendre cette dernière Cour. La Cour de Cassation tranchait en effet dans un sens favorable à l'Association intervenante un litige où se posait également la question de la recevabilité de l'action d'un groupement exercée pour la défense des intérêts de ses membres. Dans cet arrêt (S. 1916-1.89), il s'agissait d'une action intentée par un Syndicat de propriétaires et de locataires de Berck-sur-Mer contre l'Assistance publique de la Seine ¹. Cette Administration possède à Berck-sur-Mer un hôpital maritime dont, paraît-il, les eaux d'égout, les immondices, s'écoulaient au moyen d'un canal à ciel ouvert et allaient se répandre sur des terrains avoisinant des propriétés privées. Nul doute que cet épannage ne dût gêner considérablement ces propriétés et leurs habitants. Comme ce système d'égouts était, d'autre part, formellement proscrit à Berck-sur-Mer par plusieurs rè-

1. Pas plus que précédemment (page 18), le mot « Syndicat » ne doit prêter ici à confusion. Il s'agissait, en l'espèce, d'une Association constituée conformément à la loi de 1901, car elle groupait des personnes de professions différentes, réunies pour la défense de leurs intérêts communs et par hypothèse non professionnels (voir la note de M. Roux, au S. 1916-1.89).

glements sanitaires, le Syndicat des propriétaires et locataires se décida à intenter des poursuites contre les administrateurs de l'hôpital contrevenant aux arrêtés municipaux, en alléguant les dangers que faisaient courir aux propriétaires riverains des champs d'épandage le déversement d'immondices, surtout si l'on songe aux maladies contagieuses et épidémiques qui peuvent être soignées dans un hôpital et susceptibles ainsi de se propager en premier lieu chez ces propriétaires.

59. — Là encore se trouvait posée nettement la question de la recevabilité de l'action civile du syndicat visé, c'est-à-dire celle de savoir s'il avait un intérêt suffisant et personnel et en même temps celle du bien-fondé au fond de cette action. Si l'on s'en rapportait à la thèse de M. Jean Devaux, cette action aurait dû être écartée, car le syndicat n'était pas lié contractuellement avec l'Assistance publique et aucune obligation légale ne liait davantage celle-ci vis-à-vis dudit syndicat, à moins que ce dernier n'eût son siège social en bordure des terrains d'épandage; mais dans ce cas son intervention n'eût soulevé aucune difficulté puisqu'elle eût été justifiée par la défense de ses intérêts patrimoniaux, question tout à fait distincte de celle de la défense des intérêts collectifs des associés.

60. — La Chambre criminelle qui avait à connaître de l'affaire, n'a cependant pas hésité à admettre l'action dudit groupement, son intérêt à cet égard ayant été reconnu suffisant. Dans une note au S. sous l'arrêt précité, M. J.-A. Roux commente comme suit la décision rendue par la Chambre criminelle de la Cour de Cassation : Si cette décision est logique, dit-il, il faut avouer qu'elle est de celles qui ne s'imposent pas immédiatement. Au premier abord, en effet, admettre que les habitants d'un quartier ou d'une rue, groupés pour veiller à l'assainissement de leur quartier ou de leur rue, puissent poursuivre en justice ceux qui par leurs actes ou leur incurie compromettent l'une ou l'autre de ces deux choses, n'est-ce pas

attribuer aux particuliers une fonction qui incombe naturellement à l'Administration..., n'est-ce pas en les établissant gardiens de la santé publique ou du caractère esthétique du quartier qu'ils habitent, leur remettre une attribution de l'autorité publique. D'un autre côté, quel est en pareil cas l'élément du préjudice actuel, du dommage subi qui est la condition nécessaire de toute action civile ?

61. — M. Roux constate qu'on doit remarquer cependant que *les habitants d'un quartier sont les premiers intéressés à l'observation des prescriptions d'hygiène*, que de plus *ils ont un intérêt direct et actuel à ce que toute contravention aux règlements sanitaires soit rigoureusement poursuivie*, et qu'enfin la notion de dommage ne doit pas se restreindre à la notion d'un préjudice matériel résultant d'une contamination ou d'une contagion éprouvée, mais qu'elle englobe aussi le préjudice moral qui se rencontre dans la diminution de sécurité qui est la conséquence des conditions sanitaires précaires et défectueuses créées par la contravention. *Les habitants du quartier étaient en effet directement atteints dans leur sécurité personnelle* par la violation des règlements d'hygiène publique et *immédiatement intéressés* à la cessation d'un danger qui compromettait leur santé et même leur vie. La notion d'intérêt collectif, base de l'action en justice, se trouvait donc clairement démontrée dans l'espèce soumise à la Cour de Cassation.

62. — L'intérêt ne suffisait pas toutefois à faire gagner une cause, quelle est la base juridique sur laquelle devait nécessairement s'appuyer le groupement pour faire accueillir sa revendication ? La lésion du droit de propriété ne suffisait pas, remarque M. Roux, puisque le syndicat contenait également des locataires. Ne faut-il pas plutôt dire que le droit de réclamer l'observation de l'hygiène publique devient la prérogative de tout individu intéressé, quelle que soit sa condition sociale, à ne pas laisser perpétuer des foyers pestilentiels et à garantir sa propre

santé. M. Roux pense que c'est là l'opinion de la Cour de Cassation, et que les habitants d'un quartier ont bien un droit, en tant qu'habitants, à faire observer les règlements sanitaires qui doivent leur garantir la santé et, partant, protéger leur vie. Il note que ce sont là des tendances nouvelles et que d'autres horizons s'ouvrent devant l'action collective des individus. Si cette action est admise pour faire respecter la santé physique, comment pourrait-on, conclut-il, refuser aux particuliers le droit de s'associer pour réclamer l'application des lois contre la pornographie et les licences des rues et protéger leur santé morale blessée et atteinte par l'obscénité publiquement étalée sur les murs. La santé morale n'est-elle pas aussi précieuse que la santé physique ? Il se pourrait donc, ajoute M. Roux, que la question si vivement discutée du droit d'ester en justice des Associations poursuivant un but moral, trouvât un jour, en dehors du Parlement et sans intervention législative, une solution pratique dans une simple évolution de la jurisprudence. Nous pouvons tout de suite dire, car nous y reviendrons plus en détail à la fin de notre première partie, que l'évolution jurisprudentielle attendue ne s'est pas faite et que le Parlement, sauf en quelques lois exceptionnelles, n'a pas donné aux Associations la facilité qu'il accordait par la loi du 12 mars 1920 aux Syndicats professionnels de défendre les intérêts collectifs qui constituent les buts des uns et des autres.

SECTION III

De l'action exercée par les Associations de chasseurs

63. — La question de l'action en justice des Associations pour la défense des intérêts matériels de leurs membres a été également posée devant les juridictions civiles par des Associations de chasseurs se portant parties civiles

dans des affaires de répression de braconnage, de vente et colportage de gibier en temps prohibé et, enfin, de saisies d'engins de chasse non autorisés.

Nous connaissons quatre décisions assez récentes émanant soit de la Cour de Cassation, soit de Cours d'Appels, qui semblent fixer la jurisprudence en la matière.

64. — La première est un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation du 15 avril 1923 (D. 1924-1.176), qui écarte comme non recevable l'action intentée par le Saint-Hubert Club de France, qui s'était porté partie intervenante dans une poursuite exercée pour détention d'engins de chasse prohibés.

Un arrêt de la Cour de Nancy, du 25 avril 1923, postérieur seulement donc de quelques jours à celui qui vient d'être cité (D. 1924-2.77), rejette également l'action intentée par la même Société dans une affaire de vente de gibier en temps prohibé. Dans les deux cas, les arrêts sont motivés par ce fait que l'Association demanderesse n'a pas pu justifier d'un préjudice personnel et que, faute de ce préjudice, elle n'a aucun intérêt à agir en justice.

« Attendu, dit le premier arrêt... qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls en principe servir de base à une action civile devant la juridiction répressive, qu'il ne résulte pas que le délit ait lésé directement les intérêts de l'Association ».

« Attendu, dit le second arrêt, que le dommage n'existe pas et, d'autre part, que l'infraction relève exclusivement de l'ordre public..., que c'est donc à bon droit que l'action du Saint-Hubert Club de France a été déclarée irrecevable par le premier tribunal ».

L'intervention de l'Association soulevait dans ces deux cas la question de la recevabilité de son action, lorsque cette action a pour but la défense d'intérêts généraux qui se confondent avec l'ordre public; nous y reviendrons lorsque nous aurons l'occasion d'étudier l'action en justice des Associations ayant pour but la défense de l'intérêt général.

65. — Mais la jurisprudence admet la recevabilité de l'action d'une Association de chasseurs lorsque celle-ci a fait la preuve d'un préjudice personnel. C'est en ce sens qu'a statué la Cour de Nîmes dans son arrêt du 5 février 1925 (D. 1925-2.103).

« Attendu, lisons-nous, en ce qui concerne l'action civile, que la Fédération départementale de Société de chasse et de pêche, constitue une Association déclarée ayant le droit d'ester en justice.

« Attendu qu'aux termes de l'art. 2 de ses statuts cette Association a pour but général d'assurer par tous les moyens possibles l'amélioration et la protection de la chasse et de la pêche dans le département du Gard et elle se propose notamment de rendre plus facile et plus économique à ses adhérents le repeuplement du gibier et des alevins.

« Attendu qu'il n'est pas douteux qu'une Association de chasseurs ou une Fédération d'Associations de chasseurs, dont le but n'est pas seulement de veiller à la sauvegarde des intérêts généraux de la chasse, mais *qui a pour mission de contribuer à l'aide de ses ressources et dans l'intérêt de ses membres* au repeuplement du gibier sur un territoire déterminé, éprouve un préjudice personnel et direct du fait d'actes abusifs de chasse qui annihilent tout ou partie de ses efforts et portent atteinte à l'intérêt collectif de ses membres, abstraction faite de leurs intérêts individuels.

« Attendu qu'il résulte des statuts que la Fédération a été constituée pour assurer et protéger à l'aide de ressources que lui procurent les cotisations de ses adhérents les droits de chasse et de pêche de ceux-ci dans le département, d'où il suit que le délit était de nature à préjudicier directement aux intérêts collectifs de ladite Association et que par conséquent l'action introduite était recevable ».

Au fond :

« Attendu que la destruction abusive du gibier qui a contribué au dépeuplement dudit gibier, dont la Fédération, partie civile, doit à l'aide de ses ressources assurer le repeuplement dans l'intérêt de ses membres, a porté une atteinte directe à ladite Association qui a droit à réparation de ce chef ».

66. — Ces arrêts ont inspiré deux notes, l'une rapportée sous l'arrêt de la Cour de Nancy, et la seconde sous le dernier arrêt cité de la Cour de Nîmes.

67. — Le rédacteur de la première note, M. André Henry, remarque qu'une Association doit, comme tout plaideur, justifier d'un intérêt direct et personnel pour exercer une action et que l'intérêt qu'elle possède à lutter contre le braconnage n'a pas été jugé suffisant, d'après la jurisprudence tout au moins, pour justifier son action dans le cas envisagé puisqu'il se confond avec l'intérêt général dont la défense relève exclusivement du Ministère Public.

68. — La seconde note, rédigée par M. Marcel Nast, rappelle les arrêts de la Chambre criminelle et de la Cour de Nancy dont nous venons de parler et souligne qu'ils ne sont pas du tout inconciliables avec l'arrêt de la Cour de Nîmes. Les uns comme les autres ont fait une juste application des principes de la recevabilité des actions en matière civile. Tandis, en effet, observe M. Nast, que le Saint-Hubert Club, demandeur dans les premiers cas, est une Association générale qui ne poursuit que la défense des intérêts généraux de la chasse, la Fédération départementale du Gard a notamment pour objet *la défense des intérêts de ses membres* en leur facilitant le repeuplement du gibier sur leurs territoires de chasse. De plus, le délit avait été commis dans le département du Gard et la Cour

de Nîmes a pu avec raison, semble-t-il, déduire des circonstances que le délit poursuivi avait causé un préjudice direct et personnel à la Fédération.

69. — Telle semble être la thèse de la Cour de Cassation qui, presque en même temps, par un arrêt du 3 janvier 1925 (D. 1925-1.85) a déclaré recevable la poursuite intentée par le Président d'une Association de chasseurs, conformément aux statuts, contre une personne qui a chassé sans droits sur le terrain de l'un des associés, ceux-ci ayant mis en commun le droit de chasse sur leurs propriétés; dans ce cas le délit portait en effet directement préjudice au groupement puisque *les intérêts communs de tous les membres étaient lésés* 1.

70. — En résumé donc, il semble que dans les cas étudiés, la jurisprudence exigeant, comme elle le doit, la preuve d'un intérêt personnel à l'Association, trouve cet intérêt dans les intérêts communs à tous les membres de l'Association et communs à eux seuls; dès l'instant où ces intérêts se confondent avec l'intérêt général, l'Association n'est plus recevable à intenter une action en justice.

71. — Nous ne voulons pas passer sous silence, avant d'en terminer avec l'action des Associations de chasseurs, un très curieux arrêt de la Cour d'Appel de Douai du 21 octobre 1913, rapporté au D. 1913-2.366, qui admet la recevabilité et le bien-fondé au fond de l'action d'une Société de chasse qui s'était portée partie civile à l'occasion d'une injure adressée à un garde assermenté au service de ladite Société.

1. Conférer encore sur la même question des jugements des tribunaux correctionnels de Jonzac (*Gaz. du Palais*, 1924-2.251), de Perpignan (*Gaz. du Palais*, du 14 novembre 1924), et un arrêt récent de la Cour de Cassation, du 27 février 1927 (*Gaz. du Palais*, du 24 mars 1927), ce dernier confirmant la jurisprudence de l'arrêt du 15 avril 1923, précédemment cité.

« Attendu, dit l'arrêt, que la Société a un intérêt sérieux à ce que ses gardes particuliers soient respectés lorsqu'ils exercent leurs fonctions et veillent sur les propriétés dont ils ont la garde, qu'elle est recevable à se porter partie civile au même titre que les Compagnies de chemins de fer sont admises à le faire pour les outrages adressés à leurs agents commissionnés; que les injures adressées contre les gardes de la Société de chasse dans l'exercice de leurs fonctions, portent atteinte à leur autorité et lui causent par suite un préjudice. Attendu que ce préjudice est surtout moral et qu'il sera suffisamment réparé par la condamnation de Marécaux à un franc de dommages-intérêts et aux dépens de l'instance... ».

Il faut admettre, pour justifier cet arrêt, que l'atteinte aux intérêts collectifs des membres de cette Société qui s'étaient réservés un droit de chasse dans les propriétés dont la surveillance avait été confiée au garde injurié, résultait du seul fait que les injures proférées à l'égard dudit garde dans l'exercice de ses fonctions, auraient été, faute de sanction, de nature à diminuer son autorité et, par suite, à porter atteinte à la sécurité des propriétés confiées à ses soins. On conviendra que ce préjudice tout à fait éventuel n'aurait pas dû être considéré comme suffisant ni pour faire admettre la recevabilité de l'action de l'Association, ni pour entraîner au fond une condamnation à son profit à des dommages-intérêts.

SECTION IV

De l'action exercée par les Associations de fonctionnaires pour la défense des intérêts de leurs membres

72. — Nous rencontrons ici les célèbres procès intentés par la Fédération des Associations des instituteurs et institutrices de France et des colonies et les Associations ami-

cales départementales contre les Evêques de France, à la suite de la publication de la Lettre pastorale du 14 septembre 1909 dont lesdites Associations jugèrent certaines phrases injurieuses pour leurs membres.

Les relations entre l'école laïque et le clergé catholique de France n'ont jamais été cordiales; à tort ou à raison, ils se considèrent comme des adversaires irréconciliables et la lutte ne s'arrête jamais entre eux. La lettre du 14 septembre 1909 n'est qu'un épisode de cette lutte, retentissant au point de vue juridique, puisqu'il a donné lieu à des décisions jurisprudentielles dont les premières remontent à 1910 et auxquelles le point final n'a été mis que par l'arrêt des Chambres réunies du 15 juin 1923.

73. — En 1909, les Archevêques et les Evêques s'autorisant de leur mission spirituelle, avertirent dans une Lettre¹ rendue publique par sa lecture en chaire le 1^{er} octobre 1909 dans les églises et les chapelles de France, les pères de famille du danger que l'école publique prétendue neutre faisait courir à la foi de leurs enfants. Les instituteurs sentirent l'attaque et se préparèrent à la riposte. Plusieurs phrases furent relevées par leurs Associations dans le mandement épiscopal où celles-ci crurent trouver la base de l'action qu'elles se proposaient d'intenter devant les tribunaux pour obtenir réparation du préjudice matériel et moral qu'elles soutenaient avoir été commis à l'égard de leurs adhérents. Voici en particulier, deux de ces phrases :

« Outre le péril de la foi, il y a le péril de la vertu; vous (les pères de famille) devez vous en préoccuper aussi, surtout s'il s'agit de ces écoles mixtes où l'on pratique par le mélange des enfants des deux sexes un système d'éducation contraire à la morale et tout à fait indigne d'un peuple civilisé... ».

1. On trouvera le texte de cette lettre dans la *Revue d'organisation et de défense religieuse*, 1909, page 545.

.....

« A l'heure actuelle, personne ne peut le nier, un grand nombre d'écoles soi-disant neutres ont perdu ce caractère; les instituteurs qui les dirigent ne se font pas scrupule d'outrager la foi de leurs élèves et ils commettent cet inqualifiable abus de confiance, soit par les livres classiques, soit par l'enseignement oral, soit par mille industries que leur impiété leur suggère ».

74. — Les Amicales se concertèrent sur une méthode et sur une action communes; elles convinrent d'une action devant les tribunaux par les Amicales départementales, la Fédération nationale intervenant dans toutes les instances ainsi engagées, et elles choisirent comme base de leur assignation l'art. 1382 du Code civil, arguant du dommage que causaient illicitement les passages sus-relatés de la Lettre pastorale aux intérêts collectifs de leurs membres ainsi qu'à leur dignité professionnelle collective, délit civil dont elles entendaient demander réparation. L'honneur professionnel des instituteurs se trouvait entaché par la lettre collective de l'épiscopat, soutenaient les Associations intéressées ; leur probité morale était, en effet, mise en doute; de plus la noirceur des desseins qu'on leur prêtait et l'accusation d'impiété lancée contre eux étaient de nature à les diminuer dans l'estime des parents qui doivent leur confier leurs enfants. Ainsi se trouvaient injustement amoindris l'autorité et le prestige de ceux qui sont préposés à l'éducation de ces enfants; c'est le patrimoine d'honneur, la réputation du corps tout entier qui se trouvaient en jeu. Bien qu'aucun éducateur n'ait été d'ailleurs spécialement visé, l'imprécision peut-être intentionnelle des termes employés pouvait permettre de supposer qu'on avait voulu les atteindre tous; l'Amicale qui les représente tous était donc qualifiée pour défendre la profession qui constitue le métier d'instituteur.

Lui refuser le droit d'agir, c'eût été, puisqu'aucun instituteur n'était nommément désigné par le document incriminé,

miné, laisser sans réparation le préjudice matériel et moral qui en résulte et les intérêts collectifs de ces fonctionnaires sans défense contre les attaques violentes et répétées dont ils sont l'objet.

Telle était la thèse des Associations d'instituteurs qui fut tout d'abord soutenue en 1910 et 1911 devant cinq tribunaux de première instance; trois, ceux de Reims, d'Arras, de Cahors s'y montrèrent favorables, tandis que deux, ceux de Nancy et de Rodez, repoussèrent l'action desdites Associations. Examinons successivement les arguments des uns et des autres.

75. — Dans la première doctrine, la recevabilité de l'action des Amicales est basée sur un argument de texte, L'art. 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 est conçu, dit-on, dans les mêmes termes que l'art. 6 de la loi du 21 mars 1884; or, en 1910, la jurisprudence avait fini par reconnaître l'action des Syndicats professionnels pour la réparation du dommage éprouvé par la collectivité qu'ils représentent; si donc, l'Association professionnelle légalement constituée a visé dans ses statuts la défense des intérêts professionnels qui appartiennent à la collectivité, on est nécessairement conduit à décider que, à l'exemple d'un Syndicat professionnel, cette Association est habile à exercer les actions ayant un caractère professionnel collectif, la défense des intérêts généraux de ses membres étant l'essence même de sa mission corporative, dès lors, bien entendu, qu'elle aura fait la preuve qu'elle agit pour la protection de ces intérêts généraux.

C'est ce que précise tout particulièrement le jugement du tribunal d'Arras du 25 mai 1910 (S. 1912-2.11), qui s'exprime ainsi :

« Attendu que la Lettre pastorale conçue en termes généraux vise toute l'école laïque, la collectivité des instituteurs et des institutrices, sans se borner à signaler des défaillances individuelles, qu'elle frappe de discrédit l'instituteur de l'école laïque dans toute l'étendue du territoire

car en conformité de la Lettre pastorale celle-ci fut lue dans toutes les églises, chapelles, le dimanche 1^{er} octobre » ;

« Attendu dès lors que la profession d'instituteur a subi un préjudice moral et qu'elle est valablement représentée par les Associations demanderesses qui se trouvent avoir qualité pour ester en justice ».

Les mêmes arguments se trouvent exposés dans le jugement du tribunal de Cahors du 13 juillet 1910 (S. 1912-2.13) sous une forme un peu différente.

« Attendu que les deux Associations demanderesses ont bien pour *but la défense des intérêts matériels et moraux de leurs membres*, mais qu'elles ne peuvent agir que pour la défense d'un intérêt collectif ».

« Attendu que les attaques de la Lettre pastorale sont dirigées d'une façon générale contre toute l'école laïque, qu'elle jette le discrédit sur le corps entier des instituteurs publics et que tout individu, par le seul fait qu'il exerce cette profession, se trouve déconsidéré dans l'esprit de ceux qui ont eu connaissance de la Lettre et qui en ont admis la doctrine et les idées, *que tous les instituteurs subissent donc de ce chef un préjudice moral et que les Associations qui les représentent ont donc bien un intérêt corporatif ou collectif à poursuivre la réparation de ce préjudice* ».

76. — La question de recevabilité ainsi tranchée et l'intérêt pour agir étant aux yeux des rédacteurs des trois jugements suffisamment démontré, il restait la question de fond, c'est-à-dire celle de savoir si les allégations de la Lettre pastorale incriminée avaient en réalité causé un dommage aux intérêts des Associations demanderesses.

Le tribunal de Reims (jugement du 25 février 1910 S. 1912-2.6) n'a pas hésité à l'admettre; le fait de mettre en suspicion non déguisée l'honnêteté et les mœurs des instituteurs, sans viser d'ailleurs aucun fait susceptible

de preuve, lui a semblé constituer l'élément préjudiciable, base de l'action en dommages-intérêts intentée par les Associations demanderesses; il écarte délibérément l'argument par lequel le Cardinal-Archevêque de Reims prétendait que la Lettre pastorale ne visait pas la généralité du corps enseignant, mais simplement des « défaillances individuelles », et que les Associations ne seraient dès lors pas fondées à réclamer la réparation d'un préjudice qu'elles n'auraient pas subi. Il fait observer à ce sujet que la Lettre, en indiquant aux parents que les écoles neutres sont « dangereuses pour la vertu des élèves », a bien visé la généralité des maîtres car en parlant des instituteurs auxquels on n'a rien à reprocher elle dit « on trouve encore... »; cela implique que ces instituteurs sont une minorité; dès lors conclut-il : « la corporation est atteinte dans ses intérêts professionnels et peut par suite prétendre obtenir réparation du préjudice causé à la collectivité ».

Quant aux jugements d'Arras et de Cahors ils se bornent à constater que *les phrases incriminées de la Lettre sont des allégations « malveillantes et injustes » de nature à porter atteinte à la considération de tous les instituteurs publics et par suite des Associations demanderesses*, et, en conséquence, suffisantes pour servir de base à une action en dommages-intérêts.

77. — Analysons maintenant les jugements des tribunaux de Nancy et de Rodez qui ont repoussé l'action des Associations d'instituteurs.

Les rédacteurs de ces jugements donnent deux argument principaux contre la thèse des Amicales.

78. — En premier lieu, ils n'admettent pas qu'il y ait lésion des intérêts collectifs des Associations demanderesses.

« Attendu, dit le tribunal de Nancy (jugement du 18 mars 1910, S. 1912-2.11), que le dommage causé revêt une

forme personnelle et individuelle en ce qu'il dépend de l'appréciation de la personne lésée, que si les instituteurs lésés veulent agir, ils le peuvent individuellement, mais que ce droit n'appartient pas aux Associations agissant en leur nom pour le compte de la collectivité.

« Attendu que le préjudice ne devient pas collectif par la totalisation des préjudices individuels plus ou moins nombreux, qu'il ne peut être réputé collectif que s'il est porté à la profession elle-même, aux intérêts généraux qui y sont inhérents et si en outre il se répercute directement sur la collectivité entière.

« Attendu que la portée générale et vague des faits reprochés par les Associations ne permet pas de préciser suffisamment la nature du préjudice causé aux intérêts collectifs dont les Associations demanderesses revendiquent la défense et d'affirmer que ce préjudice est direct et actuel, que de ce chef l'action n'est pas recevable ».

79. — En second lieu, les deux tribunaux se trouvent d'accord pour reconnaître que même si l'existence d'un préjudice causé aux intérêts collectifs était démontré, l'action intentée par les Amicales ne serait pas davantage recevable parce que « ces intérêts, nécessairement d'ordre professionnel, se confondent avec la fonction elle-même, que celle-ci est créée par la puissance publique en vue d'un service et pour la satisfaction d'un intérêt public, que, par conséquent, il n'appartient qu'aux pouvoirs publics d'assurer la direction et la défense des services publics ». (Jugement de Nancy).

Et le même jugement précise que si les statuts d'une Association de fonctionnaires prévoyaient la défense des intérêts professionnels des membres de cette Association, la légalité de cette clause serait des plus contestables parce qu'il en résulterait une assimilation des Associations aux Syndicats impossible à admettre, les intérêts professionnels auxquels le législateur a permis de se grouper pour leur défense étant d'ordre strictement privé, alors qu'en l'espèce il s'agit d'un intérêt d'ordre public.

Au surplus, font remarquer les rédacteurs dudit jugement, l'art. 21 de la loi de 1901 n'a-t-il pas dit qu'il n'était en rien dérogé à la loi de 1884, et ne s'ensuit-il pas qu'aucune Association professionnelle ne peut se constituer sans un texte nouveau et, comme conséquence dernière, que si les fonctionnaires peuvent s'associer, ce ne peut être pour la défense des intérêts professionnels.

C'est la même opinion qui est exprimée dans le jugement du tribunal de Rodez du 9 février 1911 (S. 1912-2.14) qui constate que la loi de 1901 autorise bien les Associations à agir en justice, mais « qu'une Association de fonctionnaires ne peut avoir de droits plus étendus que ses membres et que celui-ci ne représente pas les intérêts civils de son Administration; qu'elle est donc inhabile à demander à son profit la réparation pécuniaire du préjudice porté à l'Administration par un tiers; qu'au surplus elle ne peut alléguer les droits des Syndicats professionnels, que les droits de ceux-ci leur ont été accordés par des dispositions législatives spéciales qu'on ne saurait sans excès de pouvoir étendre par analogie ».

80. — Il est intéressant de constater que les arguments des deux doctrines s'opposent de front; l'une admet la recevabilité de l'action des Amicales par rapprochement des art. 6 des lois des 21 mars 1884 et 1^{er} juillet 1901, l'autre repousse cette action en niant la possibilité d'une identité de but entre l'action d'un syndicat et l'action d'une Association de fonctionnaires. S'agit-il, d'autre part, de s'assurer de l'existence d'un intérêt collectif, base nécessaire de l'action, la doctrine favorable à la recevabilité de cette action trouve plusieurs raisons probantes, tandis que le tribunal de Nancy estime qu'il n'y a pas de préjudice collectif prouvé.

81. — Comment allaient statuer au milieu de ces arguments divers et si opposés les Cours de Paris et de Douai à qui les jugements des tribunaux de Reims et d'Arras, frappés d'appel, avaient été déférés,

Elles n'hésitèrent pas à confirmer ces jugements en adoptant les arguments de ces tribunaux.

82. — Sur la question de la recevabilité, la Cour de Paris (S. 1912-2.9), estime que l'existence d'un intérêt collectif pour agir est démontrée, parce que l'assignation des Associations demanderesses réclame la réparation d'un préjudice causé par des énonciations outrageantes et non justifiées aux intérêts matériels et moraux des membres à la fois de l'enseignement primaire et des deux Associations, et du discrédit jeté sur leurs actes dans un service public; que les statuts visent la sauvegarde des mêmes intérêts et que, dès lors, ils autorisent les deux Association à ester en justice pour leur défense.

83. — Elle écarte les arguments des tribunaux de Nancy et de Rodez touchant la légalité contestable du but des Associations de fonctionnaires lorsque ce but est précisément la défense de ces intérêts, en faisant observer que les textes de la loi de 1901 sont très larges et que toute Association régulière peut ester en justice sans restriction, sous les réserves d'ordre public, bien entendu, et que, dans ces conditions, et, sauf ces réserves, ce sont simplement leurs statuts qui traceront les limites de la sphère d'action réservée aux groupements de la loi de 1901.

84. — Sur le fond, la même Cour estime que les allégations contenues dans la Lettre pastorale sont « de la plus haute gravité..., qu'elles atteignent injustement les maîtres aux points les plus sensibles de leur considération, et nuisent à la réputation de modestes institutrices..., que ces allégations sont injustifiées... et qu'elles constituent à la charge des signataires qui ont outrepassé les droits de la libre critique une faute civile dont ils doivent réparation aux deux Associations demanderesses ».

85. — C'est aussi dans le même sens et avec des arguments semblables que la Cour de Douai (S. 1912-2.11),

admet, comme celle de Paris, la recevabilité de l'action des Associations à qui elle reconnaît pleine capacité pour défendre la profession d'instituteur; sur la question de fond, la Cour estime que les signataires ont commis une faute en imputant à tort aux fonctionnaires incriminés une violation préméditée de la neutralité scolaire et que, de ce fait, la condamnation aux dommages-intérêts prononcée par le tribunal d'Arras est justifiée.

C'était donc donner une adhésion complète à la thèse de la Fédération nationale et des Amicales départementales.

86. — Le cardinal-archevêque de Reims qui avait porté l'affaire devant la Cour de Paris ne se tint pas pour battu; il forma un pourvoi devant la Cour de Cassation dont la Chambre civile, par son arrêt du 4 mars 1913, S. 1913-1.345, cassa l'arrêt de la Cour de Paris. La Chambre civile, tout en ne contestant pas la légalité des Associations de fonctionnaires, et, tout en reconnaissant leur capacité d'agir contre l'Administration pour la défense des intérêts de carrière de leurs membres, conformément à la jurisprudence précédemment inaugurée par le Conseil d'Etat, n'admit pas le droit pour ces Associations d'intenter une action pour la défense des intérêts professionnels de ceux-ci contre des tiers étrangers à l'Administration.

« Attendu qu'une telle interprétation des statuts (celle donnée par la Cour de Paris), attribue aux Associations un objet incompatible avec les lois relatives à l'organisation de la fonction publique et par suite illicite.

« Attendu, en effet, que les passages du document incriminé, relevés dans l'assignation et retenus par l'arrêt ne visent pas spécialement les membres des deux Associations, mais bien l'ensemble des instituteurs et institutrices laïques de France que lesdites Associations ne représentent pas, qu'ils sont de nature à compromettre la considération du personnel entier de l'enseignement primaire

et à diminuer ainsi l'autorité d'un service public dont la direction et la surveillance incombent à l'Etat.

« Attendu que les fonctionnaires en s'associant ne sauraient, sans usurper les attributions essentielles de l'Etat, assumer à l'encontre des tiers la protection des intérêts généraux de la fonction qu'ils exercent et dont l'Administration supérieure doit demeurer seule juge et gardienne exclusive, que leur reconnaître une pareille prérogative serait assimiler les Associations qui leur sont permises, aux syndicats qui leur sont interdits; d'où il suit que, ni l'Association fraternelle des instituteurs de la Marne, ni la Fédération des Amicales des instituteurs et institutrices, n'avaient qualité pour déférer à la justice des attaques qui ne pouvaient avoir pour résultat de mettre en péril les intérêts professionnels de leurs membres et qui étaient dirigées, sans considération de personnes, contre le fonctionnement de l'enseignement primaire public et laïque en France ».

Ainsi, par cet arrêt, et en s'appuyant sur les considérations d'ordre public déjà invoquées par les tribunaux de Nancy et de Rodez, la Chambre civile rejetait catégoriquement la doctrine des jugements de Reims, d'Arras et de Cahors qu'avaient entérinée les Cours de Paris et de Douai.

87. — La Cour d'Orléans, appelée à statuer à nouveau sur cette affaire comme Cour de renvoi, reprit courageusement à son compte cette doctrine dans un arrêt très fortement motivé du 10 décembre 1913, S. 1914-2.97.

Quatre chefs d'irrecevabilité des actions des Associations demanderesses étaient soutenus devant la Cour d'Orléans par le cardinal Luçon. Elle les a écartés tous.

88. — En premier lieu, l'arrêt déclare qu'on ne saurait admettre, comme le prétend le demandeur, que les statuts desdites Associations n'ont prévu que la défense des intérêts de carrière de leurs membres; la défense des intérêts

matériels et moraux y est expressément indiquée et, par suite, la considération professionnelle qui rentre dans ces intérêts n'excède pas la capacité statutaire des groupements envisagés.

89. — En second lieu, à l'argument admis par la Cour de Cassation et suivant lequel les Associations demanderesse ne représentent pas le corps entier des instituteurs visé dans la Lettre pastorale et ne devraient pas pour cette raison avoir qualité pour agir, la Cour d'Orléans répond en précisant *que le caractère collectif de l'action litigieuse doit être déterminé non pas suivant la composition numérique de l'Association, mais suivant que l'action a pour objet la défense d'intérêts communs à la collectivité des associés et solidaires de la corporation tout entière.*

90. — La Cour écarte le troisième chef d'irrecevabilité basé sur le fait que, s'il y a eu lésion, celle-ci ne porte que sur des intérêts individuels que les Associations n'ont pas qualité pour défendre, en faisant remarquer que le préjudice est au contraire bien collectif parce qu'il n'est pas susceptible d'appréciation individuelle, mais qu'il affecte, sans limite de groupe ni de région, en même temps que le personnel entier des instituteurs, la collectivité des Associations, et qu'il a ainsi lésé directement les intérêts des associés.

91. — Quant au quatrième moyen d'irrecevabilité admis par la Cour de Cassation et basé sur le caractère illicite du but d'une Association de fonctionnaires, lorsque ce but est la défense des intérêts professionnels desdits fonctionnaires, la Cour d'Orléans ne l'admet pas davantage. Elle fait observer que la loi de 1901 est très générale et que, par conséquent, l'objet d'une Association constituée sous ce régime peut consister dans la défense d'intérêts professionnels sans être pour cela illicite; au surplus l'article 21 de ladite loi n'a pas la signification

qu'on lui prête; on n'a pas eu l'intention par ce texte d'interdire aux associés l'exercice d'actions similaires aux actions syndicales, mais simplement de maintenir aux syndiqués les avantages de leur législation propre. Si donc le bénéfice de la loi de 1884 n'a pas été accordé aux fonctionnaires, c'est que leur profession n'appartient pas à celles où l'on peut s'associer sous la forme syndicale, mais non parce qu'on leur a refusé le droit de défendre leurs intérêts professionnels. Au surplus, remarque la Cour, pourquoi confondre deux choses, *le prestige de la fonction* et *l'honneur du fonctionnaire*; si l'Association n'a pas qualité pour défendre la première, elle l'a pour défendre la seconde, car le fonctionnaire est propriétaire du bien moral qu'est son honneur, puisque certaines dispositions législatives impliquent la reconnaissance de cette propriété. Cette distinction permet de dire que le but de l'action des Associations demanderesses ne contrevient, ni à la législation de l'enseignement, ni à une autre disposition légale.

92. — Sur le fond, la Cour d'Orléans ne retient comme élément de préjudice que la seconde des phrases de la Lettre pastorale que nous avons précédemment citées. Elle estime qu'il y a là des critiques abusives qui ne concernent pas le fonctionnement de l'enseignement laïque en France, mais bien le personnel chargé dudit enseignement, ou tout au moins la fraction la plus importante, dans sa façon d'enseigner et, par cela même, les Associations demanderesses qui le représentent; qu'en particulier, l'accusation d'impiété agissante est abusive et constitutive d'un quasi-délit qui a causé aux Associations demanderesses un préjudice incontestable parce qu'il a nui à l'autorité et à la considération des maîtres dans l'esprit des élèves et des parents et, qu'en définitive, il a mis en péril les intérêts professionnels moraux des instituteurs et qu'ainsi se trouve justifiée la condamnation en dommages-intérêts prononcée par les premiers juges.

93. — La Cour d'Orléans se prononçait donc en définitive contre la thèse de la Chambre civile de la Cour de Cassation et son arrêt allait nécessiter dans ces conditions l'intervention des Chambres réunies pour fixer la jurisprudence en la matière. L'affaire, interrompue en raison de la période de guerre, ne revint devant la Cour de Cassation que le 15 juin 1923 (S. 1924-1.49) qui, toutes Chambres réunies, sur le rapport de M. le conseiller André Boullloche, confirma purement et simplement la thèse adoptée par sa Chambre civile en 1913.

94. — Pour justifier sa décision et écarter par conséquent l'action des Amicales, la Cour se base sur trois raisons : d'abord, sur le fait qu'une Association, à la différence d'un Syndicat, ne représente pas de plein droit la profession de ceux qui en font partie. Elle considère en outre, reprenant l'argument donné par le Tribunal de Nancy et la Chambre civile, « qu'une Association formée par des fonctionnaires ne saurait valablement ester en justice pour défendre la considération d'une profession qui n'est que l'exercice d'une fonction publique, la défense de cette considération se confondant nécessairement avec la défense de la fonction publique elle-même; qu'une action tendant à cette fin ne rentrerait pas dans les prévisions de l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901, puisqu'elle aurait un objet incompatible avec les lois relatives à l'organisation de la fonction publique et, par suite, illicite »; pour la Cour, c'est à l'Etat seulement qu'il appartient d'assumer cette défense. Enfin, remarque-t-elle, ce sont tous les instituteurs et institutrices de France qui ont été visés par la Lettre pastorale et les Associations demanderesses, qui ne les représentent pas tous, n'ont pas qualité pour intervenir.

95. — Comme on peut s'en douter, toutes ces décisions si contraires ont soulevé de très vives controverses dans la doctrine et ont rencontré des adversaires et des partisans déterminés.

96. — M. Chavegrin, dans une série de notes insérées au Sirey lors de la publication dans ce recueil des jugements et arrêts sus-rapportés (S. 1912-2.1, 1913-1.345, 1914-2.97, 1924-1.49), a soutenu très vigoureusement la thèse de la non-recevabilité des actions des Associations de fonctionnaires.

97. — Pour M. Chavegrin, ces Associations sont en premier lieu illégales en raison du but même qu'elles se proposent; de ce fait, dans son opinion, la question de l'action en justice desdites Associations n'aurait pas même lieu d'être posée. A son avis, en effet, une Association constituée en vue de la défense des intérêts professionnels de ses membres doit nécessairement emprunter la forme syndicale, et on sait que les fonctionnaires, de l'avis unanime, ne peuvent pas revendiquer le bénéfice de la loi de 1884; telle est à son sens l'interprétation qu'il convient de donner à l'article 21 de la loi de 1901, interprétation contraire à celle de la Cour d'Orléans sur le même texte et sur laquelle nous n'insistons pas. Nous passerons également sur les arguments extra-juridiques donnés par le savant professeur, qui estime que les Associations de fonctionnaires seront dangereuses pour la bonne marche des services publics parce que, dit-il, « elles feront surtout leurs affaires et non celles du public ».

98. — M. Chavegrin ne s'arrête pas d'ailleurs à ces seuls arguments; juridiquement, dit-il, ces Associations ne peuvent se constituer valablement, car elles sont tournées, d'après l'objet même qu'elles se proposent, contre la hiérarchie administrative et, par conséquent, contre les lois dont elles tendent à entraver la mise en œuvre; or, l'article 3 de la loi de 1901 frappe de nullité les Associations de ce genre. Le Conseil d'Etat, il est vrai, a admis la recevabilité des actions intentées par des Associations de fonctionnaires contre des décisions hiérarchiques rendues en matière de nominations, avancements,

révocations; mais cette jurisprudence est très critiquable aux yeux de M. Chavegrin; d'après lui, en effet, ce sont les lois ou les règlements qui ont fixé les conditions suivant lesquelles les fonctionnaires seraient nommés, révoqués ou bénéficieraient d'un avancement de classe; quelques-unes même de ces lois ont associé dans une certaine mesure le personnel à ces nominations ou à ces avancements; telle la loi du 30 octobre 1886 qui attribue le droit de nomination ou de révocation des instituteurs au Préfet après intervention du Conseil départemental qui comprend précisément des instituteurs représentant l'ensemble de leurs collègues. Admettre l'intrusion des Associations professionnelles, c'est tolérer une violation formelle de la réglementation prévue; l'écarter, comme on devrait le faire, ce serait reconnaître que ces Associations constituent des organismes parasites fonctionnant en marge de la loi et somme toute illégaux.

99. — Au surplus, même si les interventions des Associations devant le Conseil d'Etat ne devaient donner lieu à aucune critique, M. Chavegrin ne pense pas que la jurisprudence du Haut Tribunal administratif puisse être invoquée dans le cas envisagé. Il ne s'agit plus, en effet, de nomination faite contrairement au règlement et, par conséquent, de « passe-droit » à redresser, mais de l'appréciation d'actes ayant pour auteurs des tiers étrangers à l'Administration; le procès n'est donc pas dirigé contre la même partie que dans les cas où le Conseil d'Etat s'était laissé saisir; de plus, l'action des Associations est ici simplement soumise à l'autorité judiciaire. Ces deux différences ont une portée considérable d'après M. Chavegrin. Alors que des actes arbitraires de l'Administration en matière de nomination ou d'avancement risqueraient de demeurer sans sanction si l'Association des fonctionnaires n'intervenait pas, car l'Administration ne se frapperait pas elle-même, ce risque disparaît lorsqu'il s'agit de réprimer un acte émanant d'un tiers, puisque l'autorité dont dépendent les fonctionnaires pourra déférer à

la justice les actes qui lèsent leurs intérêts corporatifs, tout au moins lorsque les lois auront prévu des peines contre les coupables. Si aucune peine n'est prévue, c'est que les faits reprochés ne sont pas graves et, dans ces conditions, l'Association n'a pas à intervenir; ce sera à chacun des agents qui s'estimera lésé de se pourvoir individuellement pour réclamer les réparations qu'il croira lui être dues. Admettre l'action de l'Association, c'est s'exposer à voir engager des poursuites par un organisme irresponsable dans des circonstances où l'autorité supérieure aurait peut-être jugé utile de s'abstenir et, par conséquent, c'est encore tolérer ici, une fois de plus, la mise en échec de cette autorité par l'Association. Le danger serait moindre si l'action du groupement était déférée au Conseil d'Etat, car celui-ci, pénétré de l'esprit administratif, ne laisserait pas les Associations prendre une activité inquiétante. Mais les actions engagées devant les autorités judiciaires pourront être funestes à l'Administration, alors que précisément, lorsqu'il s'agit de l'Administration, la loi a établi la séparation des pouvoirs.

100. — Aussi M. Chavegrin ne pouvait-il manquer d'approuver l'arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation et l'arrêt des Chambres réunies du 15 juin 1923 ¹, tout en regrettant d'ailleurs que ces arrêts ne se soient pas prononcés pour l'illégalité des Associations de fonctionnaires. Mais il constate avec satisfaction qu'à deux

1. M. Chavegrin estime toutefois que l'argument donné par la Cour contre la recevabilité de l'action des Amicales, tiré du fait qu'une Association ne représente pas de plein droit la profession, ne doit pas être retenu. Ou bien il faut imposer le Syndicat comme seul organisme capable de personnifier une profession, ou bien, si l'on reconnaît que la forme de l'Association peut être utilisée pour la représentation des intérêts professionnels, il faut, en présence de l'identité des textes des lois de 1884 et 1901 (art. 6 des deux lois), laisser au groupement constitué conformément à la dernière de ces lois la faculté d'agir en justice pour la défense des intérêts dont il s'est constitué gardien.

reprises la Cour suprême a très nettement précisé que les Amicales d'instituteurs n'avaient pas qualité pour défendre la fonction publique qui constitue la profession d'instituteur, non seulement lorsqu'il s'agit de réprimer des attaques portant sur l'organisation de l'enseignement primaire, mais même lorsque ces attaques visent la façon dont cet enseignement est donné par les maîtres. Dans les deux cas, d'après M. Chavegrin, c'est bien l'Administration qui doit rester maîtresse de la ligne de conduite à suivre, en ce qui concerne l'opportunité des poursuites à intenter, car, dans les deux cas, c'est elle seule qui est visée; elle l'est sans aucun doute lorsqu'il s'agit de l'organisation de l'enseignement, par exemple, comme dans l'espèce envisagée, de la création d'écoles mixtes dénoncées dans la Lettre pastorale comme contraires à la morale; elle le demeure encore dans le second, car si les instituteurs ont pu enfreindre la neutralité scolaire, c'est avec l'assentiment ou la tolérance de ceux qui les surveillent, et l'accusation portée contre les maîtres atteint plus l'Administration que ceux-ci. C'est donc elle qui est seule qualifiée dans tous les cas pour intenter des poursuites, si elle les juge utiles. La Cour de Cassation marque ainsi la différence entre les intérêts généraux de la fonction dont la défense appartient seulement à l'Administration, et les intérêts de carrière pour la défense desquels les fonctionnaires associés peuvent valablement agir. Les jurisprudences des deux Hautes Juridictions s'harmonisent et ne se contredisent pas.

101. — Au troisième argument donné par la Cour de Cassation, le défaut d'intérêt collectif des Associations pour agir, M. Chavegrin apporte également son adhésion sans restriction; il remarque que la Lettre pastorale n'a pas visé les Associations intervenantes, mais les maîtres non autrement désignés d'un grand nombre d'écoles. Tous les instituteurs sont en jeu et on les défend tous; les Associations n'agissent donc pas seulement pour leurs adhérents, mais dans l'intérêt général de tous les instituteurs

qui dépasse les intérêts de leurs seuls membres; en définitive elles n'ont donc pas d'intérêt personnel et qui leur soit propre pour agir, et c'est encore une raison pour que leur action soit repoussée.

102. — Dans deux notes publiées au recueil Dalloz (D. 1913-1.321 et 1924-1.153) sous les divers jugements et arrêts dont nous avons parlé, M. Rolland a soutenu la thèse contraire à celle de M. Chavegrin. Deux questions se trouvent posées, constate-t-il, à propos des procès intentés par les Amicales : les Associations de fonctionnaires sont-elles licites; dans l'affirmative quelle est leur sphère d'activité ?

103. — Sur le premier point, M. Rolland rappelle, pour la critiquer, la distinction traditionnelle admise par la jurisprudence et la quasi-unanimité de la doctrine entre le Syndicat interdit aux fonctionnaires et l'Association qui leur est permise. Pour lui, en effet, cette distinction est mal fondée. Elle repose tout d'abord sur l'idée fausse que la loi du 21 mars 1884 a entendu viser seulement les professions d'ordre privé, alors que la loi de 1901 serait d'ordre général; rien n'est moins sûr, déclare M. Rolland, les auteurs de la première loi n'ayant à vrai dire pas songé aux agents publics, ni pour leur interdire, ni pour leur permettre de se syndiquer. On dit aussi que le syndicat est incompatible avec les idées de hiérarchie et de discipline qui sont à la base des rapports entre les fonctionnaires et leurs chefs de service; mais on peut remarquer que les Associations seront aussi dangereuses pour la hiérarchie; les grèves des agents des postes n'ont-elles pas été dirigées par des Associations d'agents constituées en vertu de la loi de 1901. On pourrait même dire encore que l'Association de fonctionnaires, aussi bien que le Syndicat qu'ils auraient pu constituer, est contraire aux lois existantes, par conséquent tombe sous le coup de l'art. 3 de la loi de 1901, puisque les agents, lorsqu'ils s'unissent simplement pour la

défense de leurs intérêts de carrière, poursuivent un but contraire aux lois réglementant l'organisation des Services publics. Aussi le problème, pour M. Rolland, n'est pas tant de savoir si c'est sous la forme syndicale ou sous l'empire de la loi de 1901 que les fonctionnaires pourront se grouper, mais plutôt de décider s'ils auront le droit de se grouper quelle que soit la forme de groupement qu'ils utiliseront.

104. — La question la plus importante soulevée par l'affaire des Amicales ne concerne pas d'ailleurs le seul point de vue de la légalité de ces Associations admise aujourd'hui presque par tous. Elle réside plutôt dans la détermination de leur sphère d'action, particulièrement lorsqu'il s'agit pour elles d'ester en justice, et lorsqu'il y aura lieu à ce sujet de préciser l'intérêt collectif pour la défense duquel le groupement doit pouvoir agir, mais dont il devra justifier pour faire admettre la recevabilité de son action. A ce propos, M. Rolland critique l'argument principal sur lequel s'est basé la Cour de Cassation pour écarter l'action des Amicales et qui consiste à soutenir que la défense des intérêts généraux de la fonction incombe exclusivement à l'Etat et que, par conséquent, ces intérêts ne rentrent pas dans la catégorie des intérêts collectifs dont l'Association peut légitimement se constituer gardienne.

105. — A cet égard, M. Rolland souligne une distinction déjà signalée d'ailleurs, qu'il conviendrait de faire entre le service public et la fonction. Le service public, dit-il, c'est un ensemble de personnes, de matériel et de procédés juridiques et techniques; en un mot, c'est une institution publique fonctionnant sous la haute direction du gouvernement en vue de pourvoir à des besoins collectifs. La fonction, c'est l'activité de ceux qui, dans les divers postes créés par ceux qui ont institué le service, assurent la marche de celui-ci. Cette fonction, envisagée du point de vue de la personne morale, maîtresse du ser-

vice, c'est l'exercice d'une compétence, l'accomplissement par des procédés déterminés, d'une tâche précisée par les règlements. Mais du point de vue de l'agent qui occupe l'emploi, la fonction, c'est une manière de gagner sa vie et de remplir sa tâche sociale; en un mot, c'est une profession. On doit tirer de cette distinction que, s'il s'agit de défendre le service lui-même, ce sont les gouvernants seuls qui peuvent intervenir, puisque ce qui est en cause, c'est l'Institution publique et non ses agents. Mais s'il s'agit de défendre la profession, ce sont les hommes qui l'exercent et qui se trouvent privés ou menacés d'être privés du moyen de gagner leur vie à la suite de critiques excessives ou injustes qui doivent normalement pouvoir intervenir. S'ils se sont groupés pour défendre *leurs intérêts de profession*, ces groupements doivent également pouvoir intervenir. C'est, remarque M. Rolland, l'idée qui a inspiré le Conseil d'Etat quand il a admis la recevabilité des recours pour excès de pouvoir intentés par une Association de fonctionnaires, car l'Association défend ainsi *les intérêts de carrière* de ses membres, c'est-à-dire *la profession* qui leur est commune.

La Cour de Cassation n'a pas admis cette distinction, ou plutôt, elle l'a constatée, mais pour déclarer qu'elle était sans intérêt en ce qui concerne la réaction contre les attaques des tiers touchant à la considération de la profession. Défendre cette considération, défendre le service et défendre la fonction, c'est tout un pour la Cour. C'est là une affirmation erronée d'après M. Rolland, car si les attaques dirigées contre le service public aboutissent à le déconsidérer, elles n'en ont pas moins pour résultat principal et immédiat de déconsidérer les agents, surtout, comme c'était le cas dans l'espèce, lorsqu'elles visent principalement la façon dont ceux-ci remplissent la fonction qui leur a été confiée. Il est donc juridiquement admissible que les représentants qualifiés de ces agents, c'est-à-dire leurs Associations, interviennent, en l'absence de textes contraires, pour défendre leur considération d'hommes exerçant une profession déterminée.

103. — M. Rolland n'admet pas davantage le second argument de la Cour de Cassation tiré du principe, non démontré à son avis, que seul le syndicat représente la profession et est qualifié pour en défendre les intérêts généraux, tandis que l'Association, au contraire, ne représente pas de plein droit la profession de ceux qui en font partie¹. C'est une simple affirmation, dit-il, facilement réfutable. Il est en effet aujourd'hui admis par la jurisprudence elle-même, que les personnes qui veulent s'unir pour la défense de leurs intérêts professionnels peuvent se constituer à leur choix en Syndicat ou en Association. Mais si une telle interprétation est conforme aux textes, pourquoi les Associations ne pourraient-elles pas jouer le même rôle de défense et d'étude que les Syndicats, et, partant, pourquoi ne pas leur reconnaître qualité pour défendre en justice la profession exercée par leurs membres. Il ne pourrait en être autrement que si les textes relatifs à la capacité d'agir en justice des deux groupements différaient. Or, au moment où a été engagé le procès des Amicales, ils étaient les mêmes. Comment donc donner à deux textes identiques une interprétation différente. A ce sujet, M. Rolland signale l'opinion de certains auteurs qui soutiennent que la loi de 1884 en créant les Syndicats professionnels avait entendu en faire des organismes de droit public qualifiés pour représenter au sein de l'Etat la profession organisée, alors que la loi de 1901 n'aurait permis aux individus de s'unir que dans le cadre du droit privé et des institutions juridiques préexistantes, ce qui impliquerait que l'Association n'aurait pas qualité pour représenter la profession de ses membres. Cette argumentation est à son avis insoutenable, car rien ne démontre que telle a été la conception du législateur de 1884 en ce qui concerne le rôle du Syndicat. Quant à affirmer qu'on a cantonné les Associations de la loi de

1. C'est le seul point sur lequel M. Rolland paraît être d'accord avec M. Chavegrin. Voir *supra*, la note à la page 75.

1901 dans le domaine des intérêts privés, c'est exactement le contraire qui est vrai, car cette loi est une loi générale, intéressant la vie publique aussi bien que la vie privée, puisque très souvent son but est d'ordre général partiellement ou totalement désintéressé. Dans ces conditions, on ne voit pas pourquoi une Association professionnelle, organisme qui touche d'aussi près la vie publique qu'un Syndicat, n'aurait pas le droit d'assumer la même représentation en l'absence d'un texte en décidant autrement.

107. — Au demeurant, ajoute M. Rolland, qu'est-ce donc que la profession ? Faut-il entendre par là une entité juridique, distincte des individus exerçant l'activité qui lui correspond, et ayant un intérêt qui lui soit propre et distinct des intérêts de ces individus ? Non, car, *dans la réalité, il n'y a pas d'intérêts de la profession, mais des intérêts communs à tous ceux qui l'exercent sans se rapporter plus spécialement à chacun d'eux. Ce qu'il faut entendre pas intérêts généraux de la profession, ce sont les intérêts de l'ensemble des gens qui l'exercent, et, comme ces intérêts ne sont et ne peuvent être en dernière analyse que des intérêts individuels, on en arrive à dire que si un syndicat a qualité pour défendre en justice les intérêts généraux de la profession, c'est tout simplement parce qu'il a qualité pour défendre les intérêts individuels que ceux qui l'ont constitué ont eu en vue de grouper.* Mais ce raisonnement vaut aussi pour une Association déclarée, qui, qualifiée légalement pour poursuivre le même but, et qui investie par l'article 6 de la loi de 1901 de la même capacité juridique que les syndicats, doit avoir même vocation pour défendre en justice ce qu'on appelle improprement les intérêts généraux de la profession ¹.

1. Voir également les conclusions de M. le procureur général Meillon, D. 1924-1.155, favorables à l'action des Amicales d'Instituteurs, qui reproduisent les arguments dont nous avons parlé et, particulièrement, celui qui a trait à la distinction du service et de la profession ; nous n'insisterons donc pas.

108. — Telles sont les thèses en présence qui ont profondément divisé la Doctrine et la Jurisprudence. Les opinions se sont heurtées lorsqu'il s'est agi de définir l'intérêt collectif, base indispensable de l'action des Amicales d'instituteurs; nous préciserons dans notre seconde partie quelle aurait dû être, à notre avis, la solution qu'il convenait d'adopter. Mais le débat a surtout été dominé par les considérations d'ordre public invoquées en faveur de la non-recevabilité de cette action. Les discussions à ce sujet, quoi qu'elles ne relèvent pas de l'étude que nous avons entreprise, ont joué un si grand rôle dans les solutions proposées ou adoptées par les auteurs et les tribunaux, que nous croyons nécessaire de donner très brièvement notre sentiment à cet égard. Nous pensons que la solution la plus juridique est celle de M. Rolland, reprise d'ailleurs par la Cour d'Orléans; elle repose, nous l'avons vu, sur la distinction faite entre l'intérêt de la fonction et l'intérêt du fonctionnaire, ce dernier étant seul susceptible d'être valablement défendu par une Association de fonctionnaires. Cette distinction permet en effet de respecter tous les principes et tous les intérêts en cause. Le prestige de la fonction, dont la défense doit rester du ressort exclusif de l'autorité administrative, ne pourra jamais être défendu par un groupement de fonctionnaires, pas plus qu'il ne pourrait l'être par un de ses membres agissant isolément; l'ordre public s'y oppose (art. 3 de la loi du 1^{er} juillet 1904). Mais on pourra admettre que les intérêts, soit matériels, soit moraux, des fonctionnaires considérés en tant qu'hommes vivant de la profession qu'ils exercent et, comme tels, intéressés à la sauvegarde des avantages qui s'attachent à cette profession, pourront être défendus par ces mêmes fonctionnaires groupés en Association, comme chacun d'eux pourrait d'ailleurs le faire isolément, sans que l'ordre public puisse être appelé à en souffrir. Cette distinction si opportune, ne semblait ainsi soulever en principe aucune objection d'ordre juridique; il est regrettable que la Cour de Cassation n'ait pas cru devoir la retenir.

SECTION V

De l'action exercée par des Associations professionnelles

109. — D'autres décisions de justice sont intervenues dans des cas apparemment analogues à ceux des Amicales d'instituteurs sans que le recevabilité de l'action des Associations intervenantes ait cette fois soulevé de difficulté; il est vrai qu'en l'espèce les actions intentées par des Associations également professionnelles ne se heurtaient pas aux principes d'ordre public, hiérarchie et autorité gouvernementale, que la Cour de Cassation a invoqués pour briser l'action des Amicales d'instituteurs.

Nous avons relevé trois décisions de ce genre.

110. — L'une, un jugement du tribunal du Puy, du 13 novembre 1911 (S. 1912, bull. des Sommaires, 2^e partie, p. 13), est relative à une Association formée entre commerçants sédentaires d'une localité agissant en qualité de partie civile dans des poursuites intentées à des marchands forains pour infraction à la loi du 30 décembre 1908, relative aux ventes dites « au déballage ». Le tribunal a déclaré l'action recevable parce que, d'une part, les statuts de l'Association visent expressément la surveillance à exercer en vue de l'observation des lois et règlements concernant les organisations commerciales susceptibles de causer un préjudice à l'honnêteté du commerce, et, d'autre part, en raison du caractère collectif de l'intérêt en jeu qui résulte à la fois du préjudice causé aux commerçants membres de l'Association, directement lésés, et de l'atteinte portée d'une façon générale à l'exercice du commerce régulier dans la localité.

Il s'agissait bien là des intérêts généraux de la profession de commerçant sédentaire, c'est-à-dire, en définitive, des intérêts des commerçants membres de l'Association.

111. — La seconde décision concerne une Association de commissaires-priseurs, constituée conformément à la loi de 1901, qui fut admise à intervenir dans une instance pour défendre le privilège professionnel de ses membres par un arrêt de la Cour de Grenoble, du 30 décembre 1911, D. 1912-2.381, arrêt confirmé par la Chambre civile de la Cour de Cassation, le 17 décembre 1919, D. 1922-1.123.

112. — La troisième décision, du 9 février 1925, D. 1925-2.141, émane de la Cour d'Aix et elle concerne une Association d'agréés près des tribunaux de commerce, constituée également conformément à la loi de 1901, et qui s'est vu reconnaître qualité pour faire interdire à des tiers l'usage de la dénomination professionnelle de ses membres :

« Attendu, avait dit le tribunal de première instance, en l'espèce celui de Nice, que les Associations constituées au bénéfice de la loi de 1901 ont qualité pour défendre les intérêts collectifs de leurs membres, qu'au nombre de ces intérêts figure, à n'en pas douter, celui consistant à assurer à la Société et à chacun des associés en particulier la propriété absolue d'une dénomination qui leur procure des avantages dont sont privés ceux qui n'en sont pas revêtus; qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'exception d'irrecevabilité ¹ ».

1. Voir sous l'arrêt au D. 1925-2.141, une note de M. J. Appleton, qui critique la jurisprudence aux termes de laquelle il est permis de constituer un groupement pour la défense des intérêts généraux d'une profession en empruntant les formes prévues par la loi du 1^{er} juillet 1901. Les arguments sont ceux des auteurs qui n'admettent pas cette jurisprudence et que nous avons exposés *supra*, page 73.

SECTION VI

De l'action exercée par les Associations de Pères de Famille

113. — Des Associations dites de Pères de famille, quoi qu'elles comprennent des personnes sans enfant, se sont constituées pour surveiller l'enseignement primaire et l'empêcher de prendre un tour hostile au catholicisme. Ces Associations encouragées précisément par les Evêques dans leur Lettre collective de septembre 1909, qui a donné lieu aux procès des Amicales que nous venons d'étudier, étendent leur activité soit à un canton, soit à un arrondissement. Chacune d'elles contrôle les leçons orales des instituteurs, les devoirs qu'ils donnent à leurs élèves et les livres dont ils leur prescrivent l'emploi. Si des atteintes à la religion sont constatées, l'Association se réserve, selon le cas, d'avertir les maîtres en faute, de s'adresser à leur supérieur, de protester par la voie de la presse et, enfin, de saisir les juridictions compétentes, en arguant du dommage que leur cause la violation de la neutralité consacrée par notre législation.

114. — Pour elles, comme pour les Associations de fonctionnaires, se sont posées les deux mêmes questions : en premier lieu, celle de savoir si elles ont le droit de se constituer, si elles ont une existence légale, et, en second lieu, si elles ont le droit d'intervenir par la voie de la citation en justice des instituteurs qu'elles estiment défailiants à la règle de la neutralité scolaire.

Trois jugements émanant des tribunaux de Saint-Palais, Bayonne et Orthez (S. 1912-2.265 et D. 1911-2.33), ont fait une réponse défavorable à ces deux questions. Les Associations constituées dans les arrondissements respectifs

de ces trois tribunaux étaient poursuivies par le Ministère Public en vue de leur dissolution pour but illicite, en raison du fait qu'elles tendaient à s'assurer par des moyens directs ou détournés une ingérence dans l'école, ingérence contraire aux dispositions réglementaires et d'ordre public qui régissent la surveillance des établissements d'instruction primaire. Les attendus du Tribunal de Bayonne sont particulièrement nets à cet égard.

115. — Ce tribunal constate tout d'abord que les pères de famille ne pourraient pas actionner judiciairement dans tous les cas les instituteurs dont l'action relève uniquement de leurs chefs hiérarchiques en ce qui concerne leurs fautes professionnelles, et qui ne tombent sous le coup des juridictions de droit commun que pour leurs fautes délictuelles ou quasi-délictuelles; faute d'avoir fait cette distinction et précisé dans leurs statuts, les Associations doivent être déclarées illégales puisqu'elles portent atteinte à l'autorité hiérarchique des chefs.

« Attendu que l'Association se propose... de surveiller les livres, devoirs écrits et leçons orales, et qu'elle entend jouer pour ainsi dire le rôle d'inspectrice d'école, s'ajoutant aux organes de même nature créés par l'art. 9 de la loi du 30 octobre 1886 ».

116. — A cet argument admis par les trois tribunaux saisis, le tribunal de Bayonne en ajoute un autre; il constate, en effet, qu'aux termes des statuts, toute personne majeure peut faire partie d'une Association de pères de famille, qu'on peut y trouver donc des personnes sans enfant ou des pères dont les enfants fréquentent l'école libre, ou même, enfin, ayant dépassé l'âge de la scolarité. Où sera, dans ces conditions, l'intérêt commun des associés en ce qui concerne les attaques contre la foi et la morale chrétienne, et quel sera le préjudice subi par ceux dont les enfants ne fréquentent pas l'école laïque. « Il s'ensuit, dit le jugement, qu'il n'y aura pas au regard de

ces faits d'intérêt collectif commun pour une semblable Association ». Et plus loin : « Attendu que l'Association agissant comme telle n'a et ne peut avoir à son service que l'action collective qui suppose nécessairement entre tous ses membres un intérêt collectif commun ou un préjudice collectif commun, que c'est le cas de se rappeler qu'il ne peut être question d'intérêt collectif commun pour une Association si largement ouverte... ».

117. — Dans le même temps le tribunal de Pau saisi d'une requête du Ministère Public poursuivant la nullité de l'Association des pères de famille de son arrondissement, affirmait la légalité de l'Association et son droit absolu d'exercer des poursuites contre les instituteurs manquant au respect de la foi des enfants qui leur sont confiés. Trois arguments principaux sont donnés pour justifier cette thèse :

118. — En premier lieu, les juges de Pau indiquent que le but de l'Association ne peut être déclaré illicite « puisque, en effet, la neutralité en matière religieuse a été établie par les lois de la République et qu'il convient de reconnaître que le but d'assurer cette neutralité ne va pas à l'encontre de ces lois, mais tend au contraire à en assurer l'exécution ».

119. — Ensuite le tribunal rappelle que la loi de 1901 a établi comme règle générale la liberté d'association; cette loi doit donc être interprétée et appliquée dans l'esprit large et libéral qui a inspiré le législateur; en particulier, l'expression « illicite et contraire aux bonnes mœurs » de l'art. 3 de la loi du 1901 signifie simplement tout ce qui est défendu ou puni par une disposition de loi positive écrite. Or, si la loi interdit l'inspection des écoles par les personnes autres que les fonctionnaires chargés de ce service, elle n'a certes pas entendu empêcher au père de famille de surveiller l'instruction donnée à ses enfants; quant au choix des livres, le jugement constate

que les statuts prévoient que l'Association « se préoccupera du choix » sans vouloir l'imposer, préoccupation très légitime.

120. — Enfin, en ce qui concerne le droit de protestation et de poursuites judiciaires que se réserve l'Association, le tribunal indique que les protestations par la voie de la parole ou de la presse sont permises dans la mesure la plus large par la loi du 29 juillet 1881. La question est plus délicate en ce qui touche les poursuites judiciaires. Mais les juges de Pau rappellent qu'il est de jurisprudence certaine que les fonctionnaires deviennent justiciables des tribunaux civils lorsque leurs actes ne constituent pas une simple faute de service, mais dégènerent en une véritable faute personnelle pouvant être détachée de l'exercice de la fonction; qu'en conséquence, le dessein de poursuivre, le cas échéant, un instituteur en justice, n'a rien d'illicite en lui-même. Si toutefois des attaques injustifiées se produisaient et si l'Association venait à employer des moyens contraires aux lois, les tribunaux devraient repousser et réprimer par le moyen des dommages-intérêts de pareils agissements, voire même par la responsabilité pénale des membres de l'Association intervenante; si enfin, il pouvait être démontré que le groupement a dissimulé sous l'apparence d'un but conforme à la loi un objet illicite, tel que d'établir la prépondérance dans l'école d'une croyance sur les autres croyances, ou d'entraver le fonctionnement normal de l'école, le tribunal estime que le Ministère Public aurait dès lors à intervenir et que les juges saisis devraient déclarer illicite le but d'une telle Association et la dissoudre, si la preuve de ses agissements illégaux était ainsi faite.

121. — Ces quatre décisions furent frappées d'appel devant la Cour de Pau qui infirma les jugements des tribunaux de Bayonne, d'Orthez et Saint-Palais, et, par son arrêt du 13 mai 1912 (S. 1912-2.260 et D. 1912-2.243), statua

dans le sens du tribunal de Pau, c'est-à-dire dans un sens favorable à la légalité des Associations de pères de famille, et à la possibilité pour elles d'exercer l'action en justice; cet arrêt fut à son tour confirmé par la Cour de Cassation le 23 juillet 1918 (S. 1921-1.289). Nous n'insisterons pas sur les arguments donnés par les deux Cours, lesquels, aux termes près, sont ceux du tribunal dont elles confirmaient le jugement. Nous préciserons toutefois, tout d'abord, les raisons pour lesquelles la Cour de Pau écarte l'argument pour la nullité tiré du fait que l'Association, aux termes des statuts, peut comprendre des personnes autres que des pères de famille. A ce sujet la Cour observe que la loi du 1^{er} juillet 1901 ne contient aucune disposition analogue à celle de l'art. 2 de la loi de 1884, qui exige de la part des syndiqués l'exercice de la même profession; tout le monde peut donc faire partie d'une Association; l'irrecevabilité des poursuites judiciaires réservées aux Conseils d'administration d'Associations ainsi composées est la seule et unique sanction que l'on puisse admettre pour le cas où, à défaut d'un intérêt commun, l'action collective ne serait pas justifiée.

En second lieu, nous indiquerons que la Cour de Cassation s'est attachée à répondre très clairement à un autre argument invoqué également pour la nullité des Associations de pères de famille et tiré du fait que le droit de surveiller l'éducation de son enfant est un attribut essentiel de la puissance paternelle et ne peut, par suite, être délégué à une Association par le père (art. 1388 C. civ.). La Haute Juridiction a objecté que l'adhésion des pères de famille à une Association de la nature de celles qui nous occupent n'implique aucune abdication de leur droit, chacun d'eux conservant en effet le libre exercice de son action individuelle.

122. — La jurisprudence ayant ainsi consacré définitivement la possibilité de l'exercice de l'action en justice par une Association de pères de famille, la doctrine se trouva ici encore fort divisée sur le point de savoir si

les arrêts de la Cour de Pau et de la Cour de cassation avaient fait une juste application des principes juridiques.

123. — Nous retrouvons M. Chavegrin qui, dans deux notes écrites en commentaire de ces deux arrêts et reproduites au S. 1912-2.265 et 1921-1.289, se montre résolument hostile à la légalité de ces groupements et, par voie de conséquence, à leur intervention en justice. Apparemment, dit-il, ces Associations semblent avoir leur utilité. Si les pères de famille ne se groupent pas et s'ils doivent intervenir isolément, leur action sera sans effet pratique, surtout quand on songe qu'ils trouveront devant eux, non seulement l'instituteur, mais encore les Associations d'instituteurs qui ne manqueront pas de prendre fait et cause pour leurs membres, et aussi l'Administration qui cherche à couvrir son personnel, se réservant pour elle-même le droit d'apprécier sa conduite. A cette thèse extra-juridique de la nécessité de reconnaître comme valable l'action en justice des Associations de pères de famille, M. Chavegrin oppose que si ces Associations facilitent dans une certaine mesure l'application des lois, elles la compromettent sous d'autres rapports. Tout d'abord, remarque-t-il, est-on sûr que ces Associations se borneront à un simple contrôle sans aspirer à imposer leur volonté dans l'école et à substituer ainsi leur influence à celle des chefs normaux et réguliers des instituteurs. D'autre part, elles seront un fâcheux exemple, et bientôt peut-être les Administrations de toutes sortes auront à répondre de leur ligne de conduite devant des ligues d'administrés auxquelles rien n'échappera.

124. — Mais comment combattre juridiquement la thèse du Trivunal et de la Cour de Pau, confirmée par la Cour de Cassation. M. Chavegrin pense que ces Associations ne sont pas légales; on a dit, il est vrai, qu'elles tendent à la protection de la neutralité scolaire inscrite dans nos lois; or, tout au contraire, le but qu'elles se

proposent est illicite et tombe sous le coup de l'article 3 de la loi du 1^{er} juillet 1901, puisque ce but est incompatible avec des dispositions législatives dont elles fausseraient la mise en œuvre; en effet, la loi du 30 octobre 1886 a prévu les personnes qui peuvent surveiller et inspecter les écoles; nulle autre ne peut s'arroger le droit d'intervention, à part cependant les familles dont le contrôle ne peut revêtir qu'une forme individuelle et privée. Une action collective entravera l'activité des fonctionnaires compétents; elle ira contre l'intention du législateur qui a voulu l'enseignements indépendant et au-dessus des particuliers; c'est pourquoi les Associations de pères de famille, dont les statuts prévoient l'intervention dans l'école, doivent être déclarées illégales.

125. — Il est vrai, remarque M. Chavegrin dans sa seconde note, que la Cour de Cassation a limité, en la précisant, l'action possible de ces Associations. La Cour a eu soin d'indiquer qu'elles doivent s'interdire les actes réservés aux représentants de la puissance publique, c'est-à-dire inspecter les écoles, s'en arroger la conduite même du dehors, ou tenter d'y imposer par exemple des méthodes ou des livres; dans tous ces cas, elles s'exposeraient à se voir déclarées nulles pour objet illicite. Elles peuvent seulement se tenir au courant des abus, les relever quand il y en a et procéder comme procèdent les personnes mécontentes de l'Administration ou de ses agents, c'est-à-dire adresser des protestations ou des plaintes aux supérieurs hiérarchiques, s'il s'agit d'une faute de service, et saisir les Tribunaux de l'ordre judiciaire, s'il s'agit d'une faute personnelle se détachant de l'exercice de la fonction.

126. — Le premier de ces recours ne souffre pas de difficultés, mais, par contre, dans quel cas le recours judiciaire pourra-t-il être employé? Ici, comme toujours, il faut que le plaideur, en l'espèce l'Association, ait été

lésé en raison des faits qu'il attaque. Si donc un instituteur s'écarte de ses devoirs, peut-on dire qu'il a causé un tort quelconque à l'Association de pères de famille. Il a nui, certes, aux enfants qu'il instruisait et à leurs parents dont il contrecarrait l'éducation, mais en quoi peut-on dire qu'il a péché contre la personne abstraite qui prétend le poursuivre, et quel préjudice lui a-t-il infligé. A la rigueur, on pourrait invoquer la théorie selon laquelle l'action collective est possible seulement comme synthèse des actions appartenant aux individus, l'Association ne pouvant agir que si la faute dont elle poursuit *l'auteur a causé à un nombre suffisant d'associés une lésion qui comporte pour chacun d'eux le recours judiciaire*; point n'est besoin que tous aient souffert, une Association pouvant fort bien agir à raison de faits qui n'intéressent pas personnellement tous ses membres. M. Chavegrin pense que ce ne sera pas même le cas, car une procédure collective ne saurait se concevoir que lorsque la grande majorité des membres du groupement est lésée; or, les Associations de pères de famille ont une composition telle qu'une infime minorité de leurs adhérents souffrira effectivement des désordres survenus dans une école quelconque et, de plus, elles contiennent des gens qui ne sont pas pères de famille et qui ne seront pas lésés. Dès lors, tous les membres n'ont pas le même intérêt; les uns éprouvent bien le préjudice personnel sans lequel il n'y a pas d'action : ce sont les pères dont les enfants fréquentent l'école où la neutralité a été violée. Mais il faut songer qu'ils sont groupés par canton ou arrondissement; si l'instituteur d'une commune s'écarte de son devoir, les parents des enfants habitant toutes les autres communes, ne sont intéressés que de fort loin dans l'affaire; ils n'ont à craindre que la contagion de l'exemple pour leurs enfants fréquentant d'autres écoles, ce qui implique un dommage éventuel et non le dommage actuel d'où résulterait le droit d'agir; l'action collective a donc un support trop étroit pour la soutenir. Il se peut, toutefois, remarque M. Chavegrin, que les

Tribunaux disent des Associations de pères de famille pour admettre leurs actions, ce qu'ils ont dit des Syndicats, savoir : que le groupe a une action indépendante de celle de ses membres qui ne présuppose pas l'existence de celle-ci et que, dans ces conditions, il pourra poursuivre, quel que soit le nombre d'associés lésés; il suffira que quelques-uns justifient d'un préjudice pour que l'Association soit déclarée recevable à saisir les juges. Il est possible enfin que la Cour de Cassation se contente d'un préjudice largement défini, par exemple d'une atteinte à la foi collective des associés. En tout cas, nous serons loin du préjudice direct qui est de rigueur dans tous les cas où un particulier intente une action en dommages-intérêts.

127. — La thèse contraire a été soutenue par M. Lalou dans une note rapportée au D. 1911-2.33.

128. — En premier lieu l'auteur de la note ne pense pas qu'on puisse déclarer illégales des Associations chargées précisément, aux termes de leurs statuts, de veiller au respect de la neutralité scolaire, c'est-à-dire ayant, en définitive, pour objet de faire appliquer la loi. En 1901, on a établi un régime très libéral qui rend désormais possible l'Association constituée en vue de la réforme des lois ou des institutions existantes; on ne peut pas avoir voulu dès lors empêcher l'Association de gens qui se proposent de faire respecter les lois existantes. Quant à l'objection tirée du fait que le but de l'Association constitue une ingérence dans l'école de tiers non qualifiés, M. Lalou la combat en constatant qu'on ne trouve pas dans les statuts de dispositions prescrivant aux délégués de pénétrer dans l'école pour y inspecter les maîtres.

129. — M. Lalou pense faire également justice des autres arguments invoqués en faveur de l'illégalité des groupements qui nous occupent.

130. — On a dit tout d'abord que leur action serait illicite faute d'intérêt collectif. A ceci, il est facile d'objecter que la conséquence en serait l'irrecevabilité de l'action et non pas la nullité de l'Association et sa dissolution avant tout procès intenté par elle. Mais bien plus, M. Lalou prétend, qu'en réalité, les actions judiciaires prévues par les statuts des Associations de pères de famille sont au service d'intérêts vraiment collectifs, même si tous les membres de ces groupements ne sont pas eux-mêmes des pères de famille. Il se base sur le texte de la loi de 1901 qui, à la différence de la loi de 1884, ne contient aucune disposition exigeant que les membres d'une Association aient tous la même qualité pour s'associer valablement. Il suffit que les associés se proposent un but commun pour que le pacte d'Association soit conclu au sens où l'entend le législateur de 1901; ainsi les membres d'une Association de pères de famille, qu'ils soient pères ou non, ont un but commun, l'éducation morale et religieuse de la jeunesse à laquelle ils sont tous intéressés en raison de leurs croyances; cela suffit pour qu'ils forment entre eux une Association familiale qui pourra se réclamer de la loi de 1901. Mais, dira-t-on, ceux qui ne sont pas pères de famille n'auraient pas d'actions individuelles, puisqu'ils ne sont pas exposés à subir un préjudice lorsque, par exemple, il y a faute d'un instituteur contre la neutralité; comment peuvent-ils dès lors prétendre obtenir par l'action collective ou sociale ce que l'action individuelle ne saurait leur donner? M. Lalou estime que ce raisonnement repose sur une erreur, celle qui consiste à croire que l'action collective est la somme des actions individuelles, et sur une confusion qui réside dans l'affirmation que l'intérêt collectif est de même nature et de même origine que les intérêts individuels dont il ne différerait que par l'étendue. Pour lui, l'action collective n'est pas la somme des actions individuelles, car la jurisprudence admet la recevabilité des actions collectives des syndicats, même lorsque quelques syndiqués seulement ont été lésés, même encore

lorsque le fait préjudiciable a lésé simplement des personnes de la même profession que les syndiqués mais qui ne font pas partie du syndicat. Ce qui est vrai pour le Syndicat doit s'appliquer également à l'Association, puisque les textes qui régissent l'action en justice de l'un et de l'autre sont identiques. D'autre part, l'intérêt collectif de l'Association n'est pas de même nature que les intérêts individuels des associés; le premier est ordinairement d'ordre moral, il est commun à tous les associés et permanent comme la personne fictive qui le personnifie, caractères qui le distinguent des intérêts individuels des membres qui composent l'Association, intérêts passagers et le plus souvent pécuniaires. Voilà pourquoi, de l'avis de M. Lalou, l'Association peut avoir qualité pour agir quand même le fait qui justifie la poursuite ne lèse pas dans leurs intérêts individuels tous les membres. Dans l'espèce envisagée, les Associations de pères de famille avaient un intérêt collectif indéniable, l'intérêt moral ou religieux de tous les membres, pères ou non, à assurer le respect de la morale et de la foi par l'instituteur; cet intérêt était commun à tous, il n'était pas inspiré par une idée de lucre et il était permanent; il présentait donc tous les caractères exigés par l'article 1^{er} de la loi de 1901 pour avoir à son service l'action collective de l'Association.

131. — On a objecté encore que les statuts des Associations de pères de famille étaient illicites parce qu'ils avaient prévu une action en justice contre les instituteurs coupables, soit d'une faute personnelle, soit d'une faute de service, celle-ci relevant exclusivement de la compétence hiérarchique; on a cru voir ainsi dans l'action éventuelle et prévue des Associations susvisées une atteinte au principe d'autorité et un motif d'illégalité pour les Associations en question.

M. Lalou oppose que là encore, la seule sanction possible sera l'irrecevabilité de l'action de l'Association, mais non la nullité et la dissolution de cette dernière.

« Peut-on sérieusement, écrit-il, faire grief à des statuts de ne pas contenir des distinctions d'ordre purement doctrinal, alors qu'ils ne sont destinés à contenir que des énoncés de principes, de compétence et de procédure; s'ils en contiennent d'erronés, doit-il s'ensuivre l'anéantissement du pacte social? » M. Lalou ne le pense pas.

132. — Quant à l'objection tirée du fait que les Pères de famille ont renoncé, en s'associant, au droit d'éducation, attribut de la puissance paternelle, et que cette renonciation est contraire à l'article 1388 du Code civil, l'auteur de la note l'écarte en remarquant, argument retenu comme nous l'avons vu par la Cour de Cassation, que chacun des membres a gardé la liberté d'agir individuellement et que l'exercice de l'action collective ne paralyse pas l'exercice des actions individuelles. « Singulière abdication de droits d'ailleurs, que celle qui consisterait à les mieux défendre par le groupement de tous ceux qui ont *des intérêts identiques* également menacés. »

133. — M. Lalou conclut en affirmant qu'aucun des griefs relevés dans les jugements des Tribunaux qui avaient épousé la thèse du Ministère Public réclamant la dissolution des Associations en question, ne semble devoir justifier cette dissolution; il remarquait d'ailleurs que le Tribunal de Pau venait de se prononcer en sens contraire. La Cour de Pau et la Cour de cassation devaient, nous l'avons vu, donner ultérieurement une confirmation totale de la thèse de M. Lalou, qui avait été en effet exposée avant que soient rendus les arrêts de ces deux cours ¹.

1. Nous signalons également une note de M. Hauriou, sous un arrêt relaté au S. 1911-3.49, où le savant professeur fait connaître incidemment son opinion sur la légalité des Associations de Pères de famille; comme M. Lalou, il admet leur légalité lorsqu'elles se cantonnent dans le contrôle de l'enseignement donné aux enfants, et lorsqu'elles se bornent à formuler des réclamations devant les supérieurs hiérarchiques des maîtres

SECTION VII

De l'action exercée par les Associations ayant un but d'intérêt général.

134. — Nous arrivons maintenant à la dernière série des décisions judiciaires relatives aux actions des Associations déclarées, celles qui concernent les Associations poursuivant un but d'intérêt général. Ce sont celles qui ont peut-être donné lieu aux controverses les plus intéressantes au point de vue juridique.

135. — La plus importante affaire en l'espèce a été soulevée par le Comité bordelais de vigilance pour la protection morale de la jeunesse et la répression de la licence des rues, constitué en Association déclarée, conformément à la loi de 1901. Ce Comité avait fait des démarches réitérées pour faire interdire lors des foires annuelles l'exhibition dans des baraques dites « musées anatomiques » de modèles de cire qu'il considérait comme obscènes. Ces réclamations avaient été quelquefois couronnées de succès; mais, en d'autres circonstances, le pouvoir municipal n'avait pas donné satisfaction au Comité, et particulièrement à la foire d'octobre 1911. A ce moment, le Comité fit en vue de la fermeture d'un établissement qui exposait des pièces jugées licencieuses, une démarche près du Maire de Bordeaux qui refusa d'intervenir sur un rapport défavorable du commissaire de police. Le Comité essaya alors d'un autre moyen : il

fautifs. Mais il n'hésite pas à taxer d'illicites celles d'entre ces Associations qui auraient pour objet de s'ingérer dans la direction même de l'école et dans le choix des manuels scolaires, et qui empièteraient ainsi sur l'initiative des autorités spécialement désignées à cet effet.

adressa une plainte au Procureur de la République pour dénoncer le délit qu'il prétendait avoir été commis et réclama la saisie des modèles incriminés. La plainte n'aboutit pas au résultat que recherchaient ses auteurs.

Le Comité ne se tint pas pour battu; il fit dresser par un huissier un constat décrivant les objets exposés, joignit à ce constat des photographies et cita directement le Directeur du Musée devant le Tribunal correctionnel en se portant partie civile. Ainsi s'engageait le procès qui posait nettement le problème de l'action civile d'une Association en vue de la défense de l'objet même pour lequel elle s'est formée, avec cette particularité, qu'en l'espèce, l'objet était d'intérêt général.

136. — La première question à résoudre était celle de savoir si le Comité était recevable à engager la poursuite et surtout, comme il l'avait fait, s'il pouvait se porter partie civile pour obtenir réparation du préjudice qu'il prétendait lui avoir été causé, préjudice qui évidemment ne pouvait être que moral.

137. — Le Tribunal de Bordeaux saisi tout d'abord, déclarait le 20 juin 1912 (S. 1920-1.321) l'action du Comité irrecevable; voici les attendus de ce jugement :

« Attendu que le Comité de vigilance représente une Association formée conformément à la loi de 1901; qu'il est incontestable qu'il a le droit d'ester en justice, mais que, comme plaideur, il doit justifier d'un intérêt.

» Attendu, en l'espèce, qu'il s'agit de la lésion d'un intérêt purement moral, que l'outrage aux ~~bonnes~~ mœurs est essentiellement relatif..., qu'il est assez difficile dès lors de concevoir qu'une personne morale qui n'est qu'une abstraction ait une pudeur susceptible de souffrir d'exhibitions ou spectacles qu'elle ne peut percevoir, et dans quelle mesure elle peut être offensée ou ne l'être pas, le délit d'outrages aux bonnes mœurs étant si arbitraire

et si conventionnel; dès lors, l'action du Comité est non recevable, comme dénuée d'intérêt, aucun préjudice ne pouvant résulter pour lui de l'infraction poursuivie. »

138. — Porté en appel devant la Cour de Bordeaux, le jugement fut maintenu le 7 mai 1913 (S. 1920-1.321) dans son dispositif, avec les deux motifs suivants :

« Attendu, dit cet arrêt, que le Comité a été formé conformément aux prescriptions de la loi du 1^{er} juillet 1901 et qu'il constitue une Association déclarée, que cette Association a, comme un syndicat professionnel, le droit d'ester en justice; mais, attendu qu'on ne saurait, relativement à l'exercice et à l'étendue de ce droit, assimiler arbitrairement ladite Association à un syndicat professionnel; qu'elle s'en différencie en ce qu'elle n'est pas formée entre personnes exerçant la même profession industrielle, commerciale et agricole, et qu'elle ne peut, par suite, avoir la prétention d'agir en vue d'un intérêt professionnel ou corporatif, que son action est donc irrecevable comme dénuée d'intérêt, aucun préjudice ne pouvant résulter de l'infraction poursuivie.

» Attendu, au surplus, que par cette infraction serait lésé le corps social et qu'elle ne peut substituer son action à celle du Ministère Public seul chargé de poursuivre la répression de faits délictueux où l'ordre public est intéressé. »

Nous retrouvons ici un argument qui a servi à écarter l'action des Amicales d'instituteurs. Pas plus que celles-ci ne pouvaient, pour des raisons d'ordre public, prétendre représenter la profession de leurs membres, une Ligue contre la licence des rues ne peut représenter en justice, pour les mêmes raisons, l'intérêt général qu'elle s'est assigné comme but. C'est, en effet, aux termes des lois d'ordre public, le Ministère Public qui est seul qualifié pour intenter les actions nécessaires dans les cas de ce genre. D'autre part, quel intérêt collectif le Comité peut-

il invoquer puisque le délit d'outrages aux bonnes mœurs ne peut causer et ne cause en effet aucun dommage à aucun de ses membres.

139. — Ces deux arguments devaient être confirmés et précisés par un arrêt de la Cour de Cassation du 18 octobre 1913 (S. 1920-1.321) devant laquelle le Comité bordelais s'était pourvu.

« Attendu, déclare la Cour, que si, aux termes des articles 1, 3 et 63 du Code d'instruction criminelle, l'action civile est ouverte au profit de toute personne qui se prétend lésée par un crime, un délit ou une contravention, cette action n'est recevable et ne peut mettre en mouvement l'action publique qu'autant que la partie qui l'intente a été personnellement et directement lésée par l'infraction. Attendu que le Comité... a cité en qualité de partie civile G. H. devant la juridiction correctionnelle pour le faire condamner à des dommages-intérêts, comme prévenu d'avoir commis par l'exhibition publique d'objets obscènes, le délit d'outrages aux bonnes mœurs prévu et puni par la loi du 2 août 1882.

» Attendu que la Cour de Bordeaux a déclaré à bon droit irrecevable l'action du Comité faute d'intérêt, aucun préjudice ne pouvant résulter pour lui de l'infraction poursuivie; qu'en effet, reconnaître dans ces circonstances à l'Association dont il s'agit le droit d'exercer une telle action serait lui attribuer un droit qui n'appartient qu'au Ministère Public; qu'il suit de ce qui précède que la Cour d'appel, loin de violer les textes visés au moyen, en a fait une exacte application... »

Ainsi le Tribunal, la Cour d'appel et la Cour de Cassation ont été d'accord pour écarter l'action civile du Comité.

140. — Dans une note au Sirey, sous l'arrêt de Cassation du 18 octobre 1913, M. Louis Hugueney approuve sans réserves les motifs donnés par la Cour d'appel de

Bordeaux et que la Chambre criminelle s'est appropriés. « Le Comité, dit-il, n'a pas le droit d'agir parce que ses membres considérés individuellement n'ont, pas même en germe, vocation pour agir, parce que l'action qu'il intenterait ne serait pas *l'action civile exercée sous forme collective, et dont les individus auraient pu se dépouiller en sa faveur*, mais l'action publique réservée au moins en principe aux seuls magistrats du Ministère Public sur le monopole de qui personne n'a le droit, même de leur consentement, d'empiéter. » Il faudrait, de l'avis de M. Hugueney, une modification législative pour habiliter les Associations à but désintéressé à exercer valablement des actions tendant à assurer l'accomplissement de ce but; mais, dans l'état actuel des textes, ces Associations sont sans qualité pour agir.

141. — Est-ce à dire que cette argumentation soit sans réponse? Beaucoup d'auteurs ne l'ont pas pensé.

142. — MM. Le Poittevin et Thaller se sont faits dès le vote de la loi de 1901 ¹ les promoteurs d'une thèse qui a connu un très vif succès. Pour eux, le problème est mal posé quand on soutient qu'une Association à but désintéressé tend à se substituer au Ministère Public lorsqu'elle exerce une action en justice pour la défense de l'intérêt qu'elle s'est donné mission de protéger, c'est-à-dire, du but même pour lequel elle s'est constituée. Les deux savants professeurs pensent que dans ce cas, la seule façon d'agir pour une Association comme la Ligue contre la licence des rues, qui soit compatible avec les principes fondamentaux et le système traditionnel du droit français, c'est la mise en mouvement de l'action publique par l'action civile qu'elle intentera contre l'auteur

1. Voir *Bulletin* mensuel de la Société de Législation comparée, 1903, pages 80 et suivantes.

de l'infraction au but qu'elle poursuit. Sans sortir du domaine actuel du droit, on peut considérer l'Association comme victime du délit commis et l'admettre, en conséquence, à demander par la voie de l'action civile, comme le ferait un particulier, réparation du dommage moral qu'elle subit. L'existence juridique d'une Association, telle que celle qui nous occupe, serait un leurre, remarque M. Thaller, si on en séparait le pouvoir de déférer à la justice criminelle des agissements auxquels elle veut mettre fin; la faculté de traduire les délinquants devant la justice ne doit, somme toute, être considéré que comme le droit d'Association lui-même. Au surplus, il n'est pas à craindre que ces interventions s'effectuent d'une manière abusive car le champ d'action d'une Association est limité en vertu de la notion de la spécialité de la personne morale qui doit s'opposer à ce qu'une Association exerce des poursuites à tort et à travers pour réprimer un délit quelconque. Le groupement ne peut agir que pour les infractions qui offensent le but même en en vue duquel il s'est formé.

143. — Cette doctrine a reçu de nombreuses adhésions et beaucoup d'auteurs en ont demandé la consécration jurisprudentielle ou tout au moins législative. M. Abauzit¹ s'y rallie pleinement. « C'est moins une assimilation avec le Ministère Public, écrit-il, qu'avec le particulier lésé qu'il faut rechercher. » Ainsi M. Abauzit n'entend pas donner aux Associations l'action pénale proprement dite, c'est-à-dire qu'il n'admet pas que l'intérêt de la loi soit leur seul mobile et engendre pour elles le droit de requérir par l'organe de leurs représentants l'application d'une peine; personne ne demande en effet le rétablissement de la vieille action populaire « *civis ex populo* ».

L'Association dans le cas du Comité bordelais, remarque M. Abauzit, se trouve dans une situation identique

1. Thèse, Paris 1907, pages 101 et suivantes.

à celle d'un particulier lésé; elle possède un patrimoine qui comprend les intérêts généraux pour la sauvegarde desquels elle s'est formée. Dès lors, quiconque porte préjudice à ces intérêts lèse, par-là même, l'Association qui doit trouver en cette lésion le principe de son action, et cette action sera l'action civile mise par la loi à la disposition des personnes physiques comme des personnes morales pour faire respecter leur patrimoine.

144. — C'est également la thèse exprimée par MM. Magnan ¹ et Hugot ² et par l'auteur d'un article paru dans la *Revue pénitentiaire* de 1913 (p. 1300). Ce dernier estime qu'une Association à but désintéressé crée par son existence même un nouvel intérêt collectif distinct de l'intérêt général et qu'elle a le droit incontestable d'ester en justice pour tous les actes nécessaires à l'accomplissement de l'objet en vue duquel elle a été formée et qui est défini par ses statuts. Ainsi sous cet aspect apparaît avec clarté l'intérêt direct né et actuel qu'une Association possède pour protéger la jeunesse contre la licence des rues et poursuivre les outrages aux mœurs.

145. — On retrouve encore une conception analogue chez M. Paul Watrin ³. Pour lui aussi, l'Association a une action personnelle. *Ce que les individus ne pourraient pas faire séparément, dit-il, ne le pourront-ils pas réunis, et leurs intérêts privés qui, pris individuellement, ne chiffrent pas assez pour arriver à une réparation, n'arriveront-ils pas additionnés, à un total assez respectable pour justifier une intervention?* On objecte, il est vrai, que nul ne plaide par procureur et que si un individu a à se plaindre d'un dommage, une Association ne peut se substituer à lui dans son action. M. Watrin remarque qu'on avait fait la même objection pour les Syndicats et

1. Thèse Montpellier 1911, pages 179 et suivantes.

2. Thèse Paris 1912, pages 26 et suivantes.

3. Thèse Paris 1917, pages 154 et suivantes.

que la jurisprudence leur a reconnu cependant le droit d'agir en justice pour la défense des intérêts professionnels de leurs membres; il devrait dès lors en être de même pour la défense *des intérêts communs des membres d'une Association déclarée*, même si le but poursuivi par cette Association est un but d'intérêt général ¹.

146. — Indiquons enfin que M. Paul Nourrisson réclame aussi une réforme législative en ce sens. « L'Association apparaît, écrit-il ², comme un aide et un auxiliaire pour l'Etat... Signalons le progrès rapide de l'idée de faire des Associations, sous certaines garanties, les auxiliaires de la puissance publique pour la répression des infractions à la loi pénale, idée qui a déjà été acceptée par le législateur dans certaines circonstances et qui est proposée de plus en plus à son attention. »

Et en 1924, dans son « Précis de la législation sur les outrages aux bonnes mœurs », le même auteur demande nettement pour les Associations le droit de mettre en mouvement l'action publique ³.

147. — Ainsi donc la thèse de M. Le Poittevin a emporté de nombreuses adhésions; cependant une partie de la doctrine n'admet pas la recevabilité de l'action des Associations à but désintéressé. Parmi les opposants citons M. Renard ⁴ qui soutient que si la loi de 1901 a bien établi la liberté de l'Association, elle a négligé de préciser « le moyen juridique dont elles disposeraient pour faire valoir les différents objets qu'il est licite de poursuivre par elles » ⁵. On a laissé à l'Association, dit-il, la faculté de grouper les bonnes volontés et d'agir sur

1. Watrin, op., cit., p. 161 et suiv., Cf. encore sur la même doctrine un article de la *Revue des Sociétés*, 1914, p. 152 et suivantes.

2. *Histoire de la Liberté d'Association*, tome II, p. 381.

3. Paul Nourrisson, *Précis*, pages 38, 39, 42 et 43.

4. Renard, thèse Montpellier, 1914.

5. Renard, op., cit., p. 379.

l'opinion publique par la propagande de l'écrit ou de la parole; on lui a dénié, par contre, celle qui lui était indispensable pour assurer pratiquement la défense sérieuse des intérêts collectifs qu'on lui reconnaissait le pouvoir de prendre sous sa garde, à savoir le droit de saisir directement la justice des lésions dont ils sont l'occasion. Il subsiste donc dans notre droit, remarque M. Renard, ce paradoxe d'une législation spécialement faite pour permettre la concentration de certains intérêts collectifs, mais cependant trop incomplète pour que leur représentation puisse être véritablement active et féconde.

Quel préjudice, base nécessaire de leur action, pourraient en effet invoquer les Associations désintéressées; l'intérêt de l'Association se confond ou bien avec celui de chacun de ses membres, ou bien avec l'intérêt général de tous les citoyens à l'observation de la loi; jamais il n'est propre à la personne du groupement; c'est pourquoi il semble difficile de l'admettre à se porter directement partie civile, puisque, dans le premier cas, seuls les individus lésés ont cette faculté, et que dans le second cas, la lésion troublant en même temps que le groupement tous les membres du corps social, l'action doit nécessairement être réservée au Ministère Public.

148. — On a essayé, il est vrai, remarque M. Renard 1, de prouver que ces Associations avaient un intérêt direct et personnel; on a dit que la loi de 1901 avait nécessairement apporté une modification à notre législation et que, du moment qu'une Association déclarée acquerrait la personnalité civile, elle devenait du même coup capable d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de son but; constituée, par exemple, en vue de la répression de la pornographie, on devra la reconnaître personnellement lésée toutes les fois que son effort pour moraliser la rue sera entravé par l'étalage de publications

1. Renard, op., cit., pages 399 et suivantes.

ou de dessins licencieux; étant personnellement lésée, elle aura donc qualité comme tout particulier pour agir en réparation au moyen de l'action civile, et citer directement le contrevenant en justice.

M. Renard prétend que cette thèse repose sur un brillant paradoxe, parce que si la répression de certaines infractions rentre plus particulièrement dans la mission d'une Association déterminée, elle ne l'intéresse pas assez directement, assez exclusivement, pour justifier de sa part une intervention en justice. Une Ligue comme celle de la moralité publique, si puissante et si étendue soit-elle, ne pourra jamais prétendre parler au nom de cette moralité, car, loin de s'incarner en elle comme une profession dans un syndicat, l'intérêt de la moralité publique la dépasse. C'est un élément de l'ordre public lui-même et c'est l'Etat qui seul peut agir; il faudrait que le législateur spécifie lui-même la possibilité d'intervenir pour les groupements de cette nature; autrement il n'y a rien à faire.

149. — Telle semble être aussi l'opinion de M. Esmein dans une note au S. 1926-2.65, que nous avons déjà citée. M. Esmein pense en effet que si la jurisprudence doit se montrer favorable à l'action en justice des Associations, elle ne doit pas cependant négliger les principes de notre organisation politique et sociale qui, en certains cas, s'opposent logiquement à l'exercice de cette action. C'est ainsi, ajoute-t-il, qu'en ce qui concerne l'action en justice des Associations qui ont pour but des intérêts généraux, la Cour de Cassation n'a pas voulu leur ouvrir le droit de citer en justice, sous prétexte de défendre les intérêts généraux les plus sacrés; c'est ce qui explique aux yeux de M. Esmein que l'action en justice ait été refusée à une Ligue contre la licence des rues et à d'autres Associations de même nature.

150. — Nous voici donc ramenés à la théorie jurisprudentielle fixée par les arrêts de la Cour de Bordeaux et

de la Cour de Cassation que nous avons précédemment étudiés; nous allons examiner maintenant brièvement deux autres séries de décisions de justice intervenues dans des cas analogues, et nous allons constater que cette théorie n'a jamais été démentie.

151. — Tout d'abord la jurisprudence a écarté, comme nous l'avons précédemment constaté 1, l'action des Associations de chasseurs qui s'étaient portées parties civiles dans des procès intentés à propos de délits de braconnage ou d'emploi d'engins de chasse ou de pêche interdits, ou encore de vente de gibier en temps prohibé. Ces décisions ont été motivées par le fait que les Associations requérantes étaient sans intérêt personnel pour agir, puisqu'il s'agissait en réalité de la défense des intérêts généraux de la chasse et que les infractions constatées relevaient dans ces conditions exclusivement de l'ordre public. Les décisions rendues à ce propos rentrent donc bien dans le cadre de celle que nous venons d'étudier, et ce sont bien les mêmes raisons qui ont permis de déclarer irrecevables les actions des Associations intervenantes dans l'un et l'autre cas.

152. — C'est encore dans la même catégorie de décisions qu'il convient de ranger un arrêt de la Cour de Cassation du 1^{er} mai 1925, relaté au D. 1925-1.209 et au S. 1926-1.137, qui écarte également l'action de l'Union fédérale des Anciens Combattants et Mutilés intervenue en qualité de partie civile dans la célèbre affaire dite des « carnets médicaux ». Rappelons brièvement de quoi il s'agissait : Un médecin avait employé, afin de majorer les honoraires qui lui étaient alloués pour le traitement des blessés de guerre, des procédés à raison desquels le Ministère Public avait relevé contre lui une triple inculpation d'escroquerie, de trafic d'influence et de recel. L'Union

1. Voir *supra*, pages 55 et suivantes.

fédérale était intervenue et la Cour d'Aix avait cru pouvoir légitimer son action en déclarant que les agissements frauduleux du prévenu avaient causé un préjudice à cette Union « en déconsidérant les mesures législatives prises en sa faveur ». La Cour de Cassation cassa l'arrêt de la Cour d'Aix sur ce point en spécifiant :

« Qu'un intérêt direct et un droit formé peuvent seuls servir de base à une intervention civile devant les juridictions répressives et que le motif donné par la Cour d'Aix ne fait pas apparaître une cause de préjudice pour l'Union; enfin que ce préjudice, s'il existait, ne serait qu'éventuel et qu'on ne saurait de ce fait en tenir compte. »

153. — Rarement, remarque M. J.-A. Roux, auteur de la note au Sirey. sous cet arrêt, on n'aurait trouvé une justification aussi fragile pour autoriser l'exercice de l'action civile. Il est, en effet, aisé de répondre à la Cour d'Aix que les délits ne déconsidèrent pas les lois; ils font tout au plus apparaître l'insuffisance des mesures législatives et appellent l'adoption de nouvelles mesures pour tarir l'activité frauduleuse des exploiters des souffrances d'autrui. Il est toutefois possible que les fraudes commises aient été de nature à discréditer les légitimes revendications des groupements d'anciens combattants auprès du Parlement et des autorités publiques; mais, même dans cette hypothèse, la légitimité du préjudice eut été fort difficile à établir et en tout cas il n'aurait pas été actuel, mais simplement éventuel; or, un préjudice simplement éventuel ne saurait fonder une action civile.

154. — Dans une note au Dalloz, toujours à l'occasion de la même affaire, M. André Henry approuve également l'arrêt de la Cour de Cassation. Dans l'état actuel du droit, remarque-t-il, toute Association juridiquement constituée peut faire valoir son action en réparation devant les juridictions répressives, mais cette action doit

rester subordonnée, quant à sa recevabilité, à la preuve du préjudice déterminé et actuel causé à ses intérêts généraux et collectifs. Si l'Association ne peut justifier d'un préjudice propre, mais seulement du préjudice général causé par la violation de la loi, son action est irrecevable. La méconnaissance générale de la loi et des intentions du législateur — préjudice principal invoqué en l'espèce — ne relève que de l'action publique que notre législation criminelle, à tort ou à raison, a entendu réserver au Ministère Public; mais enfin, jusqu'à ce qu'une modification législative formelle intervienne à cet égard, force est bien de se conformer aux règles existantes.

155. — L'intervention du législateur, désirée par les uns et réclamée par beaucoup pour rendre recevable l'action des Associations, s'est d'ailleurs déjà manifestée dans des cas où les Associations n'auraient pas pu intervenir, parce que leurs statuts leur assignaient des buts d'intérêt général dont la méconnaissance et la violation relevaient exclusivement du Ministère Public.

Tout d'abord, par l'article 14 de la loi du 9 novembre 1915 relative à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons, les Associations constituées pour la lutte contre l'alcoolisme, ayant obtenu la reconnaissance d'utilité publique, peuvent exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 1^{er}, 63, 64, 66 et 67 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits contraires aux prescriptions de la loi en question, ou recourir, s'ils préfèrent, à l'action ordinaire devant le Tribunal civil en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

Une loi du 6 mai 1919, relative à la protection des appellations d'origine, donne également dans ses articles 1^{er}, 4 et 9 le droit de citation directe aux Associations remplissant certaines conditions précisées dans le texte, pour la répression des fausses appellations d'origine, et leur permet de se constituer parties civiles,

conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle, à l'occasion d'une poursuite pour un délit de l'espèce.

L'article 33 K du Code du Travail (loi du 11 juillet 1915) prévoit que les Associations autorisées à cet effet par décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale..., peuvent exercer une action civile basée sur l'inobservation de la loi relative au salaire des ouvriers à domicile dans l'industrie du vêtement, sans avoir à justifier d'un préjudice.

Enfin, une proposition de loi, et ce n'est pas la première de ce genre, a été déposée par M. Justin Godart (*J. O.* 1922, Doc. parlem., annexe n° 4156), en vue d'attribuer d'une manière générale aux Associations à but désintéressé et reconnues d'utilité publique, le droit de citation directe ou d'intervention comme parties civiles devant les Tribunaux de répression; en voici l'article unique :

« Les Associations légalement constituées dans un but d'intérêt général ou public et reconnues d'utilité publique, auront le droit de poursuivre devant les tribunaux de répression, soit par voie de citation directe, soit en se portant parties civiles, les crimes, délits ou contraventions se rattachant à l'objet de leur institution. »

DEUXIÈME PARTIE

Essai d'une théorie de l'action en justice des Associations déclarées

156. — Nous venons de voir par l'étude des jugements et arrêts rendus à propos de l'action en justice des Associations déclarées, comment la jurisprudence s'est efforcée, sous la haute autorité de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat, de préciser les règles qui doivent permettre de déterminer les cas dans lesquels cette action sera déclarée recevable et fondée. Est-on arrivé à un résultat satisfaisant et cohérent, tant au point de vue de la logique que de la légalité ? Il serait peut-être téméraire de le prétendre. Beaucoup de décisions rendues se heurtent ; dans certaines d'entre elles, on a fait valoir des raisons apparemment bonnes pour accueillir l'action de telle Association ; ces raisons ont été écartées par d'autres tribunaux, dans les mêmes cas d'espèces, pour d'autres raisons qui ne semblent pas moins bonnes ; il suffit de rappeler à ce sujet les actions intentées par les Amicales d'Instituteurs, tantôt admises, tantôt rejetées. L'esprit demeure perplexe et la recherche de la solution à la fois équitable et juridique qu'il conviendrait d'adopter au milieu d'arguments si divers apparaît ainsi bien difficile.

Il n'est cependant pas impossible de dégager, en s'inspirant dans une certaine mesure de l'étude jurisprudentielle et doctrinale qui vient d'être faite, les principes qui pourraient guider le juge dans ce problème complexe ; c'est tout au moins ce que nous allons essayer de démontrer.

SECTION PREMIERE

*L'Association ne peut agir que pour les objets
prévus dans ses statuts.*

157. — Un premier principe résulte de toutes les décisions dont nous avons parlé, sur lequel d'ailleurs l'unanimité de la doctrine et de la jurisprudence s'est réalisée sans aucune difficulté : *Une Association ne peut agir en justice pour un objet autre que celui ou ceux qui sont prévus dans ses statuts.*

158. — Une Association n'est pas, en effet, nettement limitée et définie par sa seule existence réelle ; elle est susceptible de plus ou moins d'étendue, tout d'abord suivant les dispositions de la loi qui lui permettent d'exister, et ensuite selon le gré de ceux qui lui ont donné naissance. Aussi, pour connaître si, et dans quelle mesure, une Association peut prétendre exercer tel ou tel droit, il importe avant tout d'être fixé sur l'étendue de son existence juridique ; on la connaîtra en consultant les textes de la loi qui ont accordé la personnalité juridique au groupement. D'autre part, les membres de ce groupement n'entendent jamais lui assigner un champ d'action illimité. Les Associations qui ont pour but les intérêts collectifs des groupes humains ne s'intéressent respectivement qu'à un seul de ces intérêts ou au plus à quelques-uns d'entre eux poursuivis collectivement afin d'en ren-

dire la réalisation plus aisée ou plus complète ; ces intérêts sont nettement déterminés par la charte constitutive du groupement ; il ne saurait donc être question de permettre aux Associations de jouer un rôle autre que celui que ses fondateurs lui ont assigné ; hors de ce rôle prévu et précisé par ses statuts constitutifs, véritable état civil du groupement, une Association n'est plus rien ¹.

159. — Deux raisons militent en faveur de ce principe appelé communément principe de spécialité. L'Association, nous l'avons dit, rangée par le législateur dans la catégorie des contrats, implique un accord de volontés entre les divers membres en vue d'une fin commune à réaliser. Employer les ressources mises à la disposition du groupement en vue d'un but autre que celui qui est prévu aux statuts, ce serait risquer de consommer la rupture du pacte social, car certains associés ne manqueraient pas de rappeler qu'ils n'ont donné leur adhésion, leur activité et leur cotisation que pour la satisfaction ou la défense de l'intérêt prévu au dit pacte.

160. — D'autre part, le législateur n'a-t-il pas eu le soin de réserver le bénéfice d'une certaine capacité juridique aux Associations qui se sont conformées aux formalités de publicité prévues par lui ; il a voulu ainsi que soient connus l'objet, le but en vue desquels elles ont été créées, aux fins d'un contrôle de leur licéité par les tribunaux ; il serait donc illégal qu'une Association put consacrer son activité matérielle et juridique à des buts autres que ceux indiqués aux statuts qui ont fait l'objet d'une publicité régulière.

161. — C'est donc en premier lieu en se référant à ses statuts que les tribunaux pourront déterminer si l'Association, partie à l'instance engagée devant eux, est quali-

1. M. Cestan, opin., cit., page 134, écrit : « Les statuts sont comme l'âme du groupement. »

fiée pour soutenir cette instance ; ce principe n'a d'ailleurs jamais théoriquement soulevé de discussions, ni en doctrine, ni en jurisprudence. Nous avons eu, en effet, l'occasion d'observer dans plusieurs décisions que les juges avaient dû se reporter à la charte constitutive du groupement pour examiner la question de la recevabilité de son action. Toutefois, en pratique, l'application de cette première règle a pu et pourra quelquefois être délicate et donner lieu à des difficultés au cas où les statuts n'auront pas clairement défini et limité le but de l'Association, ou bien encore lorsque les rédacteurs de ces statuts auront — à dessein peut-être, — employé des expressions vagues prêtant à de multiples interprétations. Ceci ne contredit en rien la règle posée; il s'agira simplement de trouver le sens exact de la clause des statuts qui fixent l'objet du groupement, et rien de plus.

SECTION II

*L'Association ne peut agir que pour la défense
des intérêts individuels et communs des associés.*

162. — Mais dans le domaine qui lui est ainsi tracé par ses statuts et qui limitent son champ d'action, dans quels cas l'Association va-t-elle pouvoir agir et d'une façon plus précise, de quels intérêts pourra-t-elle assurer la défense ? A cette question on ne peut faire qu'une réponse : les siens et les siens seulement. Quels seront donc les intérêts de caractère social, les intérêts collectifs comme on les appelle, que l'Association aura qualité pour défendre, et à quels traits caractéristiques les reconnaîtra-t-on ?

Le mélange d'intérêts collectifs et d'intérêts individuels que l'on trouve à la base de toute Association a rendu la question extrêmement délicate à résoudre.

163. — Il n'est plus contesté, comme nous l'avons vu ¹, qu'une Association n'a pas qualité pour défendre en justice les intérêts individuels et particuliers de ses membres. Mais à côté de ces intérêts on admet dans la doctrine courante ², et la jurisprudence semble s'être ralliée à cette théorie, qu'il y a des intérêts que les êtres physiques sont impuissants à personnifier parce qu'ils les dépassent, soit dans le temps, soit dans l'espace ; ces intérêts ne peuvent, dit-on, être représentés que par un groupe embrassant un certain nombre d'individus et ayant une certaine permanence.

Ainsi, M. Michoud ³ voit dans l'intérêt collectif une « synthèse » de certains intérêts communs aux membres du groupement ; cette synthèse permettrait de défendre collectivement en justice des intérêts qui, sans cela, ne pourraient être défendus séparément. L'intérêt collectif serait, en somme, un intérêt distinct (la synthèse donnant toujours, en effet, une chose différente des corps composants), des intérêts individuels, intérêt à la fois plus général et permanent.

164. — La jurisprudence s'est également essayée à définir ce qu'il faut entendre par intérêt collectif. Elle l'a tenté en matière de Syndicats professionnels, car la question se pose là comme en matière d'Association et la solution serait la même dans l'un et l'autre cas, mais il ne semble pas qu'elle soit arrivée à une grande précision à cet égard. M. Falcimaigne disait dans son rapport à propos de l'arrêt des Chambres réunies du 5 avril 1913 (D. 1914-1.65) rendu à l'occasion d'une action en justice

1. Voir *supra*, page 33.

2. Cf. Cestan, *opin.*, *cit.*, page 129.

3. Michoud, *La théorie de la Personnalité morale*, pages 144 et suivantes.

exercée par un Syndicat professionnel : « Tout le monde est aujourd'hui d'accord pour admettre les points suivants :

1° Les Syndicats peuvent prendre la défense des intérêts collectifs de la profession qu'ils représentent et non celle des intérêts individuels des membres qui les composent ;

2° Le total des intérêts individuels de ceux-ci ne forme pas l'intérêt professionnel collectif.

« Mais si ceci est acquis, ajoute M. Falcimaigne, on n'est pourtant guère avancé, car il reste à découvrir le critérium susceptible de permettre de distinguer l'intérêt collectif de la somme des intérêts individuels. Or la formule est encore à trouver. »

Remarquons que depuis 1913 la solution ne semble pas avoir progressé, en jurisprudence tout au moins ; l'étude faite dans notre première partie nous a au contraire démontré que les décisions judiciaires s'étaient maintes fois trouvées en désaccord lorsqu'il s'agissait de savoir si une Association exerçait ou non l'action en justice pour la défense d'un intérêt collectif.

165. — Dans sa thèse, M. Cestan ¹ s'est efforcé à son tour de préciser ce qui différencie l'intérêt collectif de l'intérêt individuel. Pour lui, ces intérêts ne sont pas sur le même plan ; le premier est d'ordre général, permanent et le plus souvent en même temps d'ordre moral ; le second est d'ordre particulier, matériel et temporaire .

166. — Bien que tout ceci ne soit pas, somme toute, d'une grande précision, on peut tenir pour certain et acquis que, dans l'opinion commune, l'intérêt collectif

1. Cestan, opin., cit., pages 129 et suivantes.

d'une Association diffère radicalement des intérêts individuels de ses membres ; on assure aussi dans cette opinion que le groupement a toujours un intérêt propre qui se trouve dans son patrimoine et qui n'appartient qu'à lui seul. Là s'arrêtent, à notre avis, les seuls traits caractéristiques sûrs que l'on ait donné de l'intérêt collectif dans la thèse que nous exposons.

167. — Cette théorie de l'intérêt collectif de l'Association, distinct des intérêts individuels de ses membres, se rattache aux théories qui admettent, soit l'existence réelle, soit l'existence fictive du groupement, comme personne distincte des personnes physiques qui le constituent, sujet de droits actifs et passifs et seul qualifié pour faire valoir ces droits qui lui composent un patrimoine différent de ceux des associés. Des auteurs professent, en effet, que les concours de volontés, la mise en commun de ressources et d'activités en vue de la réalisation d'un objet déterminé, sont générateurs d'un être nouveau sans consistance physique, d'une personne dite morale, cependant réellement existante que la loi ne crée pas mais se borne à reconnaître. Dans une autre doctrine on indique qu'à la vérité, il n'y a pas de personne morale réellement existante, mais que tout doit se passer, tout doit s'expliquer comme si elle existait réellement ; c'est la théorie de la personnalité fictive. On admet, d'autre part, que l'Association considérée comme personne morale, fictive ou réelle, peut, comme une personne physique, avoir un patrimoine, et là se rencontrent les deux théories, ce patrimoine est réellement distinct de ceux des associés. Elle seule, ajoute-t-on, et non ses membres, a qualité pour gérer ce patrimoine, et, ceci nous intéresse plus particulièrement, pour le défendre en justice ; par contre, elle n'est pas qualifiée pour défendre celui des associés, pas plus qu'ils ne le sont eux-mêmes pour intervenir isolément en faveur de celui de l'Association. Mieux encore, être différent des membres qui la composent, avec un patrimoine différent, l'Association

a dans ce patrimoine des droits, des intérêts qu'aucun des associés ne possède et n'est susceptible de posséder en propre. On dit, par exemple, qu'une Association professionnelle est seule qualifiée pour défendre l'intérêt professionnel d'une corporation et que cet intérêt n'existe pas dans le patrimoine des individus exerçant la profession, mais qu'il fait nécessairement partie de celui de ladite Association. De distinction en distinction on en arrive à séparer le groupement de ses membres, à les dissocier, presque à les opposer, en tout cas et pour le moins à oublier que le premier n'est que la résultante des volontés, des activités de ceux-ci, et qu'il leur est au contraire intimement lié.

168. — A vrai dire, nous ne croyons pas que les deux théories de la personnalité morale soient nécessaires pour expliquer rationnellement l'activité juridique d'un groupement d'individus et nous ne sommes même pas sûrs qu'elles y soient arrivées. Qu'est-ce tout d'abord que cet être invisible, immatériel qui possède des droits, qui entend faire valoir des intérêts que ses constituants n'auraient pas dans leur patrimoine. Comment admettre que la réunion d'êtres physiques dont les volontés sont dirigées vers les mêmes buts, unies en vue de rendre plus perceptibles des intérêts et des droits que chacun d'eux doit nécessairement posséder, puisque l'Association implique une matière commune, puisse arriver à créer des intérêts nouveaux, des droits distincts. On se demandera encore quels peuvent être les intérêts d'une Association considérée indépendamment de ses membres, et pour qui sont faits les droits d'un groupe qu'on isole des associés qui l'ont constitué. Enfin, à quelles difficultés ne va-t-on pas se heurter lorsqu'il faudra définir, caractériser les intérêts et les droits du groupement et chercher le critérium qui permettra de les distinguer de ceux des membres dudit groupement. Il semble bien que les théoriciens de la personnalité morale fictive ou réelle aient été les victimes d'un mirage né de l'expression qu'ils ont choisie

et que le mot ait créé la chose¹, qu'on ait poussé trop loin l'assimilation de la prétendue personne morale à la personne physique en voulant doter la première de droits et d'obligations, par analogie avec ceux que la seconde possède.

169. — La réalité nous semble moins compliquée. L'Association nous apparaît simplement comme une concentration permanente *d'efforts individuels* en vue d'un but déterminé; ce n'est pas d'ailleurs par un pur hasard que cette concentration s'opère; elle répond aux besoins des membres du groupement qui s'unissent parce que *tous ont le même intérêt* à l'accomplissement de l'objet, du but qu'ils se sont proposés d'atteindre en créant l'Association qui rassemble leurs énergies et leurs activités. *C'est, en effet, pour la satisfaction ou la défense de leurs intérêts individuels et identiques que l'Association existe.* Pourquoi dire alors que le groupement possède, dès qu'il se manifeste, un intérêt distinct de ceux de ses membres, quand au contraire l'intérêt de l'Association ne cesse pas de reposer sur la tête des individus associés. *Ce sont en réalité des intérêts individuels et identiques qui constituent l'intérêt collectif du groupement.*

170. — L'Association est toutefois plus encore; formée pour la défense de cet intérêt collectif dont nous venons de dégager la notion, elle implique à cette fin *une direction commune et unitaire*; nous dirons à ce sujet, paraphrasant tant soit peu la définition donnée par M. Berthélemy, de la propriété collective, que les associés s'engagent et entendent agir « comme s'ils ne faisaient

1. Cf. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, 10^e édition, tome I^{er}, page 988 : « La puissance des mots est telle, que ce mot de « personne », une fois lancé dans la circulation, on y a attaché une valeur absolue, on a perdu de vue la réalité ; on ne songe plus que ces prétendues personnes ne sont que des moyens destinés à simplifier la gestion des propriétés collectives ; on a fait la théorie d'un genre de personnes au lieu de faire la théorie d'un genre de propriétés. »

qu'un ». Ainsi, à distance, dans ses rapports juridiques avec le monde extérieur, l'Association apparaîtra comme une personne ayant charge de gérer le patrimoine où les intérêts qui lui ont été confiés. De là, la tentation de croire qu'elle en est réellement une, ou d'essayer d'expliquer le phénomène de l'Association par l'existence au moins fictive de cette personne.

Mais nous croyons qu'il n'est pas nécessaire d'avoir recours à ces deux subterfuges. Il n'existe en réalité pas d'autres personnes que les individus associés, et ceux-ci demeurent les véritables intéressés ou ayants droit. On ne doit donc pas parler, à notre avis, d'un groupement ayant des intérêts distincts de ceux de ses membres; on doit dire simplement que *l'intérêt collectif n'est que la somme des intérêts individuels et communs aux membres du groupement pour la satisfaction ou la défense desquels ceux-ci se sont associés*, et la notion de personnalité morale s'efface pour laisser place à celle plus claire et plus simple de l'Association considérée comme un groupe d'hommes qui entendent se soumettre dans certaines circonstances à une direction unitaire qui facilitera l'accomplissement des desseins communs à chacun d'eux.

171. — Et l'Association nous apparaît bien ainsi au point de vue juridique sous le même aspect que la Société dont le législateur l'a lui-même rapprochée en la définissant. Elle consiste, sous ce rapport, dans la mise en commun d'une partie du patrimoine matériel ou moral de chacun des participants, de même que dans une Société il y a mise en commun d'une partie du patrimoine matériel de chacun des co-associés; le but seul diffère. Cette fraction de patrimoine particulier mise en commun forme en quelque sorte dans le patrimoine de chacun des membres une sorte de patrimoine séparé qui, sans cesser de lui appartenir, ne relève plus de sa seule gestion. Une gestion commune, une direction unique provenant d'une renonciation partielle au profit de tous

des prérogatives de chacun des membres du groupement sur la chose mise en commun en vue d'un plus grand profit : voilà ce que représente en réalité l'Association créée pour suppléer dans certains cas à la faiblesse de la personne physique et compléter l'activité de celle-ci dans les domaines où cette activité réduite à elle-même serait insuffisante, et où l'éparpillement d'efforts non coordonnés n'aboutirait à rien ¹. Mais l'intérêt, le droit individuel restent le fondement même de l'Association; c'est donc à eux et à eux seuls qu'il faudra se référer lorsqu'il s'agira de délimiter le domaine d'action du groupement.

172. — D'ailleurs n'est-ce pas là qu'est la vérité, puisque tous les auteurs en parlant de l'intérêt collectif ne s'expriment pas autrement. Nous avons souligné à dessein dans notre première partie les passages des décisions judiciaires ou des commentaires doctrinaux dans lesquels on discute de l'intérêt qui doit servir de base aux actions en justice des Associations; il sera facile de s'assurer en s'y reportant que, le plus souvent, il y est question des intérêts des membres de ces Associations. L'intérêt collectif n'est qu'une expression commode pour indiquer qu'il s'agit de la masse de ces intérêts; il ne faudrait tout de même pas que cette expression dissimule la vérité et qu'on en déduise qu'il existe un intérêt propre à l'Association et en même temps distinct de ceux des associés.

1. Cf. Boucaud. Thèse, Dijon 1911.

Page 86. « La collectivité se trouve en possession de certains droits dont les associés se sont dépouillés en sa faveur. »

Page 216. « Pour permettre à l'Association d'atteindre son but, les membres font abandon à son profit d'une partie de leurs intérêts et de leurs droits. Les intérêts individuels en tant qu'ils sont communs à tous les associés ne subsistent plus dans leur patrimoine. »

Page 217. « Chacun doit donc donner quelque chose au groupe; celui-ci possède les associés, les exproprie dans un but d'utilité générale. »

Une analyse rapide des principaux cas que nous avons eu l'occasion d'étudier nous permettra de constater l'exactitude de nos affirmations.

173. — S'agit-il tout d'abord des Associations qui ont pour objet la défense des intérêts matériels de leurs membres, tels que les groupements d'habitants de quartiers agissant pour obtenir le respect d'un cahier des charges ou l'observation d'un règlement sanitaire dont l'inapplication est la cause dans les deux cas d'un préjudice dont ils auront à souffrir, il ne semble pas faire de doute que l'intérêt collectif ne soit effectivement composé des intérêts individuels et communs des associés. L'Association, en effet, a pris en main la défense de ces intérêts, ou pour employer un langage plus proche de la réalité, propriétaires, locataires, occupants à un titre quelconque d'habitations situées dans le territoire où se manifestent les agissements présumés illégaux d'une tierce personne, *ayant chacun en particulier et tous ensemble le même intérêt* à obtenir le respect d'un état de choses légalement établi, se sont groupés pour mieux faire sentir la réalité et l'identité de ces intérêts; on chercherait vainement, croyons-nous, ici, l'intérêt supérieur distinct et personnel de l'Association qu'ils ont constituée.

174. — Il semble également inutile d'insister sur l'intérêt d'une Association professionnelle, telle qu'une Association de fonctionnaires qui intervient devant le Conseil d'Etat pour demander, par exemple, l'annulation d'une nomination faite en violation d'un règlement. Ce sont bien ici sans aucun doute les intérêts personnels des fonctionnaires groupés que l'Association défend, car *ils sont tous intéressés* à ne pas laisser consommer un manquement aux prescriptions réglementaires, d'une part, parce qu'une nomination illégalement faite empêche ou retarde peut-être pour eux tous, tout au moins pour certains d'entre eux, les avancements sur lesquels ils pou-

vaient légitimement compter; d'autre part, une décision de faveur risque de créer un précédent fâcheux dont tous certainement seraient appelés à subir ultérieurement le contre-coup. Dans tout ceci, il n'est pas question de l'intérêt de la soi-disant personne morale que serait une Association de fonctionnaires, car en quoi la nomination illégale qui affecte ses membres, pourrait-elle la préoccuper? Cette Association ne sera nullement lésée, n'étant pas appelée elle-même à bénéficier d'un avancement ou d'un changement de grade.

175. — Il en va de même des Amicales d'instituteurs que nous avons vues aux prises avec les Archevêques et Evêques de France à propos de la Lettre pastorale du 14 septembre 1909. Ce ne sont pas ces Amicales, en tant que constituant des personnes distinctes, qui ont pu se prétendre diffamées, mais *leurs membres dont les intérêts matériels et moraux se trouvaient en jeu*. La considération, la situation pécuniaire découlant de l'exercice de la profession d'instituteur, sont des biens qui sont dans le patrimoine de tous les instituteurs et qui leur sont communs à tous. Rien de plus naturel de rencontrer chez eux, puisque la loi du 1^{er} juillet 1901 leur en a donné la possibilité, l'idée de s'associer pour poursuivre plus activement et plus énergiquement les tiers qui voudraient en les attaquant déconsidérer la profession qu'ils exercent. Considéré de ce point de vue juridique, le problème soulevé par ces Associations eut paru simple et la jurisprudence n'aurait peut-être pas donné le spectacle d'une si profonde division, que la décision dernière de la Cour de Cassation n'a peut-être pas tout à fait fait disparaître. Si, en effet, les fonctionnaires obtiennent un jour un droit syndical même diminué, on les verra peut-être agir dans des circonstances analogues à celles où se trouvèrent placées les Amicales d'instituteurs en 1909 et la question sera de nouveau posée; nous doutons que la jurisprudence couronnée par l'arrêt du 15 juin 1923 puisse être maintenue.

176. — On chercherait également sans succès quel intérêt autre que celui de ses membres peut poursuivre une Association de Pères de famille; on aperçoit très clairement l'utilité, la nécessité même pour eux de grouper en une puissante association *les intérêts identiques que chacun d'entre eux possède* à obtenir tant des pouvoirs publics que des maîtres chargés de l'enseignement le respect de la neutralité en matière de religion et, par là-même, de la foi de leurs enfants. En s'unissant, les pères de famille ont eu simplement pour but de rendre plus forts par leur cohésion *des intérêts moraux que, ici comme dans les cas précédents, nous le répétons à dessein, chacun d'eux possède en propre et qui leur sont communs*. Mais on ne peut pas soutenir raisonnablement que l'Association qu'ils ont formée possède, dans le domaine des intérêts familiaux, des intérêts propres qu'elle seule a qualité pour faire valoir.

177. — Enfin, si nous examinons maintenant le cas des Associations dites à but désintéressé, notre opinion se confirme encore que le groupement n'est créé que pour faire valoir les intérêts de ses membres. Chacun des membres de la Ligue contre la licence des rues, par exemple, déplore la liberté laissée aux auteurs de publications pornographiques dont la diffusion risque de contaminer la jeunesse; la loi, au surplus, prohibe ces publications, et ce n'est que par une tolérance tacite et coupable qu'elles peuvent se répandre. Il juge alors qu'il est de son devoir et de son intérêt de bon citoyen d'obtenir le respect de la loi et d'intervenir aux lieu et place de l'autorité défailante, mais il sait également qu'en raison du fait que des milliers de bons citoyens ont comme lui un intérêt identique à la disparition des images licencieuses, son intérêt personnel risquera de passer inaperçu ou sera trop faible pour qu'il puisse espérer obtenir gain de cause; aussi l'idée lui viendra d'essayer de grouper *ces milliers d'intérêts communs* et de leur donner ainsi une puissance qui leur permettra d'être for-

tement représentés et d'agir utilement et efficacement. S'il réussit, l'Association est créée; *elle rassemblera désormais tous les intérêts épars et identiques que chacun de ses membres possède* à la bonne observance de la loi, mais nous ne voyons pas et nous ne croyons pas qu'elle personnifie un intérêt distinct de ceux-ci. C'est simplement pour la protection des intérêts de chacun de ses adhérents qu'elle va intervenir et agir. Soutenir qu'une Association, comme le Comité Bordelais dont nous avons étudié l'intervention, a un intérêt distinct de ceux de ses membres, c'est contraindre le juge à rechercher cet intérêt, et c'est peut-être, devant ce problème dont la solution nous paraît impossible, le contraindre en même temps à écrire cet attendu que nous extrayons du jugement du Tribunal de Bordeaux déjà cité plus haut, et dont l'argumentation puérile n'échappera à personne :

« Attendu... qu'il est difficile de concevoir qu'une personne morale qui n'est qu'une abstraction, ait une pudeur et puisse souffrir d'exhibitions ou de spectacles qu'elle ne peut percevoir, et dans quelle mesure elle peut être offensée ou ne l'être pas. »

178. — Avec la théorie de la personnalité morale, on ne sait pas où doit s'arrêter l'assimilation à la personne physique; les juges de Bordeaux se sont laissé prendre au mot et ont été évidemment forcés de constater qu'une personne dite morale n'a pas de pudeur et ne peut pas être outragée par des publications licencieuses. Mais une personne morale n'a pas davantage d'honneur, de considération; elle n'a pas non plus intérêt au bon fonctionnement d'un service public. *Ce sont en réalité ses membres qui sont intéressés à exiger le respect de leur considération; ce sont eux encore qui tireront profit de l'exécution convenable des obligations imposées au concessionnaire du service public; c'est en définitive en eux-mêmes que doit être apprécié l'intérêt qui devra servir de base à l'action qu'ils intenteront en commun par l'intermédiaire de l'Association qui les groupe.*

179. — Nous n'avons pas d'ailleurs l'impression d'être isolé dans cette théorie du mécanisme juridique de l'action de l'Association. M. Roux, dans une note au S. 1911-1.417, a préconisé à propos de l'action des Syndicats professionnels, une thèse qui ne nous a guère semblé différente de celle que nous exposons. Nous croyons devoir reproduire les passages de cette note qui nous ont paru essentiels.

« En pratique, écrit-il, est-ce qu'un syndicat intervient... auprès des Tribunaux pour exercer des poursuites si son action ne répond pas aux intérêts individuels, pécuniaires ou moraux, de ses membres. M. Tolain, rapporteur de la loi du 21 mars 1884, pour caractériser l'objet de la réforme, disait que le but de celle-ci était de rendre « ceux qui exercent la même profession capables de faire respecter leurs droits par la force que donne la collectivité. » Leurs droits ! ne l'oublions pas.

Le droit individuel doit être le fondement de l'action de l'Association; on n'aperçoit l'intérêt associationnel qu'au point de convergence des intérêts individuels des associés et l'action de l'Association n'est que la résultante des actions individuelles. Il ne peut, d'ailleurs, en être différemment. Une Association ne peut agir, intervenir, que si la mesure sollicitée ou poursuivie par elle répond aux intérêts individuels de ses membres. En matière juridique, elle ne pourra intervenir que pour faire respecter les droits des co-associés rendus plus forts par la force que donne la collectivité.

Ainsi la collectivité n'apporte pas le droit; elle ne donne que la force résultant de l'union d'individus, de l'entente, de l'importance des intérêts représentés. Le droit individuel demeure le « *substratum* » nécessaire de l'action exercée par le groupement. Ce n'est pas tant le droit individuel qui devient syndical en se totalisant; mais il faut encore le droit individuel pour faire le droit syndical. »

180. — Nous ne pouvons que souscrire sans réserve à cette opinion. M. Roux n'est pas d'ailleurs seul à la formuler. N'avons-nous pas vu M. Esmein, dans sa note au S. 1926-2.65 que nous avons longuement analysée, arriver à des conclusions presque identiques dans ses recherches sur la base de l'action en justice de l'Association visée à l'arrêt dont il commentait la doctrine. Citons à nouveau le passage de cette note où est exposée la thèse de son auteur :

« L'action de l'Association ne doit ni ne peut être envisagée comme complètement distincte de l'action individuelle des associés ; il n'y a pas entre l'action individuelle et l'action sociale la différence radicale que l'on suppose... L'Association comporte l'exercice en réunion des droits individuels de ses membres, rien de plus, rien de moins. Elle est personne morale, mais elle reste liée à eux. De même que lorsque les membres se rassemblent matériellement pour agir, l'action de l'Association n'est constituée que par des actions individuelles, de même lorsqu'elle agit judiciairement, elle reste dans le plan de l'action individuelle. » Et plus loin encore : *« L'action que l'Association exerce ne peut être regardée comme d'une autre nature que l'action individuelle. »*

181. — N'est-ce pas encore dans le même sens que se prononce M. Rolland, dans une note (D. 1913-1.321) dont nous avons également parlé et qui est relative à l'action en justice des Amicales d'instituteurs, en écrivant que « les intérêts de la profession ne peuvent être que des intérêts communs à tous ceux qui l'exercent » ; il insiste sur cette idée en précisant que « *les intérêts généraux de la profession ne peuvent être en dernière analyse que des intérêts individuels* », ce qui aboutit à dire qu'une Association professionnelle a qualité pour défendre les intérêts individuels que ceux qui l'ont constituée ont eu en vue de grouper. C'est toujours la même idée que M. Rol-

land exprime en concluant que, « dans la réalité, il n'y a pas d'intérêts de la profession, mais des intérêts communs à tous ceux qui l'exercent. »

182. — Nous relevons encore un passage de la note de M. Louis Hugueney au S. 1918-1.321, écrite en commentaire des décisions rendues à propos de l'action du Comité Bordelais, et où l'auteur s'exprime ainsi :

« *Si le Tribunal avait vu dans la personnalité morale ce qu'il faut y voir, c'est-à-dire une forte concentration de droits individuels*, il aurait été amené tout naturellement à reconnaître que les individus ayant le droit de grouper leurs intérêts moraux comme leurs intérêts matériels, le Comité représentant des intérêts moraux de ses membres pouvait... »

183. — Pour terminer, citons cette phrase lapidaire extraite de la thèse de M. Pierre Arnaud ¹ qui répond absolument à notre conception de la nature de l'acte l'Association : « L'Association n'est pas un être abstrait; elle est la réunion de plusieurs citoyens, *son intérêt comprend une somme d'intérêts particuliers.* »

184. — A vrai dire la doctrine que nous exposons a fait l'objet de très vives critiques et elle n'a certes pas la faveur de la majorité des auteurs et de la Jurisprudence. On a prétendu la mettre en échec en l'enfermant dans le dilemme suivant. M. Philip, par exemple ², s'exprime ainsi : « Quand on affirme, en effet, comme M. Roux, que l'action individuelle est le *substratum* de l'action de l'Association, deux interprétations sont possibles : ou bien, cela veut dire que le groupement doit prouver qu'un membre pourrait intentier l'action, et cela aboutirait à faire agir le groupement pour la défense des

1. Pierre Arnaud, Thèse, Paris 1927, pages 91 et 92.

2. Philip, opin., cit., page 16.

intérêts individuels de ses membres ; ou bien, on entend par là qu'un grand nombre des membres ou même tous les membres doivent être lésés ; mais alors à partir de quel chiffre pourra-t-on soutenir qu'un acte ne lésant auparavant que des intérêts individuels a soudain porté atteinte à un intérêt collectif ? »

185. — Il paraît facile de répondre à cette argumentation. Il est exact, en effet, que le groupement ne pourra agir que lorsque les intérêts individuels de ses membres seront lésés et lorsque, par conséquent, un des membres pourrait lui-même agir ; à cette condition que nous considérons en effet comme primordiale, nous souscrivons très volontiers, mais il faut préciser : ce ne sont pas des intérêts individuels quelconques qui pourront servir de base à l'action du groupement ; c'est seulement lorsqu'il y aura eu lésion des intérêts individuels pour la défense desquels les associés se sont groupés, qu'il y aura possibilité d'action, c'est-à-dire, lorsque l'intérêt commun à tous les membres de l'Association sera en jeu. Aucune difficulté ne paraît devoir être soulevée pour déterminer si l'intérêt individuel en vue de la défense duquel l'Association intervient est bien celui qu'elle a qualité pour protéger ; il suffira, en effet, de se reporter aux statuts. A vrai dire, ceux-ci pourront peut-être ne pas être assez explicites ; il s'agira dès lors d'une interprétation à donner par les juges d'un texte insuffisamment clair ; cela n'entame en rien le principe que nous avons posé : l'Association est qualifiée pour défendre les intérêts individuels et communs de ses membres, lorsque ses statuts lui en ont confié la mission ; ce sont ces intérêts qui, réunis, constituent l'intérêt collectif. Mais l'Association ne sera pas apte à intervenir pour la défense des intérêts individuels et particuliers de ses membres dont la protection reste du ressort de chacun de ceux-ci.

186. — Quant à l'objection tirée du fait qu'il sera difficile de déterminer s'il existe un nombre suffisant d'asso-

ciés lésés pour permettre au groupement d'agir, elle est écartée si l'on remarque que les intérêts mis en communs sont tous plus ou moins lésés dès que l'un d'eux se trouve atteint. Leur caractère commun, qui a permis de les grouper pour les mieux défendre, appelle, en effet, nécessairement l'idée d'une lésion commune aussitôt que l'un d'entre eux souffre d'un préjudice ; le dommage causé à l'un atteint les autres et il est impossible de nuire à l'un sans nuire aux autres. Ainsi, déconsidérer la profession d'instituteur, c'est nuire par là-même aux intérêts professionnels de tous ceux qui exercent cette profession; d'autre part, les manquements à la neutralité religieuse en matière d'enseignement causent un préjudice au moins éventuel à tous les pères de famille qui désirent élever leurs enfants chrétiennement, ne fut-ce que par la crainte de voir l'exemple se propager à d'autres maîtres; enfin, l'inobservation d'un cahier des charges n'a-t-il pas sa répercussion sur la collectivité des habitants d'un quartier compris dans le périmètre d'exploitation réservé au concessionnaire 1.

1. Cf. Abauzit, Thèse, Paris 1907, pages 53 et 54. « Ce n'est pas, à notre avis, en une question de nombre que doit résider le critérium, mais bien dans la nature du droit, de l'intérêt à défendre, lequel doit être envisagé en soi. S'agit-il d'un intérêt exclusivement particulier à l'un des membres du syndicat, il serait naturel que ce dernier fut déclaré irrecevable à agir. S'agit-il, au contraire, d'un intérêt qui, bien qu'individuel, relatif en l'espèce à une seule et unique personne, intéresse, d'une manière générale, la profession, il devient alors inhérent à la personne du syndicat ; s'il soulève, par exemple, une question de principe, de façon telle, que tous les syndiqués puissent normalement se trouver un jour dans une situation analogue, ou avoir des besoins et des aspirations identiques, alors le fait étant d'ordre général, la recevabilité de l'action du syndicat devrait être unanimement reconnue, sans qu'il soit nécessaire d'attendre que tous les syndiqués aient subi un préjudice. »

SECTION III

*L'intérêt, base de l'action de l'Association, doit être
juridiquement protégé.*

187. — Si donc l'Association n'agit que pour la réalisation ou pour la protection des intérêts communs des associés, doit-elle toujours être déclarée recevable en son action, dès qu'elle a fait cette preuve ?

Ici encore, étant donné les principes que nous avons posés, la réponse sera simple : l'Association ne pourra agir que lorsque chacun de ses membres pourrait lui-même théoriquement le faire, s'il ne s'en trouvait la plupart du temps empêché par sa faiblesse et son isolement, et non par incapacité juridique; dans le cas contraire, l'action du groupement ne sera pas recevable. *C'est l'action de l'associé qu'il faudra prendre pour base de l'action de l'Association*, et il faut dire ici que la justification d'un intérêt ne sera pas suffisante ni devant les Tribunaux judiciaires, ni même devant le Conseil d'Etat statuant en dehors du recours pour excès de pouvoir; nous avons vu par contre que l'intérêt suffisait pour permettre d'intenter ce recours.

188. — Tous les intérêts ne sont pas, en effet, protégés par la loi. Le législateur a dû choisir parmi les multiples intérêts des individus faisant partie d'une collectivité, ceux qui, pour le bon ordre, le bon équilibre social, doivent être protégés. Ainsi, l'homme a un intérêt personnel à user et à disposer, à l'exclusion de tout autre de certains objets ou de certaines choses déterminés; et, tout au moins, dans la plupart des Etats modernes, on admet que cette faculté de libre usage et de libre disposition constitue un facteur d'équilibre et de progrès social, en ce sens qu'elle stimule les initiatives de chacun

d'entre nous qui vont s'exercer, tant pour conserver les choses que nous possédons déjà, que pour essayer d'en acquérir de nouvelles en vue de tirer un profit personnel des unes et des autres. Aussi le législateur sanctionne cet intérêt personnel en instituant des règles pour sa protection, et il admet que celui qui est troublé, soit dans l'usage, soit dans la disposition de sa chose, a droit à une réparation de la part de l'auteur du trouble. L'intérêt est devenu droit, et le droit de propriété est né.

189. — Les droits ne sont ainsi, comme l'a dit Ihering, que des intérêts juridiquement protégés. Il s'ensuit que l'intérêt qui n'est pas juridiquement protégé ne peut donner lieu à une action en justice puisque le législateur ne l'a pas reconnu. *Si donc, en matière d'Association, l'intérêt commun aux associés en vue de la satisfaction ou de la défense duquel ils se sont groupés est sanctionné par la loi, l'Association est habile à le défendre*, puisque chacun d'eux aurait pu agir pour son propre compte, *sinon l'Association n'a pas d'action*.

Avec cette directive, la solution finale du problème de l'action en justice des Associations perd beaucoup de son caractère complexe et difficile. Il suffira, pour s'en convaincre, de reprendre encore la plupart des cas sur lesquels la jurisprudence a eu à se prononcer et d'indiquer quand — à notre avis — l'action des Associations demanderesses aurait dû être reçue, et quand elle devait être écartée.

190. — Nous avons étudié les actions intentées par des Associations de propriétaires et de locataires agissant en vue d'obtenir le respect des règlements d'hygiène dont l'inobservation causait un trouble, soit à leur droit de propriété, soit à leur droit de jouissance. Des Associations de ce genre doivent pouvoir agir en justice, car l'usage paisible de son bien ou du bien qu'on a loué est un attribut du droit de propriété ou du droit de tout locataire. Isolés, les uns comme les autres n'auraient

vraisemblablement rien pu obtenir; groupés en vue du même but, l'observation de règlements inappliqués, ils vont pouvoir obtenir réparation du préjudice qui leur est causé. Pour le propriétaire, *c'est l'exercice de son droit de propriété* qui est en jeu, tel qu'il se conçoit dans les collectivités modernes, c'est-à-dire la disposition libre et entière de sa chose avec la faculté d'en tirer le maximum de profit, faculté diminuée en l'espèce par la négligence d'un tiers; chacun des propriétaires a un intérêt et un droit à faire cesser le trouble dont il souffre. Il en est de même des locataires qui voient *le droit spécial de jouissance* qu'ils tiennent du contrat de location également troublé. Propriétaires et locataires ont donc un droit certain — quoique distinct — à exiger que prenne fin ou que soit réparé le dommage qui leur est causé, et pour les uns comme pour les autres il y a identité de but. Cela doit suffire pour permettre à l'Association, qu'ils ont créée précisément dans ce but, d'agir; il serait singulier de lui voir refuser l'exercice des droits que tous ses membres possèdent en particulier.

191. — Il en est de même d'une Association d'abonnés agissant contre la Compagnie concessionnaire d'un service public d'éclairage qui, par négligence ou insuffisance de moyens, n'exécute pas convenablement les clauses du cahier des charges et cause un dommage à ses clients. De fréquentes interruptions de courant se traduisent par une gêne sensible chez ceux-ci, qui pour son commerce, qui pour ses commodités personnelles, et tous ont intérêt à obtenir à l'avenir une exécution plus régulière des prestations dont la Compagnie a la charge. *Si on admet que le bénéficiaire d'un service public possède un véritable droit à obtenir la bonne marche de ce service* ¹, l'Association qui groupe ces bénéficiaires

1. Voir la note de M. Hauriou, au S. 1907-3.33, à propos de l'arrêt rendu par le Conseil d'Etat, au sujet de l'action intentée par le Syndicat des habitants du quartier Croix de Seguey Tivoli.

pourra, par exemple, intenter une action à l'effet d'exiger de la Compagnie concessionnaire, sous peine d'astreintes, la mise en œuvre des moyens indispensables à l'exécution convenable de ses obligations. Par contre, il nous est difficile de concevoir que cette Association puisse agir pour tous ses membres, comme l'a admis la Cour de Poitiers, en vue d'obtenir réparation des préjudices particuliers causés à ceux-ci par suite de trop fréquentes interruptions de courant; le préjudice individuel étant trop différent, en l'espèce, chez chacun des associés ne peut, par suite, former matière d'intérêt commun, base nécessaire de l'action de toute Association.

192. — Nous raisonnerons comme précédemment lorsqu'il s'agira de l'action en justice des Amicales d'instituteurs. Il est certain que la Lettre pastorale contenait des imputations jugées à bon droit calomnieuses par les intéressés, et qui avaient eu pour résultat d'entacher l'honorabilité professionnelle des instituteurs, de jeter le discrédit sur leur profession, discrédit dont les associés pouvaient être appelés à souffrir matériellement et moralement, soit dans leurs rapports avec leurs supérieurs, soit dans leurs relations avec les parents des élèves. *L'honorabilité professionnelle, la considération, sont des biens que le législateur protège* et pour la violation desquels les Tribunaux font application de l'article 1382 du Code civil. Les Amicales étaient donc qualifiées pour défendre ces biens attaqués en la personne de leurs adhérents visés par les critiques des archevêques et évêques. Nous estimons que dans cette affaire, c'est la Cour d'Orléans qui, à beaucoup de points de vue, semble avoir traité le problème de la manière la plus juridique.

193. — La question devient plus délicate lorsqu'il s'agit de savoir si les Associations de Pères de famille ont qualité pour ester en justice, afin d'y obtenir réparation quand la neutralité scolaire a été violée dans les écoles

publiques. Nous nous préoccupons encore ici seulement de savoir si chacun des membres aurait qualité pour agir lui-même; ceci tranché, il est évident — à notre avis — que l'Association qui les groupe tous, aura ou n'aura pas elle-même qualité pour agir, puisqu'elle ne peut faire valoir que les droits de ses membres. La réponse semble devoir être négative, tout d'abord en ce qui concerne les membres qui ne sont point eux-mêmes pères de famille et qui, par conséquent, n'ont, ni d'intérêt, ni de droit directs et personnels pour intervenir. La faculté de se grouper en Association est une chose, et le droit d'obtenir certains résultats en faisant agir en justice cette Association en est une autre. Le législateur de 1901 a accordé la liberté presque sans limite du droit de s'associer, ce qui permet à chacun de faire partie d'une Association telle qu'un groupement de pères de famille, mais il n'a pas pu faire fléchir la règle consacrée lorsqu'il s'agit de l'exercice d'une action en justice et qui s'énonce : « Pas d'intérêt, pas d'action. » Il est évident qu'il faut entendre par là, l'intérêt subjectif, personnel et immédiat, de la personne qui exerce l'action, et non l'intérêt général et très vague que chacun d'entre nous peut avoir à l'observation scrupuleuse de la loi; sinon, la maxime ci-dessus rappelée n'aurait plus de sens, qui que ce soit se trouvant alors appelé à exercer une sorte de ministère public en vue de dénoncer à la justice les défaillances à la loi; ce serait la résurrection de l'ancienne action populaire. Les membres de l'Association qui ne sont pas eux-mêmes pères de famille ne sont donc pas qualifiés — à notre sens — pour exiger le respect de la foi à l'école; on ne voit pas pourquoi leur entrée dans une Association leur permettrait de prétendre à ce droit. Nous croyons même que l'exercice de l'action en justice par une Association de ce genre se trouve viciée à l'origine, du fait de sa constitution même, puisqu'elle comprend des membres non intéressés personnellement au but qu'elle entend poursuivre, et nous pensons que la jurisprudence a eu tort d'affecter de croire que la pré-

sence de ces membres dans une telle Association devait être considérée comme sans importance au point de vue de l'exercice de l'action en justice de ladite Association. Nous n'admettons donc pas, quant à nous, la possibilité de l'action en justice des Associations de pères de famille dont les membres ne sont pas tous directement et en leurs personnes mêmes intéressés au but poursuivi, c'est-à-dire qui ne sont pas eux-mêmes pères de famille.

194. — Mais si nous supposons que tous les membres remplissent cette condition indispensable, le groupement qu'ils ont formé va-t-il avoir le droit d'agir en justice en cas de trouble de leurs intérêts moraux personnels qu'ils se sont proposés de défendre? La question reste difficile à résoudre, même dans la thèse que nous avons adoptée.

Chacun des pères de famille composant le groupement aurait-il qualité pour intervenir lui-même en justice? *On doit considérer le droit pour un père d'exiger le respect de la foi de ses enfants comme un attribut, un dérivé du droit de puissance paternelle.* Un père a le droit de diriger l'éducation de ses enfants, dans le cadre de la collectivité dont il fait partie, comme bon lui semble et, lorsqu'il a choisi pour eux un des systèmes admis d'instruction et d'éducation, les troubles que peut y apporter l'action déformatrice d'un éducateur étranger peuvent apparaître comme une atteinte à la puissance paternelle d'où découle un préjudice moral pour celui qui subit cette atteinte. Ce préjudice doit donner lieu à réparation en faveur de ce dernier par application des dispositions de l'article 1382 du Code civil. Cette thèse est fort soutenable; on a objecté sans doute que le père n'a pas le pouvoir de déléguer ou d'abdiquer son droit de puissance paternelle (art. 1388 C. civ.); à la vérité, il ne semble pas y avoir en l'espèce violation du principe posé par cet article, puisque nous ne concevons l'Association que comme une réunion d'intérêts ou de droits individuels qui restent la propriété de leurs titu-

lares, et ne sont groupés que pour mieux manifester leur puissance ou pour mieux aboutir à se faire respecter.

195. — Nous avons rencontré en dernier lieu, au cours de notre examen des décisions jurisprudentielles, une Association, le Comité Bordelais contre la Licence des rues, qui prétendait pouvoir exercer l'action civile en vue d'obtenir la fermeture d'établissements forains publics dont le spectacle était jugé par lui contraire à la morale. Nous avons vu que les Tribunaux et la Cour de Cassation devant qui l'affaire avait été portée, avaient débouté l'Association de sa demande, estimant que faute d'intérêt, cette Association ne pouvait agir en justice. C'est aussi notre avis et voici nos raisons. Par analogie avec les cas précédents nous voyons dans une Ligue contre la Licence de rues une Association groupant les individus qui ont tous le même intérêt à voir les lois réprimant les actes immoraux assurées d'une application stricte et énergique. Par ses interventions auprès des autorités de police, cette Association peut exercer un rôle utile dans la répression des actes attentatoires à la moralité publique. Mais lorsque la question se pose de savoir s'il lui est possible d'exercer une action en justice pour la protection des intérêts en vue de la défense desquels elle s'est constituée, il convient encore une fois de rechercher si chacun des membres composant ladite Association aurait eu le droit de faire jouer l'action civile à son profit. Or, dans le cas envisagé, il est évident que non; la répression des actes contraires aux bonnes mœurs — à moins qu'il ne s'agisse de la victime proprement dite, mais il n'y en avait pas en l'espèce — appartient aux organes qualifiés auxquelles le législateur en a confié la mission, au Ministère Public donc; si sur l'action pénale intentée par le Ministère Public, doit se greffer une action civile, celle-ci ne peut être intentée que par la personne lésée directement par le fait délictueux, car seule cette personne a un droit à réparation à faire valoir. On

ne saurait par contre dire que l'Association est cette personne, car le but visé par les associés est un but d'intérêt général. Une Ligue contre la Licence des rues se présente comme une sorte d'auxiliaire de l'Administration, tendant à dénoncer à celle-ci des faits délictueux ou à l'avertir de ces faits, mais sans que toutefois ses pouvoirs puissent aller à l'encontre des lois d'ordre public qui ont précisément réservé, d'une part l'exercice de l'action publique au Ministère Public, d'autre part l'exercice de l'action civile à la partie lésée. On ne peut pas dire que l'Association soit cette partie lésée, car en quoi les associés ont-ils personnellement subi un préjudice du fait qu'un outrage aux mœurs a été commis. *Ont-ils un droit personnel pour obtenir et exiger le respect de la loi; il est évident que non.* Dès lors l'intérêt et le droit de l'Association, images fidèles et exactes des intérêts et des droits de ses membres, n'existent pas plus que ceux-ci.

196. — C'est encore pour la même raison qu'une Société protectrice des animaux, reconnue ou non d'utilité publique, cette particularité étant sans importance dans la question qui nous occupe, qui peut prévenir, dénoncer, demander la répression des sévices dont les animaux domestiques souffrent, ne peut citer en justice les auteurs de ces brutalités en invoquant le préjudice qu'elle prétendrait subir du fait que le but en vue duquel elle fonctionne est ainsi troublé; *aucun des membres de cette Société n'a en effet de droit personnel à obtenir réparation*, puisqu'aucun d'eux ne souffre d'un dommage même éventuel, ni dans son patrimoine matériel, ni dans son patrimoine moral; dans ces conditions, l'Association qui ne peut représenter que les intérêts et les droits coalisés de ses membres, n'a pas davantage que chacun d'eux pris isolément, qualité pour agir.

197. — Un raisonnement analogue nous amènerait à constater la même impuissance juridique chez une Ligue

d'acheteurs, dont les membres ne sont appelés à souffrir qu'en particulier des préjudices pouvant donner lieu à réparation légale.

198. — Nous ne voulons pas d'ailleurs abuser des exemples, ni imaginer des cas particuliers qui pourraient éventuellement servir à illustrer la thèse que nous croyons être la bonne. Nous nous bornerons simplement, statuant par anticipation sur un cas soumis actuellement au Tribunal de Moulins, à donner pratiquement une dernière fois notre sentiment sur le problème dont nous avons entrepris l'étude. Ce dernier exemple est d'ailleurs d'une actualité retentissante .

199. — Tout le monde connaît en effet la controverse qui s'est élevée sur l'authenticité du gisement préhistorique de Glozel, dans l'Allier. Des savants ont prétendu que les objets découverts dans ce gisement avaient une valeur scientifique indéniable, tandis que d'autres, non moins doctes, ont assuré qu'il s'agissait d'une pure mystification dont la science devait faire tous les frais. Une Association de savants « antiglozéliens », ainsi qu'on nomme les adversaires de Glozel, « la Société préhistorique de France », a cru devoir prendre en mains les intérêts de cette science qu'elle estime bafouée et a déposé une plainte en escroquerie contre X..., en se constituant partie civile. (Voyez journal *le Matin* du 26 février 1928.) Voici quels sont les éléments de la plainte.

200. — Tout d'abord la Société invoque un préjudice moral. « La station néolithique de Glozel, lit-on dans cette plainte, tente de jeter sur la science française un discrédit qui lui porte le plus grand préjudice. Quiconque est soucieux du bon renom de notre probité scientifique, et en particulier une Société comme la nôtre qui prétend grouper les savants les plus scrupuleux, *ne peut manquer de se sentir gravement atteinte et lésée.* »

201. — Et on ajoute, invoquant le préjudice matériel :

« Sous la mystification apparaît à l'heure actuelle une entreprise pécuniaire éminemment répréhensible. Quelques-uns de nos membres s'étant présentés au hameau de Glozel pour visiter le prétendu musée, ont été contraints de verser une somme de 4 francs pour être admis à pénétrer. Sans doute, la somme paraîtra de maigre importance, mais il convient d'observer que les efforts de publicité faits autour de l'entreprise pour convaincre de son caractère authentique, ont amené au cours de ces dernières années un nombre considérable de visiteurs. C'est plusieurs milliers de personnes qui sont venues et ont été trompées. En outre, il y aura lieu de rechercher quelles tentatives ont pu être faites depuis un temps non prescrit pour vendre les prétendues collections.

« Ainsi se trouvent réunis les éléments constitutifs du délit. Il est caractérisé par l'obtention de sommes à l'aide de manœuvres frauduleuses... pour persuader l'existence d'une fausse entreprise.

.....

« La Société préhistorique française a l'honneur de se porter partie civile. »

202. — A la lecture de cette plainte, il nous semble que la Société préhistorique ait tenté de son côté une sorte de mystification juridique, en prétendant se faire passer pour « partie lésée » et obtenir réparation du préjudice qui lui aurait été causé. On se demande quel est ce préjudice. La Société invoque tout d'abord le préjudice moral causé à la science française. Nous répondons que si ce préjudice existe, ce n'est pas la Société qui représente la science française. D'ailleurs, la science française, c'est une expression pour désigner les savants français, et ceux-ci ne seraient qualifiés pour agir que si chacun d'eux pouvait démontrer l'existence d'un préjudice personnel. Les membres de la Société préhistorique qui prétendent exercer en groupe une action civile

devraient, pour être déclarés recevables en leur action, avoir chacun le droit d'exercer cette action. Il est bien évident que ce droit ils ne l'ont pas, car il n'est pas dans leur patrimoine. Peut-être chacun d'eux a-t-il un intérêt à ne pas voir discréditer une science qu'il tend chaque jour à perfectionner par ses travaux, mais un intérêt n'est pas un droit, et aucune loi n'a habilité les savants à faire valoir en justice leurs intérêts à cet égard. *Ce droit ils ne l'auront pas plus en groupe qu'isolés.* En réalité, s'il y a eu des tentatives de fraude, ce sont les organes qualifiés, et entre autres le Ministère Public, qui pourront poursuivre.

203. — Le même raisonnement pourra être soutenu en ce qui concerne le second chef de la plainte. La Société invoque que certains de ses membres ont été « escroqués » d'un droit d'entrée de 4 francs pour la visite du musée contenant les objets déclarés faux par elle, et elle prétend qu'elle est qualifiée pour obtenir réparation à ce sujet. Mieux même, elle ajoute que des milliers de personnes ont été escroquées de la même manière, et elle croit ainsi fortifier le bien-fondé de son action civile. Nous estimons qu'il sera facile de débouter l'Association de sa demande sur tous ces points, en lui faisant remarquer qu'elle prétend exercer les actions personnelles et particulières de quelques-uns de ses membres, et même les actions de tierces personnes qui lui sont absolument étrangères, et qu'elle n'a pas qualité pour le faire.

Nous estimons donc l'action de la Société préhistorique mal fondée, et totalement irrecevable.

CONCLUSION

204. — Nous croyons avoir ainsi démontré que l'intérêt et le droit de l'Association ne représentent au fond que les intérêts et les droits coalisés et identiques des associés, et que la mesure des prérogatives juridiques revendiquées par le groupement est fonction de ces intérêts et de ces droits. Il n'y a pas là de quoi surprendre; ce qui pourrait paraître étonnant au contraire, ce serait que les individus groupés aient des intérêts ou des droits différents de ceux qu'ils possèdent isolément. Et ce serait une conséquence pour le moins inattendue de la loi de 1901. Répétons, en effet, que les auteurs de cette loi ont voulu simplement déclarer désormais d'une manière générale licites les Associations qui ne l'étaient qu'exceptionnellement jusqu'alors, et permettre ainsi aux individus d'utiliser la force du nombre pour la satisfaction de certains de leurs intérêts ou de leurs droits. Mais l'Association n'apporte que la puissance; *aux associés qui n'ont isolément que des intérêts à faire valoir, l'Association ne saurait apporter le droit s'ils ne l'ont eux-mêmes.* On ne saurait dire, comme on l'a tenté par exemple pour la Ligue contre la Licence des rues, qu'un fait contraire au but d'une Association entrave son action, et lui cause par là-même un préjudice dont elle peut demander réparation; sur quoi fonder, en effet, cette réparation, si aucun des associés n'est lui-même qualifié pour la réclamer ?

205. — Cette façon d'envisager la question de l'action en justice des Associations n'ouvre pas sans doute de grandes perspectives aux groupements et il apparaîtra peut-être qu'elle mesure un peu étroitement les limites de leur activité juridique; mais elle peut revendiquer tout au moins l'avantage de la simplicité, de la clarté et, croyons-nous aussi, de la réalité; elle donnera toujours une base solide de départ au groupement qui s'engagera dans une instance.

Dans le système jurisprudentiel au contraire, si les perspectives sont plus vastes, elles sont moins sûres. Les caractéristiques du soi-disant intérêt collectif, placé entre l'intérêt individuel et l'intérêt général, et sur lequel on voudrait faire reposer l'action des Associations, restent, nous l'avons vu, vagues et mal définies. De cette incertitude, les Associations pourront essayer de tirer parti en tentant d'utiliser dans la plus large mesure les possibilités d'action que leur offre un domaine si mal délimité; mais, en revanche, que de doutes pèsent sur la recevabilité de cette action, dont les hésitations et les tâtonnements des Tribunaux nous donnent la meilleure preuve; ceux-ci se sont d'ailleurs prononcés la plupart du temps par cas d'espèce, obéissant quelquefois dans leurs décisions, à des considérations extérieures au problème de droit strict qui leur était posé; il serait, à notre avis, difficile de systématiser une jurisprudence si ondoyante et si diverse et d'en dégager une théorie ferme et précise.

206. — Que dans ces conditions et pour des considérations d'intérêt général une réforme s'impose dans certains cas, nous ne le contesterons pas. Mais alors une intervention législative devient nécessaire, et nous avons vu d'ailleurs qu'elle s'était déjà produite ¹. Mais n'est-ce pas là la meilleure confirmation de notre opinion, puis-

1. Voir *supra*, pages 109 et 110.

que, là où le législateur est intervenu, les membres des groupements pris isolément n'avaient pas d'action et leurs Associations n'en avaient pas davantage.

207. — L'intervention législative va faire changer d'aspect la question de l'action en justice des Associations. Ce n'est plus désormais pour la défense des intérêts et des droits de leurs membres que celles-ci vont intervenir; nous allons avec elle quitter le domaine du droit privé pour pénétrer dans le domaine du droit public; les groupements ainsi habilités à ester en justice vont devenir en effet de véritables auxiliaires de l'Administration. C'est sans nul doute un aspect nouveau de l'action en justice des Associations qui se présente; mais cette action, à coup sûr, ne relève plus de l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901, dont nous avons entrepris l'étude.

VU : *Le Président,*

J. HÉMARD.

VU : *Le Doyen,*

H. BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

J. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- Abauzit.** Influence des Associations sur l'exercice de l'action publique, Thèse, Paris 1907.
- Arnaud** (Pierre). Réforme de la législation relative à l'outrage aux bonnes mœurs, Thèse, Paris 1927.
- Berthelemy** (Henri). Traité élémentaire de Droit Administratif, 11^e édition, 1926.
- Boucaud** (Gabriel). Du droit pour les Syndicats professionnels et les Associations d'agir en justice, Thèse, Dijon 1911.
- Bulletin de la Société de Législation comparée.**
- Cestan** (Robert). Essai sur le Droit Collectif, Thèse, Toulouse 1927.
- Colin et Capitant.** Cours élémentaire de Droit civil français, 5^e édition 1928.
- Crémieu** (Louis). L'Action civile exercée sous la forme collective dans la Législation française actuelle, Paris 1910.
- Dalloz.** Jurisprudence générale.
- Demogue.** Les notions fondamentales du Droit privé, Paris 1911.
- Duteillet** (Jean). La poursuite pénale et les Associations, Thèse, Poitiers 1911.
- Duguit** (Léon). Traité de Droit Constitutionnel, 3^e édition, Tomes I et II.
- Fournier** (Etienne). Des Associations à but charitable, Thèse, Montpellier 1919.

Ganot (Jean). La réparation du préjudice moral, Thèse, Paris 1924.

Garraud (René). Précis de Droit criminel, 14^e édition.

Gazette du Palais.

Glasson et **Tissier**. Traité de Procédure civile, 3^e édition, Tomes I et II.

Gouilly (Paul). La question de la légitimité du Droit pour les Fonctionnaires de s'associer, Thèse, Paris 1922.

Hayem (Henri). Le Droit de citation directe par les Associations (Rapport..... du 15 juin 1904).

Hauriou (Maurice). Précis de Droit administratif, 11^e édition 1927.

Hémard (Joseph). Précis élémentaire de Droit Civil, Tome I, Paris 1928.

Houpin. Traité général théorique et pratique des Sociétés et des Associations, 6^e édition 1927.

Hugot. Du Droit de poursuite des Associations, Thèse, Paris 1912.

Journal Officiel de la République Française.

Magnan (Elie). De l'intervention des Syndicats professionnels et des Associations déclarées pour la défense des intérêts collectifs et individuels de leurs membres, Thèse, Montpellier 1911.

Mallon (de) (Pierre). L'Intérêt moral dans les obligations régales, Thèse, Caen 1911.

Michoud (Léon). La théorie de la Personnalité morale et son application au droit français, 2^e édition, 1924.

Nourrisson (Paul). L'Association contre le Crime, Paris 1901.

Nourrisson (Paul). La poursuite des crimes et délits par les Associations.

Nourrisson (Paul). Histoire de la liberté d'Association en France depuis 1789, Paris 1920.

Nourrisson (Paul). Précis de la législation sur les outrages aux bonnes mœurs, Paris 1921.

Philip (André). Le recours pour excès de pouvoir et l'activité corporative, Thèse, Paris 1924.

Planiol et **Ripert**. Traité élémentaire de Droit Civil, 10^e édition.

Recueil des Arrêts du Conseil d'Etat.

Recueil de la Gazette des Tribunaux.

Renard (A.-Jean). Contrôle des Services publics et application des lois pénales par les Associations privées, Thèse, Montpellier 1914.

Revue critique de Législation et de Jurisprudence.

Revue générale du Droit, de la Législation et la Jurisprudence en France et à l'Etranger.

Revue Pénitentiaire et de Droit pénal (Bulletin de la Société générale des Prisons).

Revue trimestrielle de Droit Civil.

Sirey. Recueil général des lois et des arrêts.

Vareilles-Sommières (Marquis de). Les Personnes morales, 1902.

Vavasseur (A.). Sociétés, Syndicats, Associations devant la Justice.

Vidal (Georges). Cours de Droit Criminel et de Science pénitentiaire, 7^e édition, 1928.

Watrin (Paul). Les Actions en responsabilité civile nées des actes contraires aux bonnes mœurs, Thèse, Paris 1917.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	7
Première Partie	
<i>L'exercice des actions en justice des Associations déclarées dans la jurisprudence et devant la doctrine.....</i>	13
Chapitre premier. — L'action en justice des Associations devant les juridictions administratives.....	16
Section I ^{re} . — Du recours pour excès de pouvoir exercé par les Associations d'habitants de quartier.....	18
Section II. — Du recours pour excès de pouvoir exercé par les Associations de Fonctionnaires.....	21
Section III. — Du recours pour excès de pouvoir exercé par les Associations de Pères de famille.....	35
Chapitre II. — L'action en justice des Associations devant les juridictions civiles.	37
Section I ^{re} . — De l'action exercée par les Associations d'usagers des services publics.....	39
Section II. — De l'action exercée par les Associations de propriétaires et d'habitants.....	51
Section III. — De l'action exercée par les Associations de chasseurs.	54
Section IV. — De l'action exercée par les Associations de fonctionnaires pour la défense des intérêts de leurs membres.	59
Section V. — De l'action exercée par les Associations professionnelles.	83
Section VI. — De l'action exercée par les Associations de Pères de famille.	85
Section VII. — De l'action exercée par les Associations ayant un but d'intérêt général.....	97

Deuxième Partie

	Pages
<i>Essai d'une théorie de l'action en justice des Associations déclarées.</i>	111
Section I ^{re} . — L'Association ne peut agir que pour les objets prévus dans ses statuts.....	112
Section II. — L'Association ne peut agir que pour la défense des intérêts individuels et communs des associés ...	114
Section III. — L'intérêt, base de l'action de l'Association, doit être juridiquement protégé.	131
CONCLUSION.	143
BIBLIOGRAPHIE.	147

